



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 29 AVRIL 2019
GEMEENTERAAD VAN 29 APRIL 2019

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

| | |
|------------------------|---|
| Présents | Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitster</i> ; |
| Aanwezig | Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko- Maduda, Anne Noémie Rakovsky, Catherine Suzanne Jacqueline Beauthier, Nabil Boukili, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Frank Paul Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Francis Van Vlasselaer, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> . |
| Excusés | Marc-Jean Ghysse, Magali Plovie, Stéphanie Koplowitz, Xavier Joseph Jean-Marie Jans, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> . |
| Verontschuldigd | |

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 26 mars 2019.

Madame El Omari est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

De Raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 26 maart 2019 goed.

Mevrouw El Omari wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

**PRÉVENTION SÉCURITÉ ET COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE VEILIGHEID EN
SOCIALE COHESIE**

Cohésion sociale / PIC / PGV - Sociale cohesie / PIS / GSB

- 1 Cohésion sociale – Approbation et signature de la convention FIPI communal 2019 avec la Commission Communautaire Française (COCOF) et des conventions particulières.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (FIPI) 2019 lancé par la Commission Communautaire Française en date du 12 octobre 2018 ;

Considérant qu'un montant de **143.600€** (cent-quarante-trois mille six cent euros) a été attribué à la commune de Forest dans le cadre du FIPI communal 2019 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 décembre 2018 arrêtant la répartition FIPI 2019 ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26 février 2019 approuvant la répartition FIPI 2019 ;

Vu La Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

De signer la **convention FIPI communal 2019** ci-annexée avec la Commission Communautaire Française ;

D'approuver les **conventions particulières FIPI 2019** ci-annexées entre la Commune et les promoteurs ;

De déléguer au collège des Bourgmestre et Echevins pouvoir de signer les **conventions particulières** avec les associations Al Malak, APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide et Culture, EVEIL, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Maison des Jeunes de Forest, Maison de Quartier Saint-Antoine, Medina, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Sociale cohesie – Goedkeuring en ondertekening van de overeenkomst gemeentelijke IFMB 2019 met de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) en van de bijzondere overeenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep van het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (IFMB) 2019, uitgeschreven door de Franse Gemeenschapscommissie op 12 oktober 2018;

Overwegende dat er in het kader van het gemeentelijke IFMB 2019 een bedrag van € **143.600** (honderddrieënveertigduizend zeshonderd euro) toegekend werd aan de gemeente Vorst;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 tot vaststelling van de verdeling van het IFMB 2019;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 tot goedkeuring van de verdeling van het IFMB 2019;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

De **overeenkomst gemeentelijke IFMB 2019** met de Franse Gemeenschapscommissie, opgenomen in bijlage, te ondertekenen;

Goedkeuring te verlenen aan de **bijzondere IFMB 2019-overeenkomsten** tussen de Gemeente en de promotoren, opgenomen in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen om de **bijzondere overeenkomsten** met de verenigingen Al Malak, APOMSA, Atoll, Bras dessus Bras dessous, Entraide et Culture, EVEIL, Forest Quartiers Santé, Habitat et Rénovation, Le Cairn, Jeugdhuis van Vorst, Buurthuis Sint-Antonius, Medina, Partenariat Marconi en Une Maison en plus te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

Fatima El Omari quitte la séance / verlaat de zitting.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Affaires générales - Algemene zaken

2 Affaires générales - Charte de bonne conduite - Élections simultanées du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand résolution du conseil communal.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Règlement général de police de Forest ;

Vu le règlement communal relatif à l'affichage électoral lors des élections européennes, législatives, régionales et communales ;

Considérant que tous les candidats aux élections simultanées du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand sont tenus au respect des dispositions normatives ici rappelées ;

Considérant, cependant, que le strict respect de ces dispositions ne garantit pas pour autant une campagne électorale fondée sur la loyauté, le respect réciproque entre candidats et le respect de l'ensemble des habitants de la commune, qu'ils soient ou non électeurs ;

Considérant que l'ensemble des groupes politiques entendent faire du débat électoral un modèle de campagne propre à l'occasion de laquelle sera toujours privilégié le débat d'idées ;

Considérant que les différents groupes s'engagent à s'abstenir de toute attaque personnelle émanant de leurs candidats ou militants à l'égard des différents candidats aux élections, que cela soit sous la forme de

tracts, de discours publics ou d'expression quelconque, notamment sur les réseaux sociaux ;

Considérant qu'il s'indique également d'éviter de faire pression sur les commerçants de la commune pour qu'ils prennent parti pour tel ou tel candidat ou pour telle ou telle liste ;

Considérant, en effet, qu'il est difficile pour les commerçants ou prestataires de service d'opposer une fin de non-recevoir lorsqu'ils sont sollicités pour exposer dans leurs vitrines ou dans leurs commerces ou bureaux des affiches de tel ou tel candidat ou de telle ou telle liste ou de manière plus générale de relayer, une propagande électorale;

Considérant que ceci est de nature à les placer dans une situation inconfortable car en cédant à de telles demandes, parfois pressantes, ils risquent de s'exposer à l'hostilité d'une partie de leur clientèle, d'exercer leur activité dans un moindre confort et que ceci peut avoir des effets négatifs sur l'exercice de leur activité professionnelles tant pendant la campagne électorale qu'ultérieurement ;

Considérant qu'au regard de la liberté d'expression et d'association, il ne peut être question pour le conseil communal de prendre un règlement interdisant une telle forme d'expression publique ;

Considérant, par contre, que rien ne lui interdit de prendre acte des engagements univoques et solennels pris par les groupes politiques qui le composent ainsi que par les candidats têtes de listes qui les représentent lors des élections communales;

EN CONSEQUENCE :

Le Conseil communal de Forest :

Prend acte que les différents groupes politiques qui composent le conseil communal s'engagent à :

- veiller à ce que leurs candidats et militants s'abstiennent de toute attaque personnelle à l'égard des différents candidats aux élections que cela soit sous la forme de tracts, de discours publics ou d'expression quelconque, notamment sur les réseaux sociaux.
- à ne procéder à aucune démarche auprès des commerçants et des prestataires de service aux fins d'exposer dans leurs vitrines ou dans leurs commerces ou bureaux tout support électoral (tracts, photos, images, messages, affiches, ...) tel que prévu dans la législation sur les dépenses électorales de tel ou tel candidat ou de telle ou telle liste ou de manière plus générale aux fins de relayer, une propagande électorale.

Prend acte que la tête de liste de chaque liste s'engage à veiller pour l'ensemble des candidats et militants de sa liste au principes exprimés au paragraphe 1^{er}

Invite les têtes de liste des listes non représentées au conseil communal à s'engager à respecter le présent accord;

Charge la Secrétaire communale de transmettre la présente charte aux têtes de liste de chaque liste non représentée ou non siégeant au conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene Zaken - Handvest voor goed gedrag - Gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement besluit van de

gemeenteraad.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het Algemeen Politiereglement van Vorst;

Gelet op het gemeentereglement betreffende de verkiezingsaanplakking tijdens de Europese, parlaments-, gewestelijke en gemeenteraadsverkiezingen;

Overwegende dat alle kandidaten voor de gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement verplicht zijn de hier nogmaals aangehaalde wettelijke bepalingen na te leven;

Overwegende, evenwel, dat de strikte naleving van deze bepalingen geen waarborg is voor een verkiezingscampagne gebaseerd op loyaliteit, wederzijds respect tussen kandidaten en respect voor het geheel van de inwoners van de gemeente, ongeacht of ze al dan niet kiezers zijn;

Overwegende dat het geheel van de politieke fracties van het verkiezingsdebat een model van eigen campagne willen maken ter gelegenheid waarvan het ideologische debat steeds de voorkeur zal krijgen;

Overwegende dat de verschillende fracties er zich toe verbinden af te zien van elke persoonlijke aanval afkomstig van hun kandidaten of militanten ten aanzien van de verschillende kandidaten voor de verkiezingen, ongeacht of dit gebeurt in de vorm van pamfletten, openbare toespraken of eender welke vorm van meningsuiting, in het bijzonder op de sociale netwerken;

Overwegende dat het tevens aangewezen is te vermijden om druk uit te oefenen op de handelaars van de gemeente opdat ze partij zouden trekken voor een bepaalde kandidaat of voor een bepaalde lijst;

Overwegende dat het voor de handelaars of dienstverleners immers moeilijk is om nee te zeggen wanneer ze verzocht worden om in hun etalages of in hun handelszaken of kantoren affiches op te hangen van een bepaalde kandidaat of van een bepaalde lijst of op meer algemene wijze verkiezingspropaganda te voeren;

Overwegende dat dit van die aard is hen in een oncomfortabele situatie te plaatsen want door te zwichten voor dergelijke, soms uitdrukkelijke verzoeken, lopen ze het risico zich bloot te stellen aan de vijandige houding van een deel van hun cliënteel, hun activiteit in minder comfortabele omstandigheden uit te oefenen en dat dit negatieve gevolgen kan hebben op de uitoefening van hun beroepsactiviteit zowel tijdens de verkiezingscampagne als later;

Overwegende dat met het oog op de vrijheid van meningsuiting en vereniging, er voor de gemeenteraad geen sprake kan zijn om een reglement in te voeren dat een dergelijke vorm van openbare meningsuiting verbiedt;

Overwegende daarentegen dat niets hem verbiedt akte te nemen van de eenduidige en plechtige verbintenissen aangegaan door de politieke fracties die er deel van uitmaken alsook door de kandidaten lijsttrekkers die hen vertegenwoordigen tijdens de gemeenteraadsverkiezingen;

BIJGEVOLG:

De Gemeenteraad van Vorst:

Neemt akte van het feit dat de verschillende politieke fracties die deel uitmaken van de gemeenteraad er zich toe verbinden:

- erover te waken dat hun kandidaten en militanten afzien van elke persoonlijke aanval ten aanzien van de verschillende kandidaten voor de verkiezingen, ongeacht of dit gebeurt in de vorm van pamfletten, openbare toespraken of eender welke vorm van meningsuiting, in het bijzonder op de sociale netwerken.
- om de handelaars of dienstverleners in geen geval te benaderen met als doel in hun etalages of in hun handelszaken of kantoren enige verkiezingsreclame (folders, foto's, afbeeldingen, berichten, affiches, ...), zoals voorzien in de wetgeving inzake verkiezingsuitgaven, van een bepaalde kandidaat of van een bepaalde lijst op te hangen of op algemenere wijze verkiezingspropaganda te voeren.

Neemt akte van het feit dat de lijsttrekker van iedere lijst er zich toe verbindt om voor het geheel van de kandidaten en militanten van zijn lijst toe te zien op de naleving van de principes uitgedrukt in paragraaf 1.

Nodigt de lijsttrekkers van de lijsten die niet vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad uit om de huidige overeenkomst na te leven;

Belast de Gemeentesecretaris met het overmaken van dit handvest aan de lijsttrekkers van iedere lijst die niet vertegenwoordigd is of niet zetelt in de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 **Affaires générales - Mandats (Brulocalis) - Désignation - Revu.**

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 26 février 2019 désignant Madame Esmeralda Van Den Bosch;

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Brulocalis, notamment l'article 15 ;

Considérant que chaque commune associée dispose d'au moins un membre au sein de l'AG et du CA de Brulocalis ;

Considérant que Madame Esmeralda Van Den Bosch a indiqué de ne pas exercer son mandat au sein de Brulocalis;

DECIDE,

De désigner M. Stéphane Roberti, Bourgmestre, domicilié avenue Van Volxem, 385/V16 à 1190 Forest, en qualité de membre de l'AG et du CA de Brulocalis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Brulocalis) - Aanstelling - Herziening.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 26 februari 2019 tot aanstelling van mevrouw Esmeralda Van Den Bosch herzien;

Gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Brulocalis en in het bijzonder artikel 15;

Overwegende dat elke aangesloten gemeente over minstens één lid binnen de AV en de RvB van Brulocalis beschikt;

Overwegende dat mevrouw Esmeralda Van Den Bosch aangegeven heeft haar mandaat in Brulocalis niet te willen uitoefenen;

BESLIST,

Dhr. Stéphane Roberti, Burgemeester, gedomicilieerd Van Volxemlaan 385/V16 te 1190 Vorst, aan te stellen in de hoedanigheid van lid van de AV en de RvB van Brulocalis.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

4 Affaires générales - Mandats (IRISteam) - Désignation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl IRISteam ;

Considérant que les communes utilisatrices peuvent disposer d'un délégué au sein de l'AG d'IRISteam ;

DECIDE,

De désigner M. Fernando Oyarzabal y Cardeña, membre du service Informatique, en qualité de délégué à l'AG d'IRISteam.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (IRISteam) - Aanstelling.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw IRISteam;

Overwegende dat de deelnemende gemeenten mogen beschikken over een afgevaardigde binnen de AV van IRISteam;

BESLIST,

Dhr. Fernando Oyarzabal y Cardeña, lid van de dienst Informatica, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde bij de AV van IRISteam.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Service SAC - Dienst GAS

5 Sanctions administratives - Règlement sur la consommation et la vente de boissons dans des gobelets en plastique rigide consignés lors des matchs de football.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Considérant que l'utilisation de gobelets jetables lors des manifestations sportives au stade Marien débouche sur plusieurs problèmes, notamment en matière de propreté et salubrité publique ;

Considérant que le plastique des gobelets utilisés consomme du pétrole, ressource très limitée ;

Qu'ils encouragent ainsi au laisser aller en matière d'environnement et ternissent l'image de la propreté de la Commune et surtout ne s'inscrit nullement dans une politique de réduction des déchets ;

Considérant que les coûts du nettoyage de la voie publique reste à charge de l'administration communale, lesquels engendrent des frais non négligeables pour la communauté ;

Considérant qu'il convient de substituer ces gobelets jetables par des gobelets recyclables en plastique rigide et consignés ;

Considérant qu'il y a par conséquent lieu d'interdire l'utilisation et la distribution de ces gobelets les jours

de matchs ; et de prévoir que tout manquement à cette disposition fera l'objet d'une sanction administrative conformément à la loi du 24 juin 2013 ;

DECIDE,

D'approuver les termes du règlement joint en annexe sur la consommation et la vente de boissons dans des gobelets en plastique rigide consignés lors des matchs de football.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 24 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Michael Francis Van Vlasselaer.

Administratieve sancties - Reglement aangaande de consumptie en de verkoop van drankjes in met statiegeld belaste bekera van hard plastic tijdens voetbalwedstrijden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 119, 119bis en 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Overwegende dat het gebruik van wegwerpbekera tijdens sportevenementen in het Marienstadion tot verschillende problemen leidt, onder meer op het vlak van netheid en volksgezondheid;

Overwegende dat het plastic van bekera vervaardigd is van petroleum, een zeer zeldzame hulpbron;

Dat ze zodoende aanzetten tot achteloosheid inzake leefmilieu en het imago van netheid van de gemeente bezoedelen en vooral dat ze geenszins aansluiten bij een afvalverminderingbeleid;

Overwegende dat de kosten voor de schoonmaak van de openbare weg ten laste van het gemeentebestuur blijven, wat niet te verwaarlozen kosten voor de gemeenschap met zich meebrengt;

Overwegende dat het aangewezen is deze wegwerpbekera te vervangen door recycleerbare en met statiegeld belaste bekera in hard plastic;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is het gebruik en de verdeling van deze bekera op wedstrijddagen te verbieden en te voorzien dat iedere overtreding van deze bepaling het voorwerp zal uitmaken van een administratieve sanctie, conform de wet van 24 juni 2013;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het reglement in bijlage aangaande de consumptie en de verkoop van drankjes in met statiegeld belaste bekera van hard plastic tijdens voetbalwedstrijden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, David Liberman, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Michael Francis Van Vlasselaer.

Monsieur Loewenstein :

1. **A la lecture de l'article 1^{er}, je peux imaginer que les membres du collège ne prennent pas leur travail très au sérieux et ne lisent pas les points qui leurs sont soumis. En l'espèce ici, je lis avec surprise que l'on retrouve dans le secteur du stade de l'Union-Saint-Gilloise la « rue Jupiter », qui est en fait une avenue et qui ne se trouve pas dans le quartier visé. J'imagine mal que le règlement soit appliqué dans le quartier de l'Union et sur la « rue Jupiter » et laisse donc la rue des Tulipiers hors règlement ! Je suggère donc de remplacer « Jupiter » par « Tulipiers »**
2. **A l'article 3§1 : Comment prévoyez-vous de gérer la détention de canettes ainsi que celles présentes dans les véhicules stationnés ?**
3. **A l'article 3§4 : Quel est l'article de référence du RGP pour faire appliquer ce dispositif ? Pourquoi n'avez-vous pas ajouté un article dans le RGP au lieu de créer un nouveau règlement et contribuer ainsi à l'inflation réglementaire ?**
4. **Quid de la concertation avec les commerçants concernés ?**

De heer Loewenstein:

1. **Bij het lezen van artikel 1, kan ik mij inbeelden dat de leden van het college hun werk niet echt ernstig nemen en de punten die hen worden voorgelegd niet lezen. In dit geval lees ik tot mijn verrassing dat men in de sector van het stadion van de Union-Saint-Gilloise de "Jupiterstraat" vindt, die eigenlijk een laan is en die zich niet in de beoogde wijk bevindt. Ik kan me nauwelijks inbeelden dat het reglement toegepast wordt in de wijk van Union en in de "Jupiterstraat" en dus de Tulpeboomstraat uitsluit uit het reglement! Ik suggereer dus om "Jupiter" te vervangen door "Tulpeboom"**
2. **In artikel 3§1: Hoe voorziet u om het bezit van blikjes te beheren alsook de blikjes aanwezig in de geparkeerde voertuigen?**
3. **In artikel 3§4: Naar welk artikel uit het APR wordt verwezen om deze voorziening te doen toepassen? Waarom heeft u niet gewoon een artikel toegevoegd in het APR in plaats van een nieuw reglement te creëren en zo bij te dragen tot de inflatie van reglementen?**
4. **Hoe zit het met het overleg met de betrokken handelaars?**

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 6 **Revitalisation des quartiers – Rénovation de l'abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel - ABY – Protocole d'accord définissant les modalités de coopération en matière de suivi des études et de l'exécution et du contrôle des marchés de travaux entre Beliris et la Commune – Approbation de**

la Convention.

LE CONSEIL,

Vu l'Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses Avenants, conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu l'arrêté Royal du 21 avril 2016, relatif à l'Avenant 12 à l'Accord de Coopération déterminant la série d'initiatives pour les années 2015, 2016 et 2017 ainsi que leurs enveloppes budgétaires et notamment les projets 3.32 suivants :

- 2.500.000,00€ pour le projet d'installation de la bibliothèque francophone sur le site de l'Abbaye ;
- 3.125.000,00€ pour la création d'une nouvelle salle de spectacle dans le cadre du contrat de quartier durable « Abbaye »
- 3.700.000,00€ pour la restauration et la mise en valeur des jardins de l'abbaye de Forest
- Soit une enveloppe financière totale de 9.325.000,00€

Vu la nécessité d'établir un protocole d'accord afin de définir les modalités de coopération entre les différentes parties en matière de suivi des études et de l'exécution et du contrôle des marchés de travaux;

Vu le protocole ci-joint ;

DECIDE :

D'approuver les termes du protocole d'accord définissant les modalités de coopération entre la Direction Infrastructure de Transport du SPF Mobilité et Transport (Beliris), la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest;

D'adresser la présente délibération ainsi que le protocole dûment signé en trois exemplaires à Monsieur Didier Reynders, Vice-Premier Ministre des Affaires étrangères et européennes en charge de Beliris et à Monsieur Rudi Vervoort, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs Locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer le protocole d'accord de coopération.

Le point est reporté.

32 votants : 32 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Renovatie van de abdij van Vorst en haar omvorming tot Culturele Pool - ABY – Protocolakkoord tot bepaling van de samenwerkingsvoorwaarden op het vlak van de opvolging van de studies en van de uitvoering en het toezicht op de opdrachten voor werken tussen Beliris en de Gemeente – Goedkeuring van de Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op het Beliris-Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en diens Bijakten, afgesloten tussen de Belgische Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin verschillende initiatieven voorzien worden, bestemd om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 21 april 2016 betreffende Aanhangsel 12 van het Samenwerkingsakkoord, waarin de reeks initiatieven voor de jaren 2015, 2016 en 2017 alsook hun begrotingsenveloppen worden bepaald en inzonderheid de volgende projecten 3.32:

- € 2.500.000,00 voor het project voor de vestiging van de Franstalige bibliotheek op de site van de Abdij;
- € 3.125.000,00 voor de totstandbrenging van een nieuwe spektakelzaal in het kader van het Duurzame Wijkcontract 'Abdij';
- € 3.700.000,00 voor de restauratie en de opwaardering van de tuinen van de abdij van Vorst;
- Zijnde een totale financiële enveloppe van € 9.325.000,00;

Gelet op de noodzaak van het vastleggen van een protocolakkoord teneinde de samenwerkingsvoorwaarden tussen de verschillende partijen op het vlak van de opvolging van de studies en van de uitvoering en het toezicht op de opdrachten voor werken te bepalen;

Gelet op het hier toegevoegde protocol;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het protocolakkoord tot vastlegging van de samenwerkingsvoorwaarden tussen de Directie Vervoerinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer (Beliris), het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst;

De huidige beraadslaging evenals het naar behoren in drie exemplaren ondertekende protocol te richten aan de heer Didier Reynders, Vice-Eersteminister, Minister van Buitenlandse en Europese Zaken bevoegd voor Beliris en aan de heer Rudi Vervoort, Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het samenwerkingsprotocolakkoord te ondertekenen.

Het punt wordt verdaagd.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

SOCIALE COHESIE

Coordinateur finance et logistique - Coördinator financiën en logistiek

7 **Politique de la Ville – Avenant 2 à la convention cadre « Politique de la Ville 2018 » - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal et du collège des Bourgmestre et Echevins et de ses modifications ultérieures ;

Vu qu'en date du 16 juillet 2015, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé une méthodologie sur la poursuite de la Politique de la Ville de 2016 à 2018 (phasing out) ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 7 septembre 2017, de valider les nouvelles orientations de la Politique de la Ville et d'approuver les budgets octroyés aux communes pour l'année 2018;

Vu la décision du conseil du 21 janvier 2019, approuvant l'avenant 1 à la convention cadre « Politique de la Ville 2018 » ;

Considérant les amendements apportés à l'avenant 1 à la convention cadre, notamment le glissement d'une partie de subside concernant les frais de fonctionnement vers les frais d'investissement pour l'asbl Maison de Quartier Saint-Antoine (MQSA), qui demande une diminution des frais de fonctionnement de 14.374,00 € à 10.374, 00 € et une augmentation des frais d'investissement de 8.000,00 € à 12.000,00 € ;

DECIDE,

D'approuver les termes de l'avenant 2 à la convention cadre « Politique de la Ville 2018 » entre la Région de Bruxelles Capitale et la commune de Forest ;

D'approuver les conventions types entre la Commune de Forest et les promoteurs des projets de la politique de la ville : Entraide & Culture, CPAS Forest et Maison de Quartier Saint Antoine telle que présentées en annexe ;

De donner mandat au collège des Bourgmestre et Echevins de signer l'avenant 2 à la convention cadre 2018 et la convention particulière de partenariat conforme à la convention type avec le promoteur de projet, l'asbl Maison de Quartier Saint-Antoine (MQSA), dans le cadre de la mise en œuvre de son contrat 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Stadsbeleid – Aanhangsel 2 bij de raamovereenkomst "Stadsbeleid 2018" – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 tot 132 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen en latere wijzigingen;

Gelet op het feit dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 16 juli 2015 een methodologie voor de voortzetting van het Stadsbeleid van 2016 tot 2018 heeft goedgekeurd (phasing out);

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 7 september 2017 om de nieuwe oriëntaties van het Stadsbeleid geldig te verklaren en de budgetten toegekend aan de gemeenten voor 2018 goed te keuren;

Gelet op de beslissing van de raad van 21 januari 2019 tot goedkeuring van aanhangsel 1 bij de raamovereenkomst “Stadsbeleid 2018”;

Overwegende de amendementen aangebracht aan aanhangsel 1 bij de raamovereenkomst, ondermeer de verschuiving van een deel van de subsidie wat betreft werkingskosten naar investeringskosten voor de vzw Buurthuis Sint-Antonius (BHSA), die een verlaging van de werkingskosten van 14.374,00 € naar 10.374,00 € vraagt en een verhoging van de investeringskosten van 8.000,00 € naar 12.000,00 €;

BESLIST,

De termen van aanhangsel 2 bij de raamovereenkomst “Stadsbeleid 2018” tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

Goedkeuring te verlenen aan de standaardovereenkomsten tussen de Gemeente Vorst en de projectontwikkelaars van het stadsbeleid: Entraide & Culture, OCMW Vorst en Buurthuis Sint-Antonius zoals voorgesteld in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om het aanhangsel 2 bij de raamovereenkomst 2018 en de bijzondere partnerschapsovereenkomst conform de standaardovereenkomst met de projectontwikkelaar, de vzw Buurthuis Sint-Antonius (BHSA), te ondertekenen in het kader van de uitvoering van zijn contract 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

VIE SOCIALE - SOCIAAL LEVEN

Egalité des chances - Gelijkheid van kansen

8 **Égalité des Droits - Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale élaborée et promue par le Conseil des Communes et Régions d'Europe et ses partenaires ;

Vu la déclaration de politique générale 2018-2024 dans laquelle le pouvoir organisateur entend adopter la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ainsi qu'un plan pour la mettre en oeuvre ;

Considérant l'intérêt qu'il y a pour la commune d'adhérer à cette charte ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

D'adhérer à la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale élaborée et promue par le Conseil des Communes et Régions d'Europe et ses partenaires ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette charte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Gelijke Rechten - Europees charter voor gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Europees charter voor gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak, opgesteld en ondersteund door de Raad van Europese Gemeenten en Regio's van Europa en zijn partners;

Gelet op de Algemene Beleidsverklaring 2018-2024 waarin de inrichtende macht het Europees charter voor gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak wil aannemen en een plan wil uitwerken om dit charter uit te voeren;

Overwegende het belang dat de Gemeente heeft om bij dit charter aan te sluiten;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Aan te sluiten bij het Europees charter voor gelijkheid van vrouwen en mannen op lokaal vlak, opgesteld en ondersteund door de Raad van Europese Gemeenten en Regio's van Europa en zijn partners;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit charter.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Recette / Paiements - Ontvangsten / Betellingen

9 Finances - Receveur – EthiasCo – Participations – Souscription.

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 17 janvier 2019 annonçant que la commune de Forest détient 24 parts à 8.602,90 € auprès de la SCRL EthiasCo (anciennement Ethias Droit Commun AAM) ;

Vu la circulaire du 12 février 2019 relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2018 précisant au point « B. Bilan, Compte de résultats et annexe » qu'afin que le bilan reflète l'exacte situation patrimoniale de la commune, il convient donc de procéder à un examen attentif des participations et d'apporter les corrections nécessaires à cet inventaire et que pour les communes concernées, la comptabilisation des parts dans la société EthiasCo fera l'objet d'une note technique de la Commission Régionale Unique de la Nouvelle Comptabilité qui sera communiquée ultérieurement ;

Considérant que la note technique précitée, jointe au présent dossier, a été transmise aux administrations communales par e-mail le 14 mars 2019 ;

Considérant qu'avant les modifications statutaires adoptées par l'A.G. du 27 décembre 2017, notre administration avait la qualité de membre de l'Association d'Assurances Mutuelles Ethias Droit Commun, suite à la souscription, en son temps, d'une garantie d'assurance « accidents du travail – loi 3 juillet 1967 » ;

Considérant que depuis les modifications statutaires de fin 2017 :

1. Les activités d'assurance ont été cédées à la S.A. Ethias ;
2. L'Association d'Assurance Mutuelle Ethias Droit Commun a été transformée en une société coopérative avec une nouvelle dénomination : EthiasCo SCRL ;
3. L'objet social est principalement la gestion de la participation qu'EthiasCo détient dans le groupe Ethias SA au travers du Holding Vitrufin SA ;

Vu l'article 19 de l'A.R. du 02 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale relative à la tenue de l'inventaire détaillé... de tous les biens, avoirs, droits et créances ... ;

Vu l'article 136 de la Nouvelle Loi Communale relative à la tenue de la comptabilité communale ;

Considérant que de la note technique ressort qu'il y a lieu de considérer les participations comme étant libérées ;

DECIDE,

De prendre acte que l'Association d'Assurances Mutuelles Ethias Droit Commun a été transformée en EthiasCo SCRL depuis le 27 décembre 2017 ;

De prendre acte des nouveaux statuts coordonnés d'EthiasCo joints à la présente décision ;

De prendre acte que la commune de Forest détient 24 parts de 8.602,90 €/part totalement libérées pour une valeur de 206.469,60 € ;

Conformément à la note technique jointe à la présente décision :

- D'inscrire la recette de 206.469,60 € à l'article 050/560-52/-22 (participation en capital des entreprises pour investissements) du service extraordinaire de l'exercice 2018 ;
- D'inscrire la dépense de 206.469,60 € à l'article 050/816-51/-22 (libération des participations dans les entreprises privées) du service extraordinaire de l'exercice 2018 ;
- D'effectuer les écritures en comptabilité générale conformément à la note technique précitée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Financiën - Ontvanger – EthiasCo – Participaties – Intekening.

DE RAAD,

Gelet op het schrijven van 17 januari 2019 waarin aangekondigd werd dat de gemeente Vorst 24 deelbewijzen aan 8.602,90 € bezit bij de CVBA EthiasCo (voorheen Ethias Gemeen Recht OVV);

Gelet op de omzendbrief van 12 februari 2019 betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2018 waarin verduidelijkt wordt in punt “B. Balans, Resultatenrekeningen en bijlage” dat opdat de balans een precies beeld zou weergeven van het patrimonium, het dus aangewezen is om deze participaties grondig te onderzoeken en de nodige verbeteringen aan te brengen in deze inventaris en dat voor de betrokken gemeenten, de boekhoudkundige verwerking van de deelbewijzen in de vennootschap EthiasCo het voorwerp zal uitmaken van een technische nota van de Unieke Gewestelijke Commissie voor de Nieuwe Boekhouding die later zal worden meegedeeld;

Overwegende dat de voornoemde technische nota, toegevoegd aan het huidige dossier, op 14 maart 2019 per e-mail werd overgemaakt aan de gemeentelijke administraties;

Overwegende dat vóór de statutaire wijzigingen aangenomen door de A.V. van 27 december 2017, ons bestuur de hoedanigheid had van lid van de Onderlinge Verzekeringsvereniging Ethias Gemeen Recht, volgend op de intekening, destijds, op een verzekeringswaarborg “arbeidsongevallen – wet van 3 juli 1967”;

Overwegende dat sinds de statutaire wijzigingen van eind 2017:

1. De verzekeringsactiviteiten werden overgedragen aan de N.V. Ethias;
2. De Onderlinge Verzekeringsvereniging Ethias Gemeen Recht werd omgevormd tot een coöperatieve vennootschap met een nieuwe benaming: EthiasCo CVBA;
3. Het maatschappelijke doel voornamelijk het participatiebeheer is van hetgeen EthiasCo bezit in de groep Ethias NV via de Holding Vitrufin NV;

Gelet op artikel 19 van het K.B. van 02 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit betreffende het bijhouden van de gedetailleerde inventaris... van alle goederen, bezittingen, rechten en vorderingen ...;

Gelet op artikel 136 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende het houden van de boekhouding van de gemeente;

Overwegende dat uit de technische nota blijkt dat het aangewezen is de participaties te beschouwen als volgestort;

BESLIST,

Akte te nemen van het feit dat de Onderlinge Verzekeringsvereniging Ethias Gemeen Recht sinds 27 december 2017 omgevormd werd tot EthiasCo CVBA;

Akte te nemen van de nieuwe gecoördineerde statuten van EthiasCo toegevoegd aan de huidige beslissing;

Akte te nemen van het feit dat de gemeente Vorst 24 volgestorte deelbewijzen aan 8.602,90 €/deelbewijs bezit voor een waarde van 206.469,60 €;

Conform de technische nota toegevoegd aan de huidige beslissing:

- De ontvangst van 206.469,60 € in te schrijven op artikel 050/560-52/-22 (kapitalen van ondernemingen voor bijdrage in investeringen) van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2018;
- De uitgave van 206.469,60 € in te schrijven op artikel 050/816-51/-22 (volstorting van participaties in privé-ondernemingen) van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2018;
- De boekingen uit te voeren in de algemene boekhouding conform de voornoemde technische nota.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten

10 Finances - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation - Compte 2017.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2017 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

| | Service ordinaire | Service extraordinaire | Totaux |
|----------|-------------------|------------------------|-------------|
| RECETTES | 36.837,58 € | 42.554,07 € | 79.391,65 € |
| DEPENSES | 65.277,70 € | 28.559,50 € | 93.837,20 € |

DECIFIT : - 14.445,55 €

DECIDE:

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2017 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën – Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap - Rekening 2017.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2017 van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

| | Gewone dienst | Buitengewone dienst | Totalen |
|-------------|---------------|---------------------|-------------|
| ONTVANGSTEN | 36.837,58 € | 42.554,07 € | 79.391,65 € |
| UITGAVEN | 65.277,70 € | 28.559,50 € | 93.837,20 € |

TEKORT : - 14.445,55 €

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2017 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouwboodschap.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

11 Finances - Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur - Budget 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2019 de la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

| | Service ordinaire | Service extraordinaire | Totaux |
|----------|-------------------|------------------------|-------------|
| RECETTES | 19.757,55 € | 2.000,00 € | 21.757,55 € |
| DEPENSES | 15.050,00 € | 6.707,55 € | 21.757,55 € |

BALANCE

Considérant la présentation tardive du budget 2019, il n'est plus opportun de vérifier l'excédent présumé de l'exercice N -1 et il y a lieu d'inviter la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur, à déposer ses futurs budgets dans les délais prescrits par les dispositions légales, soit avant le 15 août ;

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 13.457,55 € pour les frais ordinaires du culte ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $13.457,55 \text{ €} \times 9,56 \% = 1.286,54 \text{ €}$;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2019 de la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur.

D'inviter la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur, à déposer ses futurs budgets dans les délais prescrits par les dispositions légales, soit avant le 15 août.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van Jezus-Arbeider - Begroting 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2019 van de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider, als volgt vastgesteld door de gemeenschapsraad:

| | Gewone dienst | Buitengewone dienst | Totalen |
|-------------|---------------|---------------------|-------------|
| ONTVANGSTEN | 19.757,55 € | 2.000,00 € | 21.757,55 € |
| UITGAVEN | 15.050,00 € | 6.707,55 € | 21.757,55 € |

EVENWICHT

Overwegende de laattijdige voorstelling van de begroting 2019, is het niet meer opportuun om het vermoedelijke overschot van het dienstjaar N -1 te controleren, en is het aangewezen de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider uit te nodigen om haar toekomstige begrotingen binnen de termijnen voorgeschreven door

de wettelijke bepalingen, namelijk vóór 15 augustus, in te dienen;

Het begrotingsevenwicht wordt verkregen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 13.457,55 € voor de gewone kosten van de eredienst;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $13.457,55 \text{ €} \times 9,56 \% = 1.286,54 \text{ €}$;

BESLIST,

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2019 van de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider.

De Kerkfabriek van Jezus-Arbeider uit te nodigen om haar toekomstige begrotingen binnen de termijnen voorgeschreven door de wettelijke bepalingen, namelijk vóór 15 augustus, in te dienen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat

12 **Service central d'achats - Adhésion à la centrale d'achat de services de formations et de coaching lancée par l'Ecole Régionale d'Administration Publique.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6°, a), 7°, a) et 47, § 1er, al. 1° et § 2 relatifs aux centrales d'achats ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 14 ;

Vu sa décision du 20 novembre 2018 d'autoriser la disposition de quatre douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février, mars et avril 2019 ;

Vu sa décision du 26 mars 2019 d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois de mai et juin 2019 ;

Considérant que l'Ecole Régionale d'Administration Publique (en abrégé ERAP), a lancé plusieurs marchés de services de formations et de coaching sous forme d'une centrale d'achat ;

Considérant que cette centrale d'achat permet aux adhérents de participer aux formations et coaching et que le catalogue de formation et de coaching de l'ERAP est en constante évolution ;

Considérant que l'ERAP entend mettre en œuvre le mécanisme de la centrale d'achat « en passant des marchés publics ayant pour objet d'acquérir des services de formation et de coaching à destination du personnel des organismes exerçant des missions d'utilité publique au sein de la Région de Bruxelles-Capitale afin de permettre à ceux-ci de bénéficier desdits services sans devoir organiser eux-mêmes une procédure de passation » ;

Considérant que l'intérêt pour la Commune de Forest d'adhérer à une telle centrale d'achat est présent ;

Considérant que l'adhésion à cette Centrale d'achat nécessite la signature de la "Convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Ecole Régionale d'Administration Publique" (jointe en annexe) dont le point 11.1 précise que " la Convention est établie pour une durée indéterminée (...) " ;

Considérant que la Centrale d'achat "garantit à l'Adhérent que la réglementation relative aux marchés publics est respectée pour les marchés qu'elle passe (...). La Convention n'implique aucune obligation dans le chef de l'Adhérent de passer commande auprès de la Centrale pour les services commandés par celle-ci. Pendant la durée de la Convention, l'Adhérent peut dès lors faire appel à d'autres prestataires ou à ses propres services pour la prestation de services identiques ou analogues à ceux décrits dans les documents des marchés publics passés par la Centrale" ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront inscrits aux articles du code économique 123-17 du service ordinaire des budgets 2019 et futurs ;

DECIDE,

D'approuver et de signer la convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Ecole Régionale d'Administration Publique se trouvant en annexe ;

D'inscrire les dépenses aux articles du code économique 123-17 du service ordinaire des budgets 2019 et futurs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Centrale Aankoopdienst – Aansluiting bij de aankoopcentrale voor opleidings- en coachingdiensten opgestart door de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikelen 2, 6°, a), 7°, a) en 47, § 1, 1e lid en § 2 betreffende de aankoopcentrales;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14;

Gelet op zijn beslissing van 20 november 2018 om vier voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari, maart en april 2019 toe te staan;

Gelet op de beslissing van 26 maart 2019 om twee voorlopige twaalfden voor de maanden mei en juni 2019 toe te staan;

Overwegende dat de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (afgekort GSOB) verschillende opdrachten voor opleidings- en coachingdiensten heeft opgestart in de vorm van een aankoopcentrale;

Overwegende dat deze aankoopcentrale de toetredende leden in staat stelt deel te nemen aan de opleidingen en coaching en dat de opleidings- en coachingcatalogus van de GSOB voortdurend evolueert;

Overwegende dat de GSOB van plan is het mechanisme van de aankoopcentrale uit te voeren “door overheidsopdrachten te gunnen met het oog op het verwerven van opleidings- en coachingdiensten voor het personeel van de instellingen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opdrachten van openbaar nut uitvoeren, om hen in staat te stellen van deze diensten gebruik te maken zonder zelf een plaatsingsprocedure te moeten organiseren”;

Overwegende dat het belang voor de Gemeente Vorst van een aansluiting bij een dergelijke aankoopcentrale aanwezig is;

Overwegende dat de aansluiting bij deze Aankoopcentrale de ondertekening vergt van de ‘Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur’ (toegevoegd in bijlage), waarvan punt 11.1 verduidelijkt: “De overeenkomst wordt voor onbepaalde duur gesloten (...)”;

Overwegende dat de Aankoopcentrale “het Toetredende Lid garandeert dat de reglementering inzake overheidsopdrachten in acht wordt genomen bij de gunning van de opdrachten die de Centrale toewijst (...). De Overeenkomst houdt geen enkele verplichting in voor het lid om een bestelling te plaatsen bij de Centrale voor de door deze laatste bestelde diensten. Gedurende de looptijd van de Overeenkomst kan het Toetredende Lid derhalve een beroep doen op andere dienstverleners of op zijn eigen diensten voor het verlenen van diensten die identiek of vergelijkbaar zijn met de diensten die beschreven worden in de documenten van de overheidsopdrachten die door de Centrale gegund worden”;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zullen worden op de artikelen met economische code 123-17 van de gewone dienst van de begrotingen 2019 en volgende;

BESLIST,

De overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur in bijlage goed te keuren en te ondertekenen;

De uitgaven in te schrijven op de artikelen met economische code 123-17 van de gewone dienst van de

begrotingen 2019 en volgende.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

13 **Service central d'achats - Marchés publics divers - Approbation des conditions et du mode de passation des marchés - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000 € et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'équipements divers pour les services Petite Enfance (remplacement), Enseignement néerlandophone (nouvel investissement) et Extrascolaire (remplacement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Equipements divers pour la petite enfance** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 17.355,37 € hors TVA ou 21.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt pour la dépense relevant de l'article 844/744-98/19 du service extraordinaire du budget 2018 et subsides pour les dépenses relevant des articles 7202/744-98/51 et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'afin de permettre au service Accueil extrascolaire d'assurer ses missions, il était indispensable d'acheter une pince coupe photo (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition d'une pince coupe photo** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 149,00 € hors TVA ou 180,29 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'afin de permettre à l'Académie de musique, de danse et des arts parlés de Forest d'assurer sa mission d'apprentissage de la musique, il était indispensable d'acheter huit pupitres de musique (remplacement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de pupitres de musique** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 480,00 € hors TVA ou 580,80 €, 21% TVA comprise (financement: subside) ;

Considérant qu'il était nécessaire d'acheter du matériel de bureau pour le service Instruction publique et ses écoles (nouvel investissement et remplacement) ainsi que pour le service Sanctions administratives communales (nouvel investissement) et pour le service Accueil extrascolaire (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Matériel de bureau** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 3.039,00 € hors TVA ou 3.677,19 €, 21% TVA comprise (financement: subsides pour les dépenses relevant de l'article 7201/742-51/16 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 701/742-51/16 et 104/744-51/81 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'afin de permettre à l'Académie de musique, de danse et des arts parlés de Forest d'assurer sa mission d'apprentissage de la musique, il était indispensable d'acheter dix lampes pour pupitres de musique (remplacement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de lampes pour pupitres de musique** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 130,00 € hors TVA ou 157,30 €, 21% TVA comprise (financement: subside) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier pour les crèches communales (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Mobilier pour les crèches** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 28.925,62 € hors TVA ou 35.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant que pour le bon fonctionnement des services de l'Instruction publique, des Sports, de l'Accueil extrascolaire et des Affaires néerlandophones, il était indispensable d'acquérir du matériel sportif ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition et livraison de matériel sportif** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 15.442,69 € hors TVA ou 18.685,66 €, 21% TVA comprise, ainsi que sa décision « erratum » du 28 mars 2019 (financement : subsides pour les dépenses relevant des articles suivants du service extraordinaire du budget 2018 : 7201/744-51/16, 7201/744-98/16, 7611/744-98/34 et 7202/744-98/51 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 764/744-51/26 et 764/744-98/26 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'une presse à livres pour pouvoir effectuer les petites réparations sur les livres en interne à la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 13 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture d'une presse à livres** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 247,94 € hors TVA, soit 300,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de drapeaux pour le service des Relations publiques (remplacement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Achat de drapeaux** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 495,87 € hors TVA ou 600,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de poubelles extérieures, pour le service Propreté publique et le service des Sports afin d'équiper les parcs et les installations sportives ;

Considérant qu'il était également nécessaire de faire l'acquisition de poubelles intérieures pour le Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne et pour le service chargé d'assurer la propreté des bâtiments communaux ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de poubelles extérieures et intérieures** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 15.289,26 € hors TVA, soit 18.500,00 €, 21% TVA comprise (financement: subside pour la dépense relevant de l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 764/744-51/26 et 104/744-98/23 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'il était nécessaire de pourvoir à l'achat de tableaux blancs magnétiques et tableaux flipchart pour divers services de la Commune de Forest ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture de tableaux blancs magnétiques et tableaux flipchart** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 643,41 € hors TVA, soit 778,53 €, 21% TVA comprise, ainsi que sa décision « erratum » du 28 mars 2019 (financement: subside pour la dépense relevant de l'article 9308/741-51/77 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 7610/744-98/17, 844/744-98/19 et 842/741-51/68 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de chariots de nettoyage pour les crèches communales (remplacement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de chariots de nettoyage** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 2.644,63 € hors TVA ou 3.200,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire d'acquérir 5 vélos de ville afin de constituer une flotte de vélos communaux (nouvel investissement) qui serviront tant au personnel communal pour leurs déplacements professionnels que pour des formations à destination des citoyens forestois, débutants ou confirmés ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de vélos de ville** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 1.424,79 € hors TVA ou 1.724,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de pourvoir à l'achat d'une télévision et de matériel audio pour les services Prévention, Accueil extrascolaire et Jeunesse (remplacements et nouveaux investissements) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture de télévision et matériel audio** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 1.454,30 € hors TVA, soit 1.759,70 €, 21% TVA comprise (financement: subsides pour les dépenses relevant des articles 300/744-98/10 et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant de l'article 761/744-98/17 du service

extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier et équipements en inox pour divers services communaux (remplacement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Mobilier et équipements en inox** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 12.644,63 € hors TVA ou 15.300,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de pourvoir à l'achat d'appareils photo pour divers services de la Commune de Forest ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture d'appareils photo** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 1.680,00 € hors TVA, soit 2.032,80 €, 21% TVA comprise (financement: subside pour la dépense relevant de l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 104/744-98/11, 104/744-98/81 et 138/744-98/03 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant que 7 lots n'avaient pu être attribués dans le cadre du marché "Fourniture de matériel de psychomotricité et petit matériel de gymnastique" (2018-F-027) passé par procédure négociée sans publication préalable et lancé le 29 octobre 2018, qu'il était important de rencontrer les besoins des services concernés par ces lots (Petite enfance, Instruction publique et département des Affaires néerlandophones), et qu'à cet effet, un marché devait être relancé ;

Considérant qu'un autre lot de ce même marché, qui a quant à lui été attribué, devait également être relancé (partiellement), car l'un des services bénéficiaires de ce lot (Accueil extrascolaire) souhaitait ajouter d'autres caractéristiques à la description technique ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Relance du marché de fourniture de matériel de psychomotricité et petit matériel de gymnastique en 8 lots** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 11.225,00 € hors TVA ou 13.582,25 €, 21% TVA comprise (financement: subside pour les dépenses relevant des articles 7201/744-98/16, 7202/744-98/51 et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant de l'article 844/744-98/19 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'il n'y a actuellement pas de réelle signalétique intérieure dans la bibliothèque francophone et qu'il y avait lieu d'en prévoir une afin d'augmenter la visibilité des collections, orienter les usagers, rendre la bibliothèque plus attractive, délimiter les espaces, etc. (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de services ayant pour objet « **Conception et réalisation d'une signalétique intérieure pour la bibliothèque francophone de Forest** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 2.479,34 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de pourvoir à l'achat de vaisselle et accessoires de cuisine pour les services Petite Enfance, Instruction publique et Seniors (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de

fournitures ayant pour objet « **Fourniture de vaisselle et accessoires de cuisine** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 12.345,74 € hors TVA, soit 14.938,34 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'outillage pour divers services communaux (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Outillage** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 24.793,39 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier événementiel et d'équipement de bureau divers pour les services Festivités, Contrats de quartier, Petite Enfance, Seniors, Population, Enseignement néerlandophone et Bibliothèque francophone (nouveaux investissements et remplacements) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de mobilier événementiel et d'équipement de bureau divers** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 5.774,38 € hors TVA ou 6.987,00 €, 21% TVA comprise (financement: subsides pour les dépenses relevant de l'article 9308/741-51/77 et 7202/741-51/51 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 763/741-51/67, 844/741-51/19 et 7623/744-51/28 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevins a pris plusieurs autres décisions relatives à des achats de divers matériel relevant du service extraordinaire du budget, qui, eux, rentrent dans le cadre de marchés publics en cours dont le Conseil communal a déjà été informé conformément à l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a également lieu d'informer le Conseil communal de ces différents nouveaux achats même s'ils rentrent dans le cadre de marchés publics en cours dont il a déjà été informé ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel électroménager divers pour les services Instruction publique (écoles et SPSE), Petite Enfance, Seniors, Jeunesse, Service central d'achats (pour divers services et stock), Accueil extrascolaire et Bibliothèque francophone (nouveaux investissements et remplacements) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 novembre 2018 de faire l'acquisition de **matériel électroménager divers** dans le cadre du marché public 2017-F-016 « *Electroménager 2017-2018* » pour les services Instruction publique (écoles et SPSE), Petite Enfance, Seniors, Jeunesse, Service central d'achats (pour divers services et stock), Accueil extrascolaire et Bibliothèque francophone pour un montant total de 15.547,39 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour les dépenses relevant des articles suivants du service extraordinaire du budget 2018: 104/744-98/25, 7201/744-98/16 (à raison de 2.482,48 €), 761/744-98/17, 7623/744-51/28, 7623/744-98/28, 7671/744-98/5, 844/744-51/19, 844/744-98/19, 871/744-98/16 et subsides pour les dépenses relevant des articles 7201/744-98/16 (à raison de 6.580,23 €) et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de matériel électroménager divers pour le Contrat de quartier durable Wiels-sur-Senne (équipement de l'antenne de quartier Wielemans-Ceuppens, 1-3) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2018 de faire l'acquisition de **matériel électroménager divers** pour le Contrat de quartier durable Wiels-sur-Senne pour un montant

total de 433,11 €, 21% TVA comprise dans le cadre du marché public 2017-F-016 « *Electroménager 2017-2018* » (financement : subside) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de deux douchettes (lecteurs de codes-barres) pour la bibliothèque francophone (l'une constituant un nouvel investissement et l'autre remplaçant une douchette volée lors du cambriolage survenu entre le 22 et le 25/12/2018 à la bibliothèque francophone notamment) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de faire l'acquisition de deux **douchettes** (lecteurs de codes-barres) pour la bibliothèque francophone pour un montant total de 308,53 €, 21% TVA comprise, dans le cadre du marché public 2017-F-003 « *Fourniture de logiciels et de petit matériel informatique* » (financement : emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier de bureau divers pour les services Bâtiments, Petite Enfance, Service central d'achats (pour divers services et stock éventuel), Contrats de quartier, Informatique, Sports, Population et Bibliothèque francophone (nouveaux investissements et remplacements) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31 décembre 2018 de faire l'acquisition de **mobilier de bureau divers** dans le cadre du marché public 2017-F-073 « *Acquisition de mobilier de bureau et mobilier connexe 2017-2018* » pour les services Bâtiments, Petite Enfance, Service central d'achats (pour divers services et stock éventuel), Contrats de quartier, Informatique, Sports, Population et Bibliothèque francophone pour un montant total de 35.454,45 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour les dépenses relevant des articles suivants du service extraordinaire du budget : 138/741-51/03, 844/741-51/19, 104/741-51/25, 139/741-51/15, 764/744-51/26, 104/741-51/20, 7671/741-51/05, et subside pour les dépenses relevant de l'article 9308/741-51/77 du service extraordinaire du budget 2018) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :

1. décision du 6 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Equipements divers pour la petite enfance** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 17.355,37 € hors TVA ou 21.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt pour la dépense relevant de l'article 844/744-98/19 du service extraordinaire du budget 2018 et subside pour les dépenses relevant des articles 7202/744-98/51 et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018) ;

2. décision du 15 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition d'une pince coupe photo** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 149,00 € hors TVA ou 180,29 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

3. décision du 15 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de pupitres de musique** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 480,00 € hors TVA ou 580,80 €, 21% TVA comprise (financement: subside) ;
4. décision du 29 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Matériel de bureau** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 3.039,00 € hors TVA ou 3.677,19 €, 21% TVA comprise (financement: subside pour les dépenses relevant de l'article 7201/742-51/16 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 701/742-51/16 et 104/744-51/81 du service extraordinaire du budget 2018) ;
5. décision du 29 novembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de lampes pour pupitres de musique** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 130,00 € hors TVA ou 157,30 €, 21% TVA comprise (financement: subside) ;
6. décision du 6 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Mobilier pour les crèches** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 28.925,62 € hors TVA ou 35.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
7. décision du 13 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition et livraison de matériel sportif** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 15.442,69 € hors TVA ou 18.685,66 €, 21% TVA comprise, ainsi que sa décision « erratum » du 28 mars 2019 (financement : subside pour les dépenses relevant des articles suivants du service extraordinaire du budget 2018 : 7201/744-51/16, 7201/744-98/16, 7611/744-98/34 et 7202/744-98/51 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 764/744-51/26 et 764/744-98/26 du service extraordinaire du budget 2018) ;
8. décision du 13 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture d'une presse à livres** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 247,94 € hors TVA, soit 300,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
9. décision du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Achat de drapeaux** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 495,87 € hors TVA ou 600,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;
10. décision du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de poubelles extérieures et intérieures** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 15.289,26 € hors TVA, soit 18.500,00 €, 21% TVA comprise (financement: subside pour la dépense relevant de l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 764/744-51/26 et 104/744-98/23 du service extraordinaire du budget 2018) ;
11. décision du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture de tableaux blancs magnétiques et tableaux flipchart** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 643,41 € hors TVA, soit 778,53 €, 21% TVA comprise, ainsi que sa décision « erratum » du 28 mars 2019 (financement: subside pour la dépense relevant de l'article 9308/741-51/77 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 7610/744-98/17, 844/744-98/19 et 842/741-51/68 du service extraordinaire du budget 2018) ;
12. décision du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de**

chariots de nettoyage » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 2.644,63 € hors TVA ou

3.200,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

13. décision du 20 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de vélos de ville** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 1.424,79 € hors TVA ou 1.724,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

14. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture de télévision et matériel audio** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 1.454,30 € hors TVA, soit 1.759,70 €, 21% TVA comprise (financement: subsides pour les dépenses relevant des articles 300/744-98/10 et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant de l'article 761/744-98/17 du service extraordinaire du budget 2018) ;

15. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Mobilier et équipements en inox** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 12.644,63 € hors TVA ou 15.300,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

16. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture d'appareils photo** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 1.680,00 € hors TVA, soit 2.032,80 €, 21% TVA comprise (financement: subside pour la dépense relevant de l'article 87540/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 104/744-98/11, 104/744-98/81 et 138/744-98/03 du service extraordinaire du budget 2018) ;

17. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Relance du marché de fourniture de matériel de psychomotricité et petit matériel de gymnastique en 8 lots** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 11.225,00 € hors TVA ou 13.582,25 €, 21% TVA comprise (financement: subsides pour les dépenses relevant des articles 7201/744-98/16, 7202/744-98/51 et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant de l'article 844/744-98/19 du service extraordinaire du budget 2018) ;

18. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de services ayant pour objet « **Conception et réalisation d'une signalétique intérieure pour la bibliothèque francophone de Forest** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 2.479,34 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

19. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Fourniture de vaisselle et accessoires de cuisine** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 12.345,74 € hors TVA, soit 14.938,34 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

20. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Outillage** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 24.793,39 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise (financement: emprunt) ;

21. décision du 31 décembre 2018 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « **Acquisition de mobilier événementiel et d'équipement de bureau divers** » par la procédure de marché public de faible montant, au montant estimé de 5.774,38 € hors TVA ou 6.987,00 €, 21% TVA comprise (financement: subsides pour les dépenses relevant de l'article 9308/741-51/77 et 7202/741-51/51 du service extraordinaire du budget 2018 et emprunt pour les dépenses relevant des articles 763/741-51/67, 844/741-

51/19 et 7623/744-51/28 du service extraordinaire du budget 2018) ;

22. décision du 15 novembre 2018 de faire l'acquisition de **matériel électroménager divers** dans le cadre du marché public 2017-F-016 « *Electroménager 2017-2018* » pour les services Instruction publique (écoles et SPSE), Petite Enfance, Seniors, Jeunesse, Service central d'achats (pour divers services et stock), Accueil extrascolaire et Bibliothèque francophone pour un montant total de 15.547,39 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour les dépenses relevant des articles suivants du service extraordinaire du budget 2018: 104/744-98/25, 7201/744-98/16 (à raison de 2.482,48 €), 761/744-98/17, 7623/744-51/28, 7623/744-98/28, 7671/744-98/5, 844/744-51/19, 844/744-98/19, 871/744-98/16 et subsides pour les dépenses relevant des articles 7201/744-98/16 (à raison de 6.580,23 €) et 7611/744-98/34 du service extraordinaire du budget 2018) ;

23. décision du 20 décembre 2018 de faire l'acquisition de **matériel électroménager divers** pour le Contrat de quartier durable Wiels-sur-Senne pour un montant total de 433,11 €, 21% TVA comprise dans le cadre du marché public 2017-F-016 « *Electroménager 2017-2018* » (financement : subside) ;

24. décision du 31 décembre 2018 de faire l'acquisition de deux **douchettes** (lecteurs de codes-barres) pour la bibliothèque francophone pour un montant total de 308,53 €, 21% TVA comprise, dans le cadre du marché public 2017-F-003 « *Fourniture de logiciels et de petit matériel informatique* » (financement : emprunt) ;

25. décision du 31 décembre 2018 de faire l'acquisition de **mobilier de bureau divers** dans le cadre du marché public 2017-F-073 « *Acquisition de mobilier de bureau et mobilier connexe 2017-2018* » pour les services Bâtiments, Petite Enfance, Service central d'achats (pour divers services et stock éventuel), Contrats de quartier, Informatique, Sports, Population et Bibliothèque francophone pour un montant total de 35.454,45 €, 21% TVA comprise (financement : emprunt pour les dépenses relevant des articles suivants du service extraordinaire du budget : 138/741-51/03, 844/741-51/19, 104/741-51/25, 139/741-51/15, 764/744-51/26, 104/741-51/20, 7671/741-51/05, et subside pour les dépenses relevant de l'article 9308/741-51/77 du service extraordinaire du budget 2018).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Centrale aankoopdienst - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdrachten - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §3 van de Nieuwe gemeentewet dat het college van burgemeester en schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten worden gegund en om de voorwaarden vast te stellen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 144.000 € en dat verduidelijkt dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om diverse uitrustingen aan te kopen voor de diensten Kinderopvang (vervanging), Nederlandstalig onderwijs (nieuwe investering) en Buitenschoolse opvang (vervanging);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2018 om een

opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Diverse uitrustingen voor de kinderopvang**“ via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 17.355,37 € excl. BTW of 21.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 844/744-98/19 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7202/744-98/51 en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat, om de dienst Buitenschoolse opvang in staat te stellen zijn opdracht te verzekeren, het noodzakelijk was om een fotokniptang aan te kopen (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van een fotokniptang**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 149,00 € excl. BTW of 180,29 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat, om de Academie voor muziek, dans en woordkunsten van Vorst in staat te stellen haar opdracht van aanleren van muziek te verzekeren, het noodzakelijk was om acht muziekstaanders aan te kopen (vervanging);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van muziekstaanders**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 480,00 € excl. BTW of 580,80 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie);

Overwegende dat het noodzakelijk was om kantoor materiaal aan te kopen voor de dienst Openbaar onderwijs en zijn scholen (nieuwe investering en vervanging) en voor de dienst Gemeentelijke administratieve sancties (nieuwe investering) en voor de dienst Buitenschoolse opvang (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Kantoor materiaal**“ via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 3.039,00 € excl. BTW of 3.677,19 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikel 7201/742-51/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 701/742-51/16 en 104/744-51/81 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat, om de Academie voor muziek, dans en woordkunsten van Vorst in staat te stellen haar opdracht van aanleren van muziek te verzekeren, het noodzakelijk was om tien lampen voor muziekstaanders aan te kopen (vervanging);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van lampen voor muziekstaanders**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 130,00 € excl. BTW of 157,30 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie);

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair aan te kopen voor de gemeentelijke kinderdagverblijven (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Meubilair voor de kinderdagverblijven**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 28.925,62 € excl.

BTW of 35.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het, voor de goede werking van de diensten Openbaar Onderwijs, Sport, Buitenschoolse opvang en Nederlandstalige Aangelegenheden, noodzakelijk was om sportmateriaal aan te kopen;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop en levering van sportmateriaal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 15.442,69 € excl. BTW of 18.685,66 €, 21% BTW inbegrepen, alsook zijn “erratum” beslissing van 28 maart 2019 (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot de volgende artikelen van de buitengewone dienst van de begroting 2018: 7201/744-51/16, 7201/744-98/16, 7611/744-98/34 en 7202/744-98/51 en lening voor de uitgaven die behoren tot de artikelen 764/744-51/26 en 764/744-98/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat het noodzakelijk was om een boekenpers aan te kopen om intern kleine herstellingen aan de boeken uit te voeren in de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van een boekenpers**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 247,94 € excl. BTW of 300,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om vlaggen aan te kopen voor de dienst Openbare betrekkingen (vervanging);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van vlaggen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 495,87 € excl. BTW of 600,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om vuilnisbakken voor buiten aan te kopen voor de dienst Openbare netheid en de Sportdienst om de parken en sportinstallaties uit te rusten;

Overwegende dat het tevens noodzakelijk was om vuilnisbakken voor binnen aan te kopen voor het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne en voor de dienst die belast is met de netheid van de gemeentegebouwen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van vuilnisbakken voor buiten en binnen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 15.289,26 € excl. BTW of 18.500,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie voor de uitgave die behoort tot artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 764/744-51/26 en 104/744-98/23 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat het noodzakelijk was te voorzien in de aankoop van magnetische witte borden en flipchart borden voor verschillende diensten van de Gemeente Vorst;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van magnetische witte borden en flipchart borden**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde

bedrag van 643,41 € excl. BTW of 778,53 €, 21% BTW inbegrepen, alsook zijn “erratum” beslissing van 28 maart 2019 (financiering: subsidie voor de uitgave die behoort tot artikel 9308/741-51/77 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7610/744-98/17, 844/744-98/19 en 842/741-51/68 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat het noodzakelijk was om schoonmaakkarren aan te kopen voor de gemeentelijke kinderdagverblijven (vervanging);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van schoonmaakkarren**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 2.644,63 € excl. BTW of 3.200,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om 5 stadsfietsen aan te kopen om een gemeentelijk fietspark te vormen (nieuwe investering) die gebruikt zullen worden door zowel het gemeentepersoneel voor hun beroepsverplaatsingen als voor vormingen bestemd voor Vorstse burgers, beginnelingen of gevorderden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van stadsfietsen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.424,79 € excl. BTW of 1.724,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was te voorzien in de aankoop van een televisietoestel en audiomateriaal voor de diensten Preventie, Buitenschoolse opvang en Jeugd (vervangingen en nieuwe investeringen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van televisietoestel en audiomateriaal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.454,30 € excl. BTW of 1.759,70 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 300/744-98/10 en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikel 761/744-98/17 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair en uitrustingen in roestvrij staal aan te kopen voor verschillende gemeentediensten (vervanging);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Meubilair en uitrustingen in roestvrij staal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 12.644,63 € excl. BTW of 15.300,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was te voorzien in de aankoop van fototoestellen voor verschillende diensten van de Gemeente Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van fototoestellen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.680,00 € excl. BTW of 2.032,80 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie voor de uitgave die behoort tot artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 104/744-98/11, 104/744-98/81 en 138/744-98/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat 7 percelen niet toegekend zijn kunnen worden in het kader van de opdracht "Levering van materiaal voor psychomotoriek en klein turnmateriaal" (2018-F-027) gegund via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking en opgestart op 29 oktober 2018, dat het belangrijk was tegemoet te komen aan de noden van de diensten die betrokken waren bij deze percelen (Kinderopvang, Openbaar onderwijs en departement van Nederlandstalige Aangelegenheden), en dat daartoe een opdracht moest worden heropgestart;

Overwegende dat een ander perceel van deze zelfde opdracht, dat wel toegekend werd, tevens (gedeeltelijk) heropgestart moest worden, want één van de begunstigde diensten van dit perceel (Buitenschoolse opvang) wenste andere karakteristieken toe te voegen aan de technische beschrijving;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "**Herlancering van de opdracht voor levering van materiaal voor psychomotoriek en klein turnmateriaal in 8 percelen**" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 11.225,00 € excl. BTW of 13.582,25 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7201/744-98/16, 7202/744-98/51 en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikel 844/744-98/19 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat er momenteel geen echte binnenbewegwijzering is in de Franstalige bibliotheek en dat dit voorzien moest worden om de visibiliteit van de collecties te verhogen, de gebruikers te oriënteren, de bibliotheek aantrekkelijker te maken, de ruimten af te bakenen, enz. (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "**Ontwerp en realisatie van een binnenbewegwijzering voor de Franstalige bibliotheek van Vorst**" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 2.479,34 € excl. BTW of 3.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om vaatwerk en keukenbenodigdheden aan te kopen voor de diensten Kinderopvang, Openbaar onderwijs en Senioren (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "**Levering van vaatwerk en keukenbenodigdheden**" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 12.345,74 € excl. BTW of 14.938,34 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om gereedschap aan te kopen voor verschillende gemeentelijke diensten (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "**Gereedschap**" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 24.793,39 € excl. BTW of 30.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om meubilair voor evenementen en diverse kantoorbenodigdheden aan te kopen voor de diensten Festiviteiten, Wijkcontracten, Kinderopvang, Senioren, Bevolking, Nederlandstalig onderwijs en Franstalige bibliotheek (nieuwe investeringen en vervangingen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van meubilair voor evenementen en van diverse kantoorbenodigdheden**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 5.774,38 € excl. BTW of 6.987,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 9308/741-51/77 en 7202/741-51/51 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 763/741-51/67, 844/741-51/19 en 7623/744-51/28 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen meerdere andere beslissingen heeft genomen betreffende aankopen van divers materiaal dat behoort tot de buitengewone dienst van de begroting, die kaderen in lopende overheidsopdrachten waarvan de Gemeenteraad reeds in kennis werd gesteld conform artikel 234 §3 van de Nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het aangewezen is om de Gemeenteraad tevens in kennis te stellen van deze verschillende nieuwe aankopen ook al kaderen ze in lopende overheidsopdrachten waarvan de raad reeds in kennis werd gesteld;

Overwegende dat het noodzakelijk was om diverse huishoudtoestellen aan te kopen voor de diensten Openbaar onderwijs (scholen en SPSE), Kinderopvang, Senioren, Jeugd, Centrale aankoopdienst (voor verschillende diensten en stock), Buitenschoolse opvang en Franstalige bibliotheek (nieuwe investeringen en vervangingen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 november 2018 om **diverse huishoudtoestellen** aan te kopen in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-016 “*Huishoudtoestellen 2017-2018*” voor de diensten Openbaar onderwijs (scholen en SPSE), Kinderopvang, Senioren, Jeugd, Centrale aankoopdienst (voor verschillende diensten en stock), Buitenschoolse opvang en Franstalige bibliotheek voor een totaalbedrag van 15.547,39 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgaven die behoren tot volgende artikelen van de buitengewone dienst van de begroting 2018: 104/744-98/25, 7201/744-98/16 (voor een bedrag van 2.482,48 €), 761/744-98/17, 7623/744-51/28, 7623/744-98/28, 7671/744-98/5, 844/744-51/19, 844/744-98/19, 871/744-98/16 en subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7201/744-98/16 (voor een bedrag van 6.580,23 €) en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Overwegende dat het noodzakelijk was om diverse huishoudtoestellen aan te kopen voor het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne (uitrusting van de wijkantenne Wielemans-Ceuppens, 1-3);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2018 om **diverse huishoudtoestellen** aan te kopen voor het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne voor een totaalbedrag van 433,11 €, 21% BTW inbegrepen in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-016 “*Huishoudtoestellen 2017-2018*” (financiering: subsidie);

Overwegende dat het noodzakelijk was om twee handscanners (barcodelezers) aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (waarbij de ene een nieuwe investering vormt en de andere een handscanner vervangt die gestolen werd tijdens de inbraak die plaatsvond tussen 22 en 25/12/2018 in ondermeer de Franstalige bibliotheek);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om twee **handscanners** (barcodelezers) aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek voor een totaalbedrag van 308,53 €, 21% BTW inbegrepen, in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-003 “*Levering van software en van klein informaticamateriaal*” (financiering: lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om divers kantoormeubilair aan te kopen voor de diensten Gebouwen, Kinderopvang, Centrale aankoopdienst (voor verschillende diensten en eventuele stock), Wijkcontracten, Informatica, Sport, Bevolking en Franstalige bibliotheek (nieuwe investeringen en vervangingen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 december 2018 om **divers kantoormeubilair** aan te kopen in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-073 “*Aankoop van kantoormeubilair en verbonden meubilair 2017-2018*” voor de diensten Gebouwen, Kinderopvang, Centrale aankoopdienst (voor verschillende diensten en eventuele stock), Wijkcontracten, Informatica, Sport, Bevolking en Franstalige bibliotheek voor een totaalbedrag van 35.454,45 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgaven die behoren tot volgende artikelen van de buitengewone dienst van de begroting: 138/741-51/03, 844/741-51/19, 104/741-51/25, 139/741-51/15, 764/744-51/26, 104/741-51/20, 7671/741-51/05, en subsidie voor de uitgaven die behoren tot artikel 9308/741-51/77 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. beslissing van 6 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Diverse uitrustingen voor de kinderopvang**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 17.355,37 € excl. BTW of 21.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die behoort tot artikel 844/744-98/19 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7202/744-98/51 en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);
2. beslissing van 15 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van een fotokniptang**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 149,00 € excl. BTW of 180,29 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);
3. beslissing van 15 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van muziekstaanders**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 480,00 € excl. BTW of 580,80 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie);
4. Beslissing van 29 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Kantoor materiaal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 3.039,00 € excl. BTW of 3.677,19 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikel 7201/742-51/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en

lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 701/742-51/16 en 104/744-51/81 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

5. beslissing van 29 november 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Aankoop van lampen voor muziekstaanders”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 130,00 € excl. BTW of 157,30 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie);

6. beslissing van 6 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Meubilair voor de kinderdagverblijven”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 28.925,62 € excl. BTW of 35.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

7. beslissing van 13 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Aankoop en levering van sportmateriaal”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 15.442,69 € excl. BTW of 18.685,66 €, 21% BTW inbegrepen, alsook zijn “erratum” beslissing van 28 maart 2019 (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot de volgende artikelen van de buitengewone dienst van de begroting 2018: 7201/744-51/16, 7201/744-98/16, 7611/744-98/34 en 7202/744-98/51 en lening voor de uitgaven die behoren tot de artikelen 764/744-51/26 en 764/744-98/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

8. beslissing van 13 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Levering van een boekenpers”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 247,94 € excl. BTW of 300,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

9. beslissing van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Aankoop van vlaggen”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 495,87 € excl. BTW of 600,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

10. beslissing van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Aankoop van vuilnisbakken voor buiten en binnen”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 15.289,26 € excl. BTW of 18.500,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie voor de uitgave die behoort tot artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 764/744-51/26 en 104/744-98/23 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

11. beslissing van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Levering van magnetische witte borden en flipchart borden”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 643,41 € excl. BTW of 778,53 €, 21% BTW inbegrepen, alsook zijn “erratum” beslissing van 28 maart 2019 (financiering: subsidie voor de uitgave die behoort tot artikel 9308/741-51/77 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7610/744-98/17, 844/744-98/19 en 842/741-51/68 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

12. beslissing van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp **“Aankoop van schoonmaakkarren”** via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 2.644,63 € excl. BTW of 3.200,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

13. beslissing van 20 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp

“**Aankoop van stadsfietsen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.424,79 € excl. BTW of 1.724,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

14. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van televisietoestel en audiomateriaal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.454,30 € excl. BTW of 1.759,70 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 300/744-98/10 en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikel 761/744-98/17 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

15. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Meubilair en uitrustingen in roestvrij staal**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 12.644,63 € excl. BTW of 15.300,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

16. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van fototoestellen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.680,00 € excl. BTW of 2.032,80 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidie voor de uitgave die behoort tot artikel 87540/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 104/744-98/11, 104/744-98/81 en 138/744-98/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

17. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Herlancering van de opdracht voor levering van materiaal voor psychomotoriek en klein turnmateriaal in 8 percelen**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 11.225,00 € excl. BTW of 13.582,25 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7201/744-98/16, 7202/744-98/51 en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikel 844/744-98/19 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

18. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “**Ontwerp en realisatie van een binnenbewegwijzering voor de Franstalige bibliotheek van Vorst**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 2.479,34 € excl. BTW of 3.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

19. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Levering van vaatwerk en keukenbenodigdheden**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 12.345,74 € excl. BTW of 14.938,34 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

20. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Gereedschap**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 24.793,39 € excl. BTW of 30.000,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening);

21. beslissing van 31 december 2018 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “**Aankoop van meubilair voor evenementen en van diverse kantoorbenodigdheden**” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 5.774,38 € excl. BTW of 6.987,00 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 9308/741-51/77 en 7202/741-51/51 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 en lening voor de uitgaven die behoren tot artikelen 763/741-51/67, 844/741-51/19 en 7623/744-51/28 van de buitengewone

dienst van de begroting 2018);

22. beslissing van 15 november 2018 om **diverse huishoudtoestellen** aan te kopen in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-016 “*Huishoudtoestellen 2017-2018*” voor de diensten Openbaar onderwijs (scholen en SPSE), Kinderopvang, Senioren, Jeugd, Centrale aankoopdienst (voor verschillende diensten en stock), Buitenschoolse opvang en Franstalige bibliotheek voor een totaalbedrag van 15.547,39 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgaven die behoren tot volgende artikelen van de buitengewone dienst van de begroting 2018: 104/744-98/25, 7201/744-98/16 (voor een bedrag van 2.482,48 €), 761/744-98/17, 7623/744-51/28, 7623/744-98/28, 7671/744-98/5, 844/744-51/19, 844/744-98/19, 871/744-98/16 en subsidies voor de uitgaven die behoren tot artikelen 7201/744-98/16 (voor een bedrag van 6.580,23 €) en 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van de begroting 2018);

23. beslissing van 20 december 2018 om **diverse huishoudtoestellen** aan te kopen voor het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne voor een totaalbedrag van 433,11 €, 21% BTW inbegrepen in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-016 “*Huishoudtoestellen 2017-2018*” (financiering: subsidie);

24. beslissing van 31 december 2018 om twee **handscanners** (barcodelezers) aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek voor een totaalbedrag van 308,53 €, 21% BTW inbegrepen, in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-003 “*Levering van software en van klein informaticamateriaal*” (financiering: lening);

25. beslissing van 31 december 2018 om **divers kantoormeubilair** aan te kopen in het kader van de overheidsopdracht 2017-F-073 “*Aankoop van kantoormeubilair en verbonden meubilair 2017-2018*” voor de diensten Gebouwen, Kinderopvang, Centrale aankoopdienst (voor verschillende diensten en eventuele stock), Wijkcontracten, Informatica, Sport, Bevolking en Franstalige bibliotheek voor een totaalbedrag van 35.454,45 €, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgaven die behoren tot volgende artikelen van de buitengewone dienst van de begroting: 138/741-51/03, 844/741-51/19, 104/741-51/25, 139/741-51/15, 764/744-51/26, 104/741-51/20, 7671/741-51/05, en subsidie voor de uitgaven die behoren tot artikel 9308/741-51/77 van de buitengewone dienst van de begroting 2018).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Urbanisme - Stedenbouw

14 Urbanisme - Avis sur le nouveau projet de Règlement Régional d'Urbanisme.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'adoption d'un nouveau projet de Règlement Régional d'urbanisme par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du jeudi 24 janvier 2019 ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire et plus particulièrement son article 89/3 §1er qui prévoit que : « *Le Gouvernement soumet le projet de règlement régional et le rapport sur les incidences environnementales ou, le cas échéant, les documents, avis et décision visés à l'article 89/2 simultanément aux avis visés à l'alinéa 2 et à l'enquête publique.*

Les avis sollicités par le Gouvernement sont envoyés à celui-ci dans le délai suivant, à défaut de quoi la procédure est poursuivie, sans qu'il doive être tenu compte d'un avis transmis au-delà du délai:

- ...
- *septante-cinq jours pour les conseils communaux* ».

Considérant que le projet de RRU comprend les titres suivants :

- I. Caractéristiques des constructions et leurs abords
- II. Normes d'habitabilité des logements
- III. Chantiers
- IV. Accessibilité des bâtiments par les personnes à mobilité réduite
- V. Publicités et enseignes
- VI. Espaces publics
- VII. Normes de stationnement hors voiries

Considérant que le projet de RRU est accompagné d'un rapport sur les incidences environnementales établi dans le respect de l'arrêté du 29 novembre 2018 fixant la structure des rapports sur les incidences environnementales afférents à l'élaboration, la modification ou l'abrogation des plans et règlements visés aux Titres II & III du Code bruxellois de l'aménagement du territoire ;

Considérant que le Gouvernement a sollicité ces avis en date du 1er mars 2019 ;

Considérant l'avis ci-joint proposé par les services techniques communaux ;

DECIDE :

Approuver et faire siennes les remarques émises par les services techniques communaux et les transmettre au Gouvernement dans les plus brefs délais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Stedenbouw - Advies betreffende het nieuwe ontwerp van Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de goedkeuring van een nieuw ontwerp van Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zijn zitting van donderdag 24 januari 2019;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en inzonderheid artikel 89/3 §1 dat voorziet dat: "*De Regering onderwerpt het ontwerp van gewestelijke verordening en het milieueffectenrapport of, in voorkomend geval, de documenten, adviezen en beslissing bedoeld in artikel 89/2 gelijktijdig aan de in het 2e lid bedoelde adviezen en aan het openbaar onderzoek.*

De door de Regering gevraagde adviezen worden aan haar overgemaakt binnen de hierna volgende termijn, bij ontstentenis waarvan de procedure wordt voortgezet zonder dat enig advies dat na die termijn

werd overgemaakt in aanmerking kan worden genomen:

- ...
- *vijfenzeventig dagen voor de gemeenteraden*”.

Overwegende dat het ontwerp van GSV de volgende titels bevat:

- I. Kenmerken van de bouwwerken en hun naaste omgeving
- II. Bewoonbaarheidsnormen voor woningen
- III. Bouwplaatsen
- IV. Toegankelijkheid van gebouwen voor personen met beperkte mobiliteit
- V. Reclame en uithangborden
- VI. Openbare ruimten
- VII. Parkeernormen buiten de weg

Overwegende dat het ontwerp van GSV vergezeld gaat van een milieueffectenrapport dat opgesteld is in naleving van het besluit van 29 november 2018 tot vaststelling van de structuur van de milieueffectenrapporten behorend bij de uitwerking, wijziging of opheffing van de plannen en verordeningen bedoeld in de Titels II & III van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Overwegende dat de Regering deze adviezen gevraagd heeft op 1 maart 2019;

Overwegende het hierbij gevoegde advies voorgesteld door de gemeentelijke technische diensten;

BESLIST:

De opmerkingen geformuleerd door de gemeentelijke technische diensten goed te keuren en over te nemen en ze binnen de kortst mogelijke termijnen over te maken aan de Regering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Monsieur Van Vlasselaer :

J'ai lu avec attention le texte de l'avis portant sur le nouveau règlement régional d'urbanisme qui mérite quelques constatations

... et je serai bref , Madame la Présidente !

Il s'agit d'un avis très circonstancié et fouillé , très dense

Je me limiterai donc à en évoquer certains aspects

Notre groupe s'est particulièrement intéressé au titre I portant sur les caractéristiques des constructions et de leurs abords, en particulier en ce qui concerne les objectifs suivants :

2° permettre une densité harmonieuse et équilibrée du bâti

...

4° favoriser la qualité de vie et réduire l'impact environnemental du bâti par :

a) le développement de la biodiversité au travers de la végétalisation qualitative des surfaces, dont la mise en valeur des intérieurs d'îlots ;

b) la lutte contre les causes et les effets du changement climatique ;

c) le choix d'une architecture durable et qualitative ;

d) le développement des qualités acoustiques du bâti, en particulier dans les zones bruyantes ;

e) la gestion des eaux pluviales sur la parcelle en vue de lutter contre les inondations ;

...

5° privilégier la reconversion et la réhabilitation des immeubles existants

La prise en compte de certaines problématiques comme celle de l'isolation thermique des constructions

existantes en relation directe avec l'arrêté de dispense **est très positive** et sera sans aucun doute un incitant important à l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments existants au lieu d'être, comme c'est le cas actuellement pour certains cas, un frein.

Le projet modifie aussi les prescriptions relatives à la végétalisation des toitures en réduisant la superficie minimale imposée (de 100m² à 60m²) : **les toitures plates non accessibles de plus de 60 m² sont équipées de panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques et/ou aménagées en toitures végétalisées** (titre 1, chapitre 2, article 6 relatif aux toitures § 4.1° ainsi qu'à l'article 8 relatif à la hauteur et aux toitures § 4.1°) **ce qui est très positif et va dans le sens des objectifs poursuivis dans le programme communal de DèFI.**

De plus, il est appréciable que le terme verdurisé ait été remplacé par le terme végétalisé ; il ne s'agit pas là d'un simple changement de dénomination, mais bien d'un changement de concept

Nous sommes également d'avis qu'il serait opportun d'élargir cette prescription **aux toitures accessibles** et aux toitures présentant une faible pente (inférieure ou égale à 15%) afin d'étendre le nombre de surfaces végétalisées et contribuer de manière plus étendue à la réduction des effets d'ilôt de chaleur et au développement de la biodiversité.

Etant donné que les toitures intensives présentent plus d'avantages que les toitures extensives, il serait cependant pertinent que le règlement incite et spécifie le type de toiture à privilégier selon l'inclinaison et l'accessibilité de la toiture.

Enfin, il serait opportun de favoriser la conciliation des aménagements puisque l'aménagement des panneaux solaires est compatible avec la réalisation d'une toiture végétale. Il serait en outre pertinent de préciser que le choix des végétaux devra être établi en fonction de l'implantation de la toiture végétale et compte tenu de l'ombre portée par les panneaux solaires.

Ces objectifs rencontrent également plusieurs des propositions de Défi en matière d'environnement C'est pourquoi, DÉFI se prononce pour un avis favorable au nouveau RRU

Toutefois, il convient d'attirer l'attention des services communaux sur le fait que la mise en œuvre de ce nouveau RRU entraînera au niveau communal la nécessité de disposer d'un certain nombre de nouveaux outils, tels que l'établissement d'un cadastre des surfaces de toitures des bâtiments communaux, industriels et de bureaux et une étude de faisabilité d'introduction de dispositions particulières en matière d'urbanisme, tant pour les rénovations que pour les nouvelles constructions, pour le choix de certains matériaux (tels que béton bio, et choix dans un menu de fonctions environnementales comprises dans les toitures nouvelles ou rénovées) en manière telle que les toitures acquièrent une utilité environnementale

Je vous remercie de votre attention

2 annexes / 2 bijlagen

Mobilité - Mobiliteit

15 Mobilité – Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) – Participation au projet « Switch a roue ».

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement le titre 3, chapitre 1 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2017 relatif aux plans de déplacements d'entreprises, et plus particulièrement son article 4 qui une liste d'actions obligatoires ;

Considérant que le Plan de déplacement d'entreprise a pour objectif de :

1. réduire l'impact sur l'environnement du trafic généré par notre administration (amélioration de la qualité de l'air)
2. diminuer la congestion des routes en région bruxelloise (amélioration de la mobilité)

Considérant que la mise à jour du plan régional comporte deux volets: un diagnostic de la mobilité et un plan d'actions;

Considérant que dans le cadre du plan d'action du PDE il est prévu :

- d'organiser au moins une fois par an une action de sensibilisation ;
- de mener des actions destinées à favoriser l'usage du vélo

Considérant la proposition de Pro Velo de participer au projet « Switch a roue » ;

Considérant que ce projet a pour objectif « d'impulser un dialogue serein entre les cyclistes et les automobilistes dans le but d'améliorer la compréhension mutuelle de chacun grâce à une utilisation responsable et respectueuse de la voie publique » ;

Considérant que ce projet consiste en :

- Une semaine d'action sur le thème de l'échange entre cyclistes et automobilistes,
- La formation de cinq binômes d'employés constitués d'un automobiliste et d'un cycliste dans le but de partager leur trajet quotidien,
- L'automobiliste de chaque binôme laissera sa voiture pour 3 trajets minimum pour suivre son collègue à vélo,
- Le cycliste viendra une fois en voiture au travail avec son collègue automobiliste,
- Les binômes suivront une formation au code de la route à vélo et une formation de conduite à vélo en contexte urbain,
- Les automobilistes se verront mettre à disposition un vélo (classique ou électrique) par Pro velo dans le cas où ils n'ont pas de vélos. S'ils en ont un, un check-up vélo sera offert par Pro velo,
- Le projet se clôture par un atelier-débat sur le thème de la sécurité routière et du respect entre usagers. Cet atelier-débat est ouvert à tous les employés (en plus des cinq binômes) ;

Considérant que la participation au projet « Switch a roue » est offerte par le cabinet de la Secrétaire d'Etat à la Sécurité routière Bianca Debaets ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

Considérant que par la signature de la convention, la commune s'engage à :

- Communiquer sur le projet en interne et en externe au moyen des supports fournis par Pro Velo,
- Permettre aux employés/ouvriers intéressés de s'inscrire au projet pendant leur temps de travail (via le service mobilité),
- Permettre aux employés/ouvriers intéressés de participer à la formation code de la route, mise en circulation et check up (durée : 3h30) en début de projet,
- Permettre aux employés/ouvriers intéressés de participer à l'atelier-débat (durée : 3h00),
- Permettre l'organisation de l'atelier-débat dans un local communal. Pro Velo est en charge de l'organisation,
- Permettre à un binôme d'être filmé et interviewé pour faire la promotion du projet ;

Considérant que la semaine d'action doit être choisie parmi des dates comprises entre le 1^{er} avril 2019 et le 24 juin 2019 ;

Considérant que la commune organise le Vollenbike soit le mois du vélo au mois de mai et qu'il serait opportun de regrouper toutes les actions cyclistes au mois de mai;

Considérant dès lors que la commune demandera à ce que l'action ait lieu la semaine du 6 mai 2019 ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre Pro Velo et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Bedrijfsvervoerplan (BVP) – Deelname aan het project « Switch a roue ».

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, en meer in het bijzonder titel 3, hoofdstuk 1;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen, en meer in het bijzonder zijn artikel 4, dat een lijst verplichte acties bevat;

Overwegende dat het Bedrijfsvervoerplan tot doel heeft:

1. de impact op het leefmilieu van de verplaatsingen waartoe ons bestuur aanleiding geeft te beperken (verbetering van de luchtkwaliteit);
2. de opstoppingen van de wegen in het Brusselse Gewest te verminderen (verbetering van de mobiliteit);

Overwegende dat de actualisering van het gewestelijke plan twee luiken omvat: een diagnose van de mobiliteit en een actieplan;

Overwegende dat er in het kader van het actieplan van het BVP voorzien wordt:

- minstens een keer per jaar een sensibiliseringsactie te organiseren;
- acties uit te voeren bestemd voor de bevordering van het fietsgebruik;

Overwegende het voorstel van Pro Velo om deel te nemen aan het project "Switch a roue";

Overwegende dat dit project tot doelstelling heeft "een impuls te geven aan een serene dialoog tussen de fietsers en de autobestuurders teneinde het wederzijdse begrip van iedereen te verbeteren dankzij een verantwoord en respectvol gebruik van de openbare weg";

Overwegende dat dit project bestaat uit:

- een actieweek rond het thema van de uitwisseling tussen fietsers en autobestuurders;
- de vorming van vijf groepjes van twee werknemers, bestaande uit een autobestuurder en een fietser, met de bedoeling dat ze hun dagelijkse traject delen;

- de autobestuurder van elk groepje zal zijn wagen voor minstens 3 trajecten laten staan om zijn collega per fiets te volgen;
- de fietser zal een keer met zijn collega die automobilist is met de wagen naar het werk gaan;
- de groepjes zullen een opleiding over de wegcode voor fietsers volgen alsook een vorming 'fietsen in de stad';
- de autobestuurders zullen, indien zij geen fiets hebben, door Pro Velo een (klassieke of elektrische) fiets ter beschikking gesteld krijgen. Indien ze er een hebben, zal Pro Velo hun een check-up voor hun fiets aanbieden;
- het project wordt afgerond met een workshop/debat over het thema van de verkeersveiligheid en het respect tussen weggebruikers. Deze workshop/dit debat staat open voor alle werknemers (bovenop de vijf groepjes);

Overwegende dat de deelname aan het project "Switch a roue" aangeboden wordt door het kabinet van de Staatssecretaris voor Verkeersveiligheid, Bianca Debaets;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat de Gemeente zich er, door de ondertekening van de overeenkomst, toe verbindt:

- intern en extern over het project te communiceren door middel van de dragers geleverd door Pro Velo;
- de belangstellende werknemers/arbeiders in staat te stellen zich voor het project in te schrijven tijdens hun werkuren (via de dienst mobiliteit);
- de belangstellende werknemers/arbeiders in staat te stellen aan het begin van het project deel te nemen aan de opleiding over de wegcode, fietsen in het verkeer en de check-up (duur: 3u30);
- de belangstellende werknemers/arbeiders in staat te stellen deel te nemen aan de workshop/het debat (duur: 3u00);
- de organisatie van de workshop/het debat in een lokaal van de gemeente mogelijk te maken. Pro Velo is belast met de organisatie;
- toe te laten dat een van de leden van de groepjes gefilmd en geïnterviewd wordt om promotie te maken voor het project;

Overwegende dat de actieweek gekozen moet worden onder de data tussen 1 april 2019 en 24 juni 2019;

Overwegende dat de Gemeente tijdens de maand mei Vollenbike ofte de Maand van de Fiets organiseert en dat het opportuun zou zijn alle fietsersacties te groeperen tijdens de maand mei;

Overwegende bijgevolg dat de gemeente zal vragen dat de actie zou plaatsvinden in de week van 6 mei 2019;

BESLIST :

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen Pro Velo en de Gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

16 **Mobilité – Village de la Mobilité 2019 – Budget citoyen - Convention de subventionnement type « Budget citoyen du Village de la Mobilité ».**

LE CONSEIL,

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil Communal du 5 juillet 2011 et plus particulièrement ses aspects de sensibilisation aux enjeux de la mobilité;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la circulaire de la Région de Bruxelles Capitale du 30 novembre 2006 référant à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes et notamment sur les obligations et les règles à suivre :

- un rapport de gestion et de situation financière.

Chaque année, le collège communal fait rapport au conseil communal sur :

1° les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice, en vertu du présent article;

- utiliser les subventions aux fins pour lesquelles elle a été octroyée;

2° les subventions dont il a contrôlé l'utilisation au cours de l'exercice;

S'il s'agit d'une personne morale bénéficiaire d'une subvention et sauf lorsqu'une disposition légale met obligatoirement une subvention à charge du budget du dispensateur, elle doit fournir, chaque année, à son dispensateur :

- ses bilan & comptes;

- un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que la Région propose un soutien régional pour la création d'un Village de la Mobilité lors du dimanche sans voiture qui aura lieu le 22 septembre prochain ;

Considérant que ce Village de la Mobilité doit s'appuyer sur un projet réel local de mobilité, peut être l'occasion de tester un nouvel aménagement, et sera l'occasion de sensibiliser les citoyens aux enjeux de la mobilité ;

Considérant la décision du Collège du 14 février 2019 de remettre un projet dans ce cadre pour l'édition d'un 3^e village de la mobilité.

Considérant que le lieu proposé pour l'édition 2019 est l'avenue Kersbeek au croisement avec l'avenue Général Dumonceau et l'avenue de Haveskercke ;

Considérant que ce projet inclut un appel à projet(s) en 2019 dans le but d'impliquer les habitants de Forest dans l'organisation de la journée intitulé ci-après « Budget citoyen du Village de la Mobilité » ;

Considérant que le « Budget citoyen du Village de la Mobilité » est une subvention directe de la Commune à une association et/ou association de fait ;

Considérant que la procédure de sélection pour la subvention prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins désigne in fine le lauréat conformément à la circulaire de la Région de Bruxelles Capitale du 30 novembre 2006 référant à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes et notamment sur les obligations et les règles à suivre ;

Considérant qu'il est demandé aux candidats d'évaluer leurs dépenses pour l'année civile du lancement de

l'appel à projet(s) ;

Considérant la proposition de convention de subventionnement type « Budget citoyen du Village de la Mobilité » rédigée par l'équipe du service Mobilité et jointe en annexe ;

Considérant que le subventionnement de chaque projet prendra fin au plus tard le 30 octobre 2019, un mois après l'événement ;

Considérant que le montant global nécessaire à cet appel à projets « Budget citoyen du Village de la Mobilité » s'élève à maximum 4.000,00€ TTC ;

Considérant qu'une demande de subsides sera introduite auprès de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le budget 2019 n'a pas encore été voté par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 novembre 2018 autorisant la disposition des quatre premiers douzièmes provisoires 2019 ;

Considérant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 410/332-02/85 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019;

DECIDE :

D'approuver la convention de subventionnement type « Budget citoyen du Village de la Mobilité » ;

D'approuver la procédure de sélection pour le subventionnement « Budget citoyen du Village de la Mobilité » telle que décrite dans la convention ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, pour signer la convention de subventionnement avec les porteurs de projets en question ;

D'inscrire le crédit permettant la dépense de 4.000,00€ TTC à l'article 410/332-02/85 du service ordinaire du budget 2019

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

**Mobiliteit – Mobiliteitsdorp 2019 – Burgerbudget - Standaardsubsidiëringsovereenkomst «
Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp ».**

DE RAAD,

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan goedgekeurd door de Gemeenteraad van 5 juli 2011 en meer in het bijzonder zijn sensibiliseringsaspecten inzake de uitdagingen van de mobiliteit;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 verwijzend naar de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen die worden toegekend door de gemeenten en inzonderheid de te volgen verplichtingen en regels:

- een beheersverslag en verslag van de financiële situatie.

Jaarlijks maakt het gemeentecollege een verslag aan de gemeenteraad over:

1° de toelagen die het tijdens het boekjaar krachtens dit artikel heeft toegekend;

- de toelagen gebruiken voor de doelstellingen waar ze voor werden toegekend;

2° de toelagen waarvan het in de loop van het dienstjaar de aanwending heeft gecontroleerd;

Indien de begunstigde een rechtspersoon is, moet hij de verstrekker jaarlijks volgende documenten bezorgen, behalve indien de toelage luidens een wettelijke bepaling verplicht ten laste van de begroting van de verstrekker is:

- zijn balans & rekeningen;

- een beheersverslag en verslag van de financiële situatie;

Overwegende dat het Gewest gewestelijke steun aanbiedt voor de oprichting van een Mobiliteitsdorp tijdens de autoloze zondag die plaats zal vinden op 22 september aanstaande;

Overwegende dat dit Mobiliteitsdorp zich moet baseren op een echt plaatselijk mobiliteitsproject, de gelegenheid kan zijn om een nieuwe inrichting uit te testen, en de gelegenheid zal zijn om de burgers te sensibiliseren voor de uitdagingen van de mobiliteit;

Overwegende de beslissing van het College van 14 februari 2019 om opnieuw een project in dit kader te voorzien voor de editie van een 3^e mobiliteitsdorp;

Overwegende dat voorgesteld wordt de editie 2019 te laten doorgaan in de Kersbeeklaan, op het kruispunt van de Generaal Dumonceaulaan en de Haveskerckelaan;

Overwegende dat dit project een projectoproep in 2019 inhoudt met als doel de bewoners van Vorst te betrekken bij de organisatie van de dag hierna aangeduid als « Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp »;

Overwegende dat het « Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp » een rechtstreekse subsidie is van de Gemeente aan een vereniging en/of feitelijke vereniging;

Overwegende dat de selectieprocedure voor de subsidie voorziet dat het College van Burgemeester en Schepenen de uiteindelijke beslissing neemt aangaande de aanduiding van de winnaar, conform de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 november 2006 verwijzend naar de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van toelagen verleend door de gemeenten en in het bijzonder wat betreft de verplichtingen en de regels die gevolgd moeten worden;

Overwegende dat aan de kandidaten wordt gevraagd om hun uitgaven te begroten voor het kalenderjaar van de lancering van de projectoproep;

Overwegende het voorstel van standaarsubsidiëringsovereenkomst « Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp » opgesteld door het team van de Mobiliteitsdienst en opgenomen in bijlage;

Overwegende dat de subsidiëring van elk project ten laatste op 30 oktober 2019, een maand na het evenement, zal aflopen;

Overwegende dat het globale bedrag dat nodig is voor deze projectoproep « Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp » maximaal 4.000,00 €, alle taksen inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat er bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidieaanvraag ingediend zal worden;

Overwegende dat de Gemeenteraad nog niet heeft gestemd over de begroting 2019;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 november 2018 om de vier eerste voorlopige twaalfden voor 2019 toe te staan;

Overwegende dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden op artikel 410/332-02/85 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de standaardsubsiëringsovereenkomst « Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp »;

Goedkeuring te verlenen aan de selectieprocedure voor de subsidiëring « Burgerbudget van het Mobiliteitsdorp » zoals beschreven in de overeenkomst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de subsidiëringsovereenkomst te ondertekenen met de projectdragers in kwestie;

Het krediet voor de uitgave van € 4.000,00, alle taksen inbegrepen, in te schrijven op artikel 410/332-02/85 van de gewone dienst van de begroting 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Nabil Boukili quitte la séance / verlaat de zitting.

17 **Mobilité – Convention de mise à disposition de vélos pour les associations forestoises.**

LE CONSEIL,

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil communal du 5 juillet 2011 et plus particulièrement ses aspects de sensibilisation aux enjeux de la mobilité ;

Vu la déclaration de politique générale pour la période 2018-2024 ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestres et Echevins de poursuivre et développer les tests de mobilité alternative pour les citoyens ;

Considérant que l'administration communale dispose de plusieurs vélos (vélos classiques, vélos cargos) ;

Considérant que l'administration communale étendra sa flotte de vélo à des vélos électriques ;

Considérant que cette mise à disposition peut être étendue aux associations forestoises afin qu'elles puissent tester ce mode de transport avant d'investir dans l'achat d'un vélo spécifique à leurs besoins ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir une convention avec l'association forestoise souhaitant emprunter un vélo ;

Considérant la convention-type joint au dossier ;

DECIDE :

D'approuver le convention -type joint au dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, pour signer la convention de mise à disposition de vélos.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Mobiliteit – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van fietsen voor de Vorstse verenigingen.

DE RAAD,

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan goedgekeurd door de Gemeenteraad van 5 juli 2011 en meer in het bijzonder zijn sensibiliseringsaspecten inzake de uitdagingen op het vlak van de mobiliteit;

Gelet op de Algemene Beleidsverklaring voor de periode 2018-2024;

Gelet op de wens van het College van Burgemeester en Schepenen om testen van alternatieve mobiliteit voor de burgers verder te zetten en te ontwikkelen;

Overwegende dat het gemeentebestuur over meerdere fietsen beschikt (klassieke fietsen, bakfietsen);

Overwegende dat het gemeentebestuur zijn 'fietspark' zal uitbreiden met elektrische fietsen;

Overwegende dat deze terbeschikkingstelling uitgebreid kan worden naar de Vorstse verenigingen opdat zij dit vervoermiddel kunnen uittesten voordat zij investeren in de aankoop van een bij hun behoeften passende fiets;

Overwegende dat er met de Vorstse vereniging die een fiets wil ontlenen een overeenkomst moet worden opgesteld;

Overwegende de standaardovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de standaardovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de overeenkomst van terbeschikkingstelling van fietsen te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

2 annexes / 2 bijlagen

18 **Mobilité – Plan de déplacements d’entreprise (PDE) - Convention de mise à disposition de vélos pour le personnel communal.**

LE CONSEIL,

Vu le plan communal de mobilité approuvé par le Conseil communal du 5 juillet 2011 et plus particulièrement ses aspects de sensibilisation aux enjeux de la mobilité ;

Vu l’ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l’Air, du Climat et de la Maîtrise de l’Energie adoptée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et plus particulièrement le titre 3, chapitre 1 ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2017 relatif aux plans de déplacements d’entreprises, et plus particulièrement son article 4 qui une liste d’actions obligatoires ;

Considérant que le Plan de déplacement d’entreprise a pour objectif de :

1. réduire l’impact sur l’environnement du trafic généré par notre administration (amélioration de la qualité de l’air)
2. diminuer la congestion des routes en région bruxelloise (amélioration de la mobilité)

Considérant que parmi les actions des plans précités, il est prévu de mener des actions destinées à favoriser l’usage du vélo ;

Considérant que l’administration communale dispose de plusieurs vélos (vélos classiques, vélos cargos) ;

Considérant que l’administration communale étendra sa flotte de vélo à des vélos électriques ;

Considérant que pour favoriser l’usage du vélo parmi le personnel de l’administration communale, il convient de proposer la mise à disposition ces différents vélos pour leurs déplacements professionnels ;

Considérant qu’il y a lieu de prévoir une convention avec le membre du personnel de l’administration communale souhaitant emprunter un vélo ;

Considérant la convention-type joint au dossier ;

DECIDE :

D'approuver la convention-type joint au dossier ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, pour signer la convention de mise à disposition de vélos.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 28 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Michael Francis Van Vlasselaer.

Mobiliteit – Bedrijfsvervoerplan (BVP) – Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van fietsen voor het gemeentepersoneel.

DE RAAD,

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan goedgekeurd door de Gemeenteraad van 5 juli 2011 en meer in het bijzonder zijn sensibiliseringsaspecten inzake de uitdagingen op het vlak van de mobiliteit;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, en meer in het bijzonder titel 3, hoofdstuk 1;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen, en meer in het bijzonder zijn artikel 4, dat een lijst verplichte acties bevat;

Overwegende dat het Bedrijfsvervoerplan tot doel heeft:

1. de impact op het leefmilieu van de verplaatsingen waartoe ons bestuur aanleiding geeft te beperken (verbetering van de luchtkwaliteit);
2. de opstoppingen op de wegen in het Brusselse Gewest te verminderen (verbetering van de mobiliteit);

Overwegende dat onder de acties van voornoemde plannen ook voorzien wordt acties te voeren om het gebruik van de fiets te bevorderen;

Overwegende dat het gemeentebestuur over meerdere fietsen beschikt (klassieke fietsen, bakfietsen);

Overwegende dat het gemeentebestuur zijn 'fietspark' zal uitbreiden met elektrische fietsen;

Overwegende dat het om het gebruik van de fiets bij het personeelsleden van het gemeentebestuur te bevorderen aangewezen is de terbeschikkingstelling van deze verschillende fietsen voor hun beroepsverplaatsingen aan te bieden;

Overwegende dat er met het personeelsleden van het gemeentebestuur die een fiets wil ontlenen een overeenkomst moet worden opgesteld;

Overwegende de standaardovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de standaardovereenkomst toegevoegd aan het dossier;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de overeenkomst van terbeschikkingstelling van fietsen te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 28 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Michael Francis Van Vlasselaer.

Le groupe DÉFI justifie son abstention du fait que la convention ne s'applique pas pour les trajets domicile-travail des membres du personnel.

De fractie DÉFI rechtvaardigt haar onthouding omwille van het feit dat de overeenkomst niet van toepassing is voor de trajecten woonplaats-werkplaats van de personeelsleden.

2 annexes / 2 bijlagen

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

19 Marchés publics - 2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B (art. 249) - Admission de la dépense – Revu.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 21 janvier 2019 quant à la base légale du marché public, à savoir l'article 42, § 1, 1^o d ii à la place de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016;

Considérant la remarque de la Tutelle reçue en date du 5 mars 2019 en lien avec la délibération d'admission de la dépense 007/21.01.2019/A/0020 du marché « 2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B » et la demande de celle-ci de communiquer la correction de référence légale au prochain Conseil Communal ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o d ii (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique: absence de concurrence pour des raisons techniques) ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 13 décembre 2018 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « 2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B (art. 249) » ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue

par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Art 1 : De revoir sa décision du 21 janvier 2019 quant à la base légale du marché public, à savoir l'article 42, § 1, 1^o d ii à la place de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 et ce faisant de reprendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 13 décembre 2018, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « 2018-T-066 - Travaux urgents pour la toiture haute de l'école 11 B (art. 249)», Conformément à l'article 42 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

- de désigner la société SPRL SOLABEL, Rue Charles Jaumotte 33 à 1300 Limal, pour le montant d'offre de 122.323,70 € HTVA ou 129.663,12 € 6% TVAC ou 142.629,43 €, 6% TVA et révision des prix comprises.

Art 2: D'admettre la dépense de 142.629,43 €, 6% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 7202/724-60/03 du service extraordinaire du budget 2018 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

**Overheidsopdrachten - 2018-T-066 - Dringende werken aan het hoge dak van school 11 B (art. 249)
- Instemming met de uitgave – Herziening.**

DE RAAD,

Zijn beslissing van 21 januari 2019 herzien wat betreft de rechtsgrond van de overheidsopdracht, namelijk artikel 42, § 1, 1^o d ii in plaats van artikel 92 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende de opmerking van de Toezichthoudende overheid ontvangen op datum van 5 maart 2019 die verband houdt met de beraadslaging van instemming met de uitgave 007/21.01.2019/A/0020 van de opdracht “2018-T-066 - Dringende werken aan het hoge dak van school 11 B” en het verzoek van het Toezicht om de verbetering van wettelijke verwijzing mee te delen aan de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o d ii (de opdracht kan slechts aan een bepaalde ondernemer worden toevertrouwd: mededinging ontbreekt om technische redenen);

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 13 december 2018 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2018-T-066 - Dringende werken aan het hoge dak van school 11 B (art. 249)”;

Overwegende dat conform artikel 249 van de NGW, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Art 1: Zijn beslissing van 21 januari 2019 te herzien wat betreft de rechtsgrond van de overheidsopdracht, namelijk artikel 42, § 1, 1^o d ii in plaats van artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 en daarbij opnieuw akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 13 december 2018, waarin beslist werd:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2018-T-066 - Dringende werken aan het hoge dak van school 11 B (art. 249)”, conform artikel 42 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak.

- de firma SPRL SOLABEL, Rue Charles Jaumotte 33 te 1300 Limal aan te stellen voor het offertebedrag van 122.323,70 € excl. BTW of 129.663,12 €, 6% BTW inbegrepen of 142.629,43 €, 6% BTW en prijsherziening inbegrepen.

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 142.629,43 €, 6% BTW inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel 7202/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2018 tijdens de volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

20 **Marchés publics - 2019-T-004 - Réfection du carrefour Liège - Vanpé - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 février 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publicité préalable comme mode de passation du marché «2019-T-004 - Réfection du carrefour Liège - Vanpé (art. 249)» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 février 2019, décidant:

- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « 2019-

T-004 - Réfection du carrefour Liège - Vanpé (art. 249)», Conformément à l'article 42, § 1, 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

- de désigner la société EUROVIA BELGIUM s.a., Allée Hof ter Vleest, 1 à 1070 Bruxelles pour le montant d'offre de 35.578,19 € hors TVA ou 43.049,61 € 21% TVA Comprise.

Art 2: D'admettre la dépense de 43.049,61 € 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget 2019 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2019-T-004 – Herstelling van het kruispunt Luik-Vanpé - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) ;

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 februari 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2019-T-004 – Herstelling van het kruispunt Luik-Vanpé (art. 249)»;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 februari 2019, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2019-T-004 – Herstelling van het kruispunt Luik-Vanpé (art. 249)» conform artikel 42, § 1, 1° a) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

- de firma EUROVIA BELGIUM n.v., Hof ter Vleestdreef, 1 te 1070 Brussel aan te stellen voor het offertebedrag van 35.578,19 € excl. BTW of 43.049,61 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 43.049,61 €, 21% BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel van uitgave 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

21 **Marchés publics - 2019-F-006 – Fourniture d’une chaudière et accessoires pour la conciergerie de l’école 3 - Application de l’article 249 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €) ;

Vu l’article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 21 mars 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-F-006 – Fourniture d’une chaudière et accessoires pour la conciergerie de l’école 3 (art. 249)» ;

Considérant que conformément à l’article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 21 mars 2019, décidant :

- de choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « 2019-F-006 – Fourniture d’une chaudière et accessoires pour la conciergerie de l’école 3 (art. 249) », Conformément à l’article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

- de faire application de l’article 249 de la NLC en vertu de l’urgence impérieuse et imprévisible.

- de désigner la société Sanistock, Rue Van Schoor 86 à 1030 Bruxelles, pour le montant d’offre contrôlé de 2.034,77 € HTVA, soit de 2.462,09 € TVAC.

Art 2 : D’admettre la dépense de 2.462,09 € TVAC comprise et de l’inscrire à l’article de dépense 7201/744-98/03 du service extraordinaire du budget 2019 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2019-F-006 – Levering van een verwarmingsketel en toebehoren voor de conciërgewoning van school 3 - Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag zonder BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 21 maart 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « 2019-F-006 – Levering van een verwarmingsketel en toebehoren voor de conciërgewoning van school 3 (art. 249) »;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 21 maart 2019, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht « 2019-F-006 – Levering van een verwarmingsketel en toebehoren voor de conciërgewoning van school 3 (art. 249) » conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak.

- de firma Sanistock, Van Schoorstraat 86 te 1030 Brussel, aan te stellen voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.034,77 € excl. BTW of 2.462,09 € BTW inbegrepen.

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 2.462,09 €, BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel 7201/744-98/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Marc Loewenstein demande ce qui justifie en l'espèce le recours à l'urgence (procédure 249) ? Que s'est-il passé ? En l'absence de budget présenté par la majorité, il rappelle que le recours à l'article 249, à savoir autoriser une dépense urgente non inscrite au budget, doit être l'exception et qu'il ne faut pas que le Collège s'en serve pour contourner l'absence de budget.

Marc Loewenstein vraagt waarom in dit geval een beroep gedaan wordt op hoogdringendheid (procedure 249)? Wat is er gebeurd? Bij gebrek aan een begroting voorgesteld door de meerderheid, herinnert hij eraan dat het beroep op artikel 249, namelijk toestemming geven aan een dringende uitgave die niet is ingeschreven in de begroting, de uitzondering moet blijven en dat het College dit niet mag gebruiken om de afwezigheid van begroting te omzeilen.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

22 Interpellation - La flexibilité des horaires du personnel et le régime des heures de table (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (*Complémentaire*)

Interpellation de Marc Loewenstein, conseiller communal DÉFI, à l'attention du Collège des bourgmestre et échevins

Concerne : la flexibilité des horaires du personnel et le régime des heures de table

De nombreuses structures professionnelles adoptent désormais des horaires flexibles. Ainsi, au lieu par exemple de devoir prêter entre 8h et 16h30, il leur est proposé de commencer leur journée entre 8h et 9h et de finir entre 16h30 et 17h30.

Si cette possibilité n'est pas concevable pour toutes les fonctions au sein d'une entreprise ou administration communale, notamment lorsqu'il faut assurer l'accueil aux clients ou au public, elle permet à chacun de s'organiser en fonction notamment de ses contraintes familiales ou des embarras de circulation.

Par ailleurs, au sein de l'administration communale de Forest, les heures de pause de midi sont différentes entre les services situés rue du Patinage et rue Saint-Denis d'une part, et ceux situés au 112 de l'autre. Ainsi, si les premiers ont leur pause à 13h, les seconds ont la leur à 12h alors que les horaires journaliers sont les mêmes (8h à 16h30).

L'explication est sans doute historique : l'heure du midi du personnel administratif du 112 est fixée à 12h parce qu'elle se calque sur la pause de midi du personnel ouvrier qui commence sa journée plus tôt ; tandis que l'heure du midi du personnel administratif de Saint-Denis et du Patinage (originellement situé à l'Hôtel communal), que l'on peut étendre d'ailleurs aux services situés dans les autres bâtiments communaux, se calque sur les horaires du service population et donc sur celui de l'ouverture des guichets. Pour les uns, la journée est coupée en deux fois 4h de travail, pour les autres, en une fois 5h, puis une fois 3h.

Mes questions :

- Le collège prévoit-il de revoir le règlement de travail afin d'instaurer cette flexibilité des horaires ?
- Qu'en est-il par ailleurs du régime actuel des heures de pause déjeuner ? Est-il envisageable que le personnel qui n'exerce pas une mission d'accueil puisse choisir son heure de table en lieu et place des horaires actuels figés ?
- Ce point a-t-il déjà été discuté avec les syndicats ? A défaut, prévoyez-vous de le mettre à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de négociation syndicale ?

Interpellatie - De flexibiliteit in werktijden van het personeel en de regeling inzake middagpauzes (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid) (*Aanvullend*)

Interpellatie van Marc Loewenstein, DéFI-gemeenteraadslid, ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen

Betreft: de flexibiliteit in werktijden van het personeel en de regeling inzake middagpauzes

Tegenwoordig hanteren talrijke professionele structuren flexibele werktijden. Zo wordt hun voorgesteld om, in plaats van tussen 8u en 16u30 te presteren, hun dagtaak tussen 8u en 9u aan te vatten en te eindigen tussen 16u30 en 17u30.

Hoewel deze mogelijkheid niet voor alle functies in een onderneming of gemeentebestuur denkbaar is, onder meer wanneer men moet instaan voor het onthaal van klanten of het publiek, stelt ze iedereen wel in staat zich te organiseren in het licht van zijn of haar familiale verplichtingen of de verkeershinder.

Bovendien verschillen de middagpauzes in het gemeentebestuur van Vorst tussen de diensten in de Schaatsstraat en de Sint-Denijsstraat enerzijds en die in de 112 anderzijds. Terwijl de eersten hun pauze om 13u nemen, nemen de andere ze om 12u, terwijl de werktijden dezelfde zijn (8u tot 16u30).

De redenen zijn ongetwijfeld historisch van aard: de middagpauze van de administratieve personeelsleden van de 112 werd vastgelegd om 12u omdat dit overeenstemt met de middagpauze van het arbeiderspersoneel, van wie de werkdag vroeger begint, terwijl het tijdstip van de middagpauze van de administratieve personeelsleden van de Sint-Denijs- en de Schaatsstraat (die zich oorspronkelijk in het Gemeentehuis bevonden), wat men bovendien mag uitbreiden naar de diensten in de andere gebouwen van de gemeente, overeenstemt met de uurregeling van de Bevolkingsdienst en dus die van de opening van de loketten.

Voor de enen wordt de werkdag in twee helften van 4u gesneden, voor de andere in een stuk van 5u en een van 3u.

Mijn vragen:

- Is het College van plan het arbeidsreglement te herzien om deze flexibiliteit in werktijden in te voeren?
- Wat is overigens de huidige regeling in verband met de middagpauzes? Valt het de overwegen om het personeel zonder onthaalfunctie zelf zijn middagpauze te laten kiezen in plaats van de huidige, vastgelegde uurregeling?
- Werd dit al met de vakbonden besproken? Zo niet, bent u van plan dit op de agenda van een volgende onderhandelingsvergadering met de vakbonden te plaatsen?

Monsieur Loewenstein apporte un complément à son interpellation initiale:

- **Le collège prévoit-il de revoir le règlement de travail afin d'instaurer cette flexibilité des horaires, sachant par ailleurs que certains agents bénéficient déjà de dérogations d'horaire ?**

Le Bourmestre apporte les éléments de réponse.

De heer Loewenstein brengt een aanvulling op zijn oorspronkelijke interpellatie:

- **Is het college van plan het arbeidsreglement te herzien om deze flexibiliteit in werktijden in**

te voeren, in de wetenschap dat bepaalde beambten overigens reeds genieten van een afwijkend uurrooster?

De Burgemeester antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

Nabil Boukili entre en séance / treedt in zitting.

23 **Interpellation - Le règlement d'ordre intérieur des écoles et les sanctions en cas de retards (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation de Marc Loewenstein, conseillier communal DÉFI, à l'attention du Collège des bourgmestres et échevins

Concerne : Le règlement d'ordre intérieur des écoles et les sanctions en cas de retards

La déclaration de politique générale du Collège prévoit d'« Évaluer qualitativement le ROI des écoles communales avec les différents acteurs (associations de parents, équipes éducatives, PO...) ».

La question de la révision du ROI est un point important pour les Ecolos. Nous voilà plus de 5 mois après l'installation du nouveau collège. J'imagine que, vu le caractère sensible de cette question, des initiatives ont été entretemps prises, des consultations ont été menées.

Le Collège pourrait-il dès lors m'indiquer :

- Où en est l'état d'avancement de ce dossier ?
- Est-ce que des consultations ont été organisées ? Si oui, qui a été consultés ? Le service de l'instruction publique ? Les directions d'écoles ? Les enseignants ? Les parents ? Sous quelle forme cette consultation a-t-elle eu lieu ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie - Het huishoudelijk reglement van de scholen en de straffen in het geval van laattijdige aankomsten (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Interpellatie van Marc Loewenstein, DÉFI-gemeenteraadslid, ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen

Betreft: Het huishoudelijk reglement van de scholen en de straffen in het geval van laattijdige aankomsten

De Algemene Beleidsverklaring van het College voorziet het volgende: "Het HR van de gemeentescholen kwalitatief evalueren met de verschillende spelers (ouderverenigingen, onderwijsteams, IM, ...)".

Het vraagstuk van de herziening van het HR is een belangrijk punt voor de groenen. Vandaag zijn we 5 maanden na de installatie van het nieuwe college. Ik beeld me in dat er intussen, gezien het gevoelige karakter van dit vraagstuk, initiatieven werden genomen, dat er besprekingen hebben plaatsgevonden?

Kan het college me dus laten weten:

- hoe dit dossier er nu voor staat?
- of er besprekingen werden georganiseerd? Zo ja, wie werd er geraadpleegd? De Dienst Openbaar Onderwijs? De schooldirecties? De onderwijzers? De ouders? Welke vorm hebben deze besprekingen aangenomen?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Monsieur Loewenstein apporte un complément à son interpellation initiale:

Avant et pendant la dernière campagne électorale communale, Ecolo et PS s'étaient fortement opposés quant à la mise sur pied d'une réglementation spécifique en cas de retards dans les écoles communales francophones. Le Conseil communal avait alors voté ce fameux ROI avec une majorité alternative : d'un côté : PS-DÉFI-MR, de l'autre : ECOLO-cdH.

Cette révision du ROI était un argument de campagne, une promesse électorale d'ECOLO, c'était l'une de ses revendications centrales. Le MR avait alors soudainement changé son fusil d'épaule et plaidé aussi pour cette révision du ROI alors qu'il avait voté pour, ceci, vu l'accord préélectoral avec Ecolo et le cdH et les perspectives d'alliances futures...

Au vu du résultat, on note que les opposés continuent à s'attirer et qu'on en arrive à retrouver Ecolo et le PS au sein du collège, à la différence que le rapport de force est inversé.

Madame De Ridder :

Cher Monsieur Loewenstein,

Je vous remercie, une fois de plus, pour l'intérêt que vous portez à nos écoles publiques et de conférer ainsi à cette matière toute l'importance qu'elle mérite.

La révision du ROI des écoles figure effectivement dans la Déclaration de Politique Générale. Nous ne l'avons pas rangée dans un tiroir, soyez-en assuré.

En ce début de législature, comme vous pouvez l'imaginer, il a fallu commencer par réaliser un état des lieux de nos écoles. Tout est essentiel et lié dans la compétence Enseignement. En fonction du diagnostic mais également des nouvelles directives que nous impose la communauté Wallonie Bruxelles, il a fallu établir un ordre de priorités dans nos actions.

Six de nos écoles ont intégré la 2^e cohorte des établissements scolaires qui sont tenues d'élaborer leur plan de pilotage, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, pour avril 2020. La première préoccupation des directions va sans dire à cet immense chantier qui mobilisera l'an prochain toute leur énergie et leurs moyens. Ces dernières, la coordinatrice de l'enseignement et moi-même avons enfin été formées tout récemment sur ce chapitre. Nous allons donc nous y attaquer sans tarder. En effet, celui-ci aura un énorme impact sur le fonctionnement de nos écoles et la révision du ROI ne peut s'envisager sans en tenir compte. A ce propos, il faut souligner que les objectifs spécifiques à

définir par les écoles rencontrent un bon nombre d'ambition de notre DPG : lutte contre le décrochage scolaire, lutte contre la violence en milieu scolaire, ponts entre l'école et la culture, promotion de l'environnement et du développement durable, renforcement de l'intégration etc. Tout ceci doit donc être pensé d'une façon globale, avec minutie et clairvoyance.

Deuxièmement, il nous est apparu que l'état des infrastructures scolaires était préoccupant. Force a été de le constater au vu des rapports d'entreprise annuels, ceux-ci nécessitent une rénovation complète. Pour ce faire, nous sommes en train d'élaborer un plan école qui suppose une réflexion collective, des rencontres, des recherches de subsides tout azimut, des réunions. Bref, un travail assidu et qui mobilise de nombreux intervenants. Le service travaux, à l'initiative de l'échevine Françoise Père et en bonne intelligence avec le service Instruction Publique, engage tous ses moyens techniques et humains depuis 2 mois pour mener à bien la sécurisation de l'école des Marronniers. Dans le Pacte d'excellence, il est également prévu d'améliorer le bien-être à l'école et le climat scolaire. Nul doute que la révision du ROI est nécessaire pour répondre à cet objectif d'amélioration. Celle-ci doit se faire selon une méthodologie bien réfléchie et nécessite la création d'un outil d'évaluation performant. La consultation des équipes éducatives, des enfants et des parents représente, comme vous semblez le préconiser Monsieur Loewenstein, une étape indispensable. Cependant, c'est une question sensible qui exige de prendre en considération des prismes parfois très différents. Cela se fera, mais sans précipitation et dans la concertation. En effet, la co-construction est indubitablement le meilleur moyen de le faire respecter par la plupart.

De heer Loewenstein brengt een aanvulling op zijn oorspronkelijke interpellatie:

Voor en tijdens de laatste campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen waren Ecolo en PS fel gekant tegen de opstelling van een specifieke reglementering voor laattijdig toekomen in de Franstalige gemeentescholen. De Gemeenteraad had dan dit beruchte IR gestemd met een alternatieve meerderheid: aan een kant: PS-DéFI-MR, aan de andere kant: ECOLO-cdH. Deze herziening van het IR was een campagneargument, een verkiezingsbelofte van ECOLO, het was één van hun centrale eisen. De MR heeft dan plots zijn geweer van schouder veranderd en ook gepleit voor deze herziening van het IR terwijl ze voor hadden gestemd, dit, gezien het voorakkoord met Ecolo en de cdH en de vooruitzichten van toekomstige allianties...

Gezien het resultaat, merken we dat de tegengestelden elkaar blijven aantrekken en dat we er uiteindelijk toe komen om Ecolo en de PS te vinden binnen het college, met dit verschil dat de machtsverhouding omgekeerd is.

Mevrouw De Ridder:

Geachte heer Loewenstein,

Ik dank u nogmaals voor de belangstelling die u toont voor onze openbare scholen en omdat u deze materie zodoende alle belang verleent die ze verdient.

De herziening van het HR van de scholen wordt inderdaad voorzien door de Algemene Beleidsverklaring. Laat me u verzekeren dat wij dit zeker niet op de lange baan hebben geschoven. Zoals u zich ongetwijfeld wel kunt indenken, moesten wij, nu deze legislatuur begonnen is, eerst een stand van zaken voor onze scholen opstellen. Bij de bevoegdheid Onderwijs is alles van essentieel belang en met elkaar verbonden. Op basis van de diagnose maar tevens van de nieuwe richtlijnen die de Franse Gemeenschap ons oplegt, moesten we onze acties rangschikken op basis van prioriteiten.

Zes van onze scholen zijn opgenomen in de tweede cohort schoolinrichtingen die verondersteld

worden tegen april 2020 hun sturingsplan op te stellen, volgens de bepalingen die door de Regering werden vastgelegd. Het hoeft geen betoog dat de eerste bekommernis van de directies uitgaat naar dit werk, dat volgend jaar al hun energie en middelen in beslag zal nemen. Tot slot hebben deze directies, de coördinatrice van het onderwijs en ikzelf over dit hoofdstuk onlangs een vorming gevolgd. We zullen er dus meteen onze tanden in zetten. Dit project zal immers een enorme weerslag hebben op onze scholen, en het HR kan onmogelijk worden herzien zonder hier rekening mee te houden. In dit verband moet worden benadrukt dat de specifieke doelstellingen die de scholen moeten vastleggen tegemoetkomen aan een groot aantal ambities van onze ABV: de strijd tegen schoolverzuim, de strijd tegen geweld op school, het bouwen van bruggen tussen school en cultuur, de bevordering van het leefmilieu en duurzame ontwikkeling, versterking van de integratie, enz. Dit alles moet dus op een globale wijze worden uitgedacht, met zorgvuldigheid en een scherpe blik. Ten tweede is gebleken dat de toestand van de schoolinfrastructuur zorgwekkend is. Gelet op de jaarlijkse bedrijfsverslagen moesten we vaststellen dat ze een volledige renovatie nodig hebben. Daarom zijn we bezig aan de uitwerking van een scholenplan, wat collectief denkwerk, bijeenkomsten, het zoeken naar subsidies in alle richtingen, vergaderingen, ... vergt. Kortom: nauwgezet werk, met talrijke tussenkomende partijen. De Dienst Openbare Werken zet sinds twee maanden, op initiatief van schepenen Françoise Père en in goede samenwerking met de met de Dienst Openbaar Onderwijs, alle technische en menselijke middelen in het werk om te zorgen voor de goede beveiliging van de school Les Marronniers.

In het Pact voor Excellentieonderwijs wordt tevens de verbetering van het welzijn op school en het schoolklimaat voorzien. Ongetwijfeld is de herziening van het HR nodig om aan deze verbeteringsdoelstelling tegemoet te komen. Deze herziening moet worden uitgevoerd volgens een goed overdachte methodologie en noopt tot de vorming van een performant evaluatie-instrument. De raadpleging van de onderwijsteams, van de kinderen en van de ouders vormt, zoals u weet, mijnheer Loewenstein, een onontbeerlijke stap. Dit is echter een gevoelige kwestie, die vereist dat er rekening wordt gehouden met soms zeer verschillende prisma's. Dit zal gebeuren, maar zonder overhaasting en in overleg. Co-constructie is immers zonder enige twijfel de beste wijze om ervoor te zorgen dat het HR door de meeste betrokkenen wordt nageleefd.

1 annexe / 1 bijlage

-
- 24 **Motion relative à la prise en compte de la valeur patrimoniale des ascenseurs anciens lors de leur modernisation (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)**

**Motion relative à la prise en compte de la valeur patrimoniale
des ascenseurs anciens lors de leur modernisation**

Déposée par Marc LOEWENSTEIN (DéFI), Caroline DUPONT (PS), Cédric PIERRE-DE
PERMENTIER (MR),
Evelyne HUYTEBROECK (Ecolo) et Laurent HACKEN (cdH)

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Considérant l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs, arrêté fondé sur une recommandation européenne de 1995 ;

Considérant que cet arrêté impose aux propriétaires d'ascenseurs un programme de modernisation, dont le déroulement peut être résumé comme suit :

- Un service externe pour les contrôles techniques (SECT) effectue une analyse des risques de l'ascenseur, à savoir un examen relatif aux aspects de sécurité listés à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 9 mars 2003, « *pour déterminer si des mesures de préventions suffisantes ont été mises en œuvre eu égard aux dangers correspondants* » ;
- Sur base de cette analyse, un ascensoriste propose un programme de modernisation ;
- Le propriétaire procède aux travaux, étant entendu que
 - • pour les ascenseurs mis en service avant le 1er janvier 1958, les modernisations doivent être effectuées au plus tard le 31 décembre 2022 ;
 - • pour les ascenseurs mis en service entre 1958 et 1984, les modernisations devaient être effectuées au plus tard le 31 décembre 2016 ;
 - • pour les ascenseurs mis en service après 1984, les modernisations devaient être effectuées au plus tard le 31 décembre 2014 ;
- Le propriétaire fait contrôler les travaux de modernisation par le SECT qui a effectué l'analyse de risques, cet organisme délivre une attestation de régularisation ;

Considérant qu'il est apparu que les ascenseurs à trémie ouverte (c'est-à-dire, donc la cage n'est pas emmurée, mais séparée de la cage d'escalier par des grillages) posaient problème, au regard des critères de l'analyse des risques ;

Considérant qu'à Forest, de nombreux ascenseurs se trouvent au centre de la cage d'escalier : une des particularités de ce type d'ascenseur est sa gaine grillagée partiellement fermée, caractéristique relativement commune dans les bâtiments anciens des centres urbains ;

Considérant que, pour ce type d'ascenseur, les SECT ne proposent aujourd'hui que des analyses de risques standardisées – sous forme de *checklist* – alors que suivant le texte de l'arrêté royal du 9 mars 2003 « *l'analyse de risques doit être effectuée non seulement en tenant compte des caractéristiques techniques de l'ascenseur, mais aussi de l'éventuelle valeur historique de l'ascenseur et des caractéristiques d'utilisation spécifique, dans la mesure du raisonnable pour les utilisateurs de l'ascenseur* » (annexe 1 de l'Arrêté royal du 9 mars 2003, al. 1^{er}) ;

Que cette seconde méthode d'analyse est connue sous le nom de « *méthode Kinney* », méthode internationalement reconnue qui prend en considération trois éléments permettant l'évaluation d'un risque : la probabilité, l'exposition et les conséquences ;

Que cette méthode Kinney n'est pas appliquée aujourd'hui au motif que, sur les 12 SECT, aucun ne dispose du personnel apte à faire de tels contrôles sur mesure ;

Considérant que ce défaut d'exécution de l'arrêté royal réduit les chances de mettre en conformité les ascenseurs d'époque tout en conservant leur valeur patrimoniale ;

Considérant que, outre l'impact sur la valeur patrimoniale des ascenseurs, le recours à l'analyse sur mesure et aux adaptations qui s'ensuivent est beaucoup moins coûteux que les travaux réalisés sur la base de l'analyse des risques standardisées ;

Que pour une mise en conformité d'un ascenseur d'une copropriété de 7 niveaux selon la *checklist*, il faut compter de 80.000 à 100.000€, dont 40.000€ rien que pour obturer la gaine, alors que, pour le sécuriser avec un peu d'imagination et beaucoup de savoir-faire sur la base de la méthode Kinney, entre 20.000 et 25.000€ peuvent suffire ;

Que cette situation a un impact financier important pour les copropriétés et petits propriétaires concernés ;

Considérant que, au-delà de l'importance de respecter le principe même des règles édictées, et ce, quel que

soit le niveau de revenu des personnes impactées, tous les propriétaires n'ont pas les moyens de supporter de tels coûts et l'impact social de la situation ne peut être négligé ;

Que ce sont donc les seuls propriétaires qui subissent cet antagonisme entre le texte de l'arrêté royal et son application par les organismes de contrôle agréé ; ceux-ci ne pouvant communiquer à leurs ascensoristes qu'une analyse standardisée, sans qu'il soit tenu compte de l'intérêt patrimonial et technique de leur installation ;

Considérant que les mesures de sécurité standards suivantes sont préconisées à l'annexe 1 de l'A.R. du 9 mars 2003, à savoir l'« *adaptation des gaines avec des parois discontinues lorsque les parties mobiles sont accessibles* » et l'« *adaptation des cabines avec des parois non fermées lorsque les parties mobiles sont accessibles* » ;

Que, en pratique, les SECT et, à leur suite, les ascensoristes, préconisent la fermeture des trémies d'ascenseurs (emmurement, fermeture par des vitres, caissons en inox, ...) ;

Considérant que, avant le 1er janvier 2018, des installations modernisées à l'aide de rideaux photosensibles (qui permet d'enfermer la cage d'ascenseur dans un faisceau d'ondes) ont obtenu une attestation de régularisation délivrée par un SECT ;

Que la pose d'un rideau de sécurité électronique permet d'assurer l'arrêt immédiat de la cabine en cas d'interruption du faisceau lumineux ;

Que cette technologie reconnue permet d'éviter un emmurement physique des trémies d'ascenseurs, préservant tant la sécurité des usagers que la valeur patrimoniale de l'installation ;

Que, depuis le 1er janvier 2018, le SPF Economie exige que ces rideaux électroniques disposent du marquage CE en tant que composants de sécurité ;

Considérant qu'aucun fabricant au monde ne dispose de ce marquage CE et que, dès lors, l'utilisation de ces dispositifs par les ascensoristes est remise en question par les SECT qui ont donné pour instruction de ne plus en placer ;

Considérant par conséquent que les propriétaires de ces ascenseurs sont donc face à un dilemme : soit ils emmurent leur installation, soit ils devront mettre leur ascenseur à l'arrêt le 31 décembre 2022 ;

Considérant l'intérêt patrimonial de ces ascenseurs et l'intérêt pour la commune de Forest de le préserver ;

Que de trop nombreux immeubles Art Déco, Néoclassiques, Beaux-Arts,... situés sur le territoire de la commune de Forest ont déjà été privés de leur bel ascenseur ancien, en bois mouluré, équipés de glaces biseautées et d'une applique en verre ou cristal taillé ; que ces ascenseurs faisaient partie intégrante de l'immeuble qu'ils équipaient, et leur style généralement en adéquation avec l'architecture du hall d'entrée ; que beaucoup d'entre eux ont cependant été remplacés par des équipements modernes, qui ne présentent plus aucune harmonie avec le style de l'immeuble ;

Considérant les enjeux de sécurité et de stabilité dont la commune et le bourgmestre en sont les garants ;

Que les exigences des SECT visant à fermer les gaines d'ascenseur à l'aide de panneaux de verre feuilleté épais peuvent avoir un impact sur la stabilité des immeubles concernés ;

Que, selon les professionnels consultés par des propriétaires d'ascenseurs, le poids de telles installations est évalué à environ 600 kilos par palier ; que, structures comprises, l'on ferait ainsi supporter aux fondations d'un immeuble de cinq étages (soit six niveaux) un dispositif de près de 4 tonnes ;

Que les immeubles anciens concernés n'ont pas été conçus pour supporter de telles modifications structurelles qui pourraient, le cas échéant, mettre en péril la stabilité du bâti ;

Considérant que la commune de Forest doit être attentive aux conséquences néfastes de l'application standardisée des dispositions de l'arrêté royal du 9 mars 2003, que cela concerne les enjeux patrimoniaux, de sécurité et de stabilité des bâtiments ou sociaux ;

Considérant l'intérêt d'établir un inventaire de ces ascenseurs anciens à valeur patrimoniale à l'échelle régionale afin de mieux qualifier ce patrimoine particulier, à la fois témoin de l'histoire de l'architecture et de l'histoire des techniques ;

Que la mise en évidence de ce parc d'ascenseurs anciens devrait susciter l'intérêt des ascensoristes pour le développement et la mise en œuvre de techniques de modernisation adaptées à la conservation du

patrimoine ;

Que cela amènerait davantage d'ascensoristes à se former à ces techniques respectueuses du patrimoine et permettrait aux copropriétaires de trouver plus facilement des professionnels compétents et disponibles pour répondre à leurs demandes ;

Considérant que si l'on ouvre aujourd'hui ces filières de formation spécifiques et que l'échéance de la mise aux normes est maintenue au 31 décembre 2022, il ne sera pas possible de moderniser tous les ascenseurs concernés en garantissant sécurité et préservation du patrimoine ;

Ayant entendu l'interpellation citoyenne lors de sa réunion du 26 mars 2019 ;

DEMANDE

- au Collège des bourgmestre et échevins :
 - • d'organiser à Forest un inventaire collaboratif d'ascenseurs anciens, d'en faire la publicité, le cas échéant avec une ou plusieurs communes voisines ;
 - • d'organiser une séance d'information pour les propriétaires d'ascenseurs forestois à l'instar de celles organisées par les services du patrimoine des communes d'Ixelles (2016) et de Schaerbeek (2019) ;
 - • de prendre toute autre disposition utile pour préserver le patrimoine et garantir la sécurité des personnes et des biens ;
- au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :
 - • de mettre les moyens nécessaires en termes de personnel et de logistique afin d'établir un inventaire régional d'ascenseurs anciens en collaboration avec les communes ;
 - • d'encourager les filières de formation d'ascensoristes spécifiques à la préservation des ascenseurs anciens à valeur patrimoniale ;
- au Gouvernement fédéral :
 - • de mettre en place des solutions techniques augmentant la sécurité et respectant la valeur patrimoniale des anciens ascenseurs ;
 - • de donner les moyens aux SECT de réaliser les analyses des risques tant selon la méthode standardisée que selon la méthode Kinney ;
 - • de revoir son exigence d'imposer un marquage CE sur les rideaux électroniques et permettre ainsi aux ascensoristes d'y recourir à nouveau ;
- à la Secrétaire communale, de communiquer la présente motion aux 19 communes bruxelloises, au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'au Gouvernement fédéral et, au lendemain du 26 mai 2019, aux formateurs des gouvernements fédéral et régionaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Motie betreffende het in aanmerking nemen van de patrimoniale waarde van de oude liften bij de modernisering ervan (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadsled). (Aanvullend)

**Motie betreffende het rekening houden met de erfgoedkundige waarde
van de oude liften wanneer ze gemoderniseerd worden**

Ingediend door Marc LOEWENSTEIN (DéFI), Caroline DUPONT (PS), Cédric PIERRE-DE
PERMENTIER (MR),
Evelyne HUYTEBROECK (Ecolo) en Laurent HACKEN (cdH)

DE GEMEENTERAAD VAN VORST,

Overwegende het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van liften, een besluit gebaseerd op een Europese aanbeveling uit 1995;

Overwegende dat dit besluit de eigenaars van liften een modernisatieprogramma oplegt, waarvan het verloop als volgt kan worden samengevat:

- een Externe Dienst voor Technische Controles (EDTC) voert een risicoanalyse van de lift uit, dat wil zeggen een onderzoek betreffende de veiligheidsaspecten die opgesomd zijn in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 *“om na te gaan of voor corresponderende gevaren voldoende voorkomingsmaatregelen werden uitgevoerd”*;
- op basis van deze analyse stelt een liftechnicus een modernisatieprogramma voor;
- de eigenaar gaat over tot de werkzaamheden, met dien verstande dat
 - • voor de liften die voor 1 januari 1958 in dienst werden gesteld de modernisatiewerken ten laatste op 31 december 2022 verricht moeten zijn;
 - • voor de liften die tussen 1958 en 1984 in dienst werden gesteld de modernisatiewerken ten laatste op 31 december 2016 verricht moesten zijn;
 - • voor de liften die na 1984 in dienst werden gesteld de modernisatiewerken ten laatste op 31 december 2014 verricht moesten zijn;
- de eigenaar laat te moderniseringswerken controleren door de EDTC die de risicoanalyse heeft uitgevoerd en deze instelling bezorgt een regularisatieattest;

Overwegende dat gebleken is dat de liften met open schacht (dat wil zeggen: waarvan de liftschacht niet ommuurd is maar door traliewerk van de trappenhal wordt gescheiden) voor problemen zorgen, gelet op de criteria van de risicoanalyse;

Overwegende dat er in Vorst veel liften zijn die zich in het midden van de trappenhal bevinden: een van de bijzonderheden van dit soort liften is hun gedeeltelijk gesloten afgerasterde schacht, een vrij gebruikelijk kenmerk in oude gebouwen in stadscentra;

Overwegende dat de EDTC's voor dit soort lift op dit ogenblik enkel gestandaardiseerde risicoanalyses aanbieden – in de vorm van *afvinklijsten* – terwijl de tekst van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 als volgt luidt: *“bij de uitvoering van de risicoanalyse [wordt] niet enkel rekening gehouden met de technische kenmerken van de lift, maar ook met de eventuele historische waarde van de lift en met specifieke gebruiksvoorwaarden indien dit voor de normale gebruikers van de lift verantwoord is”* (bijlage 1 van het Koninklijk Besluit van 9 maart 2003, 1e lid);

Dat deze tweede analysemethode bekend staat onder de naam ‘Kinney-methode’, een internationaal erkende methode die rekening houdt met drie elementen die in staat stellen het risico in te schatten: waarschijnlijkheid, blootstelling en gevolgen;

Dat deze Kinney-methode tegenwoordig niet wordt toegepast omdat geen van de 12 EDTC's over personeel beschikt dat in staat is dergelijke controles op maat uit te voeren;

Overwegende dat dit gebrek in de uitvoering van het koninklijk besluit de kansen om deze oude liften in

overeenstemming te brengen met behoud van hun erfgoedwaarde verkleint;

Overwegende, naast de weerslag op de erfgoedwaarde van de liften, dat een beroep doen op een analyse op maat en op de aanpassingen die daaruit voortvloeien minder duur is dan de werken die uitgevoerd worden op basis van gestandaardiseerde risicoanalyses;

Dat men, om een lift in een mede-eigendom van 7 niveaus conform te maken op basis van de afvinklijst, moet rekenen op € 80.000 à € 100.000, waarvan € 40.000 enkel om de koker af te sluiten, terwijl € 20.000 à € 25.000 volstaat om een lift met een beetje verbeelding en kennis van zaken veilig te maken op basis van de Kinney-methode;

Dat deze toestand een aanzienlijke financiële impact heeft voor de betrokken mede-eigenaars en kleine eigenaars;

Overwegende, naast het belang van de naleving van het beginsel zelf van de uitgevaardigde regels en dit ongeacht het inkomensniveau van de betrokken personen, dat niet alle eigenaars de middelen hebben om dergelijke kosten te dragen en dat de sociale gevolgen van de situatie niet kunnen worden genegeerd;

Dat het dus de enige eigenaars zijn die deze tegenstelling tussen de tekst van het koninklijk besluit en zijn toepassing door de erkende controle-instellingen ondergaan, aangezien deze hun liftechnici enkel een gestandaardiseerde analyse kunnen meedelen, zonder dat er rekening wordt gehouden met de erfgoedkundige en technische waarde van hun installatie;

Overwegende dat de volgende standaardveiligheidsmaatregelen door bijlage 1 van het K.B. van 9 maart 2003 worden aanbevolen: de *“aanpassing van schachten met niet-doorlopende schachtwanden waarbij bewegende delen genaakbaar zijn”* en de *“aanpassing van kooien met niet-gesloten kooiwanden waarbij bewegende delen genaakbaar zijn”*;

Dat de EDTC's en, in hun kielzog, de liftechnici in de praktijk de afsluiting van de liftschachten aanbevelen (ommuring, afsluiting door ruiten, vakken van rvs, ...);

Overwegende dat de installaties die met behulp van lichtgevoelige roldeuren veilig werden gemaakt (wat het mogelijk maakt de liftschacht in een stralenbundel op te sluiten) voor 1 januari 2018 een regularisatieattest van een EDTC kregen;

Dat de plaatsing van een elektronische veiligheidsroldeur het mogelijk maakt ervoor te zorgen dat de kooi onmiddellijk tot stilstand komt in het geval van onderbreking van de stralenbundel;

Dat deze erkende technologie in staat stelt een fysieke ommuring van de liftschachten te vermijden en zodoende zowel de veiligheid van de gebruikers als de erfgoedwaarde van de installatie te vrijwaren;

Overwegende dat de FOD Econome sinds 1 januari 2018 eist dat deze elektronische roldeuren over een CE-markering als veiligheidscomponenten beschikken;

Overwegende dat geen enkele fabrikant ter wereld over deze CE-markering beschikt en dat het gebruik van deze systemen door liftechnici bijgevolg door de EDTC's, die de instructie hebben gegeven er geen meer te plaatsen, opnieuw in vraag wordt gesteld;

Overwegende bijgevolg dat de eigenaars van deze liften voor een dilemma worden geplaatst: ofwel ommuren ze hun installatie, ofwel moeten ze hun lift op 31 december 2022 tot stilstand brengen;

Overwegende het erfgoedkundige belang van deze liften en het belang van hun behoud voor de gemeente Vorst;

Overwegende dat er al te veel art deco-gebouwen, neoklassieke gebouwen, Beaux-Arts-gebouwen ... op het grondgebied van de gemeente Vorst reeds afscheid hebben moeten nemen van hun mooie oude lift met houten lijstwerk, met spiegels met geslepen randen en een versiersel van glas of gesneden kristal; dat deze liften integraal deel uitmaakten van het gebouw waar ze zich in bevonden en dat hun stijl over het algemeen in overeenstemming was met de architectuur van de inkomhal; dat veel ervan echter werden vervangen door moderne uitrustingen die geen enkele harmonie met de stijl van het gebouw vertonen;

Overwegende de uitdagingen inzake veiligheid en stabiliteit, waar de Gemeente en de Burgemeester garant voor staan;

Dat de eisen van de EDTC's die de afsluiting van de liftschachten met behulp van panelen van dik gelaagd glas beogen een impact kunnen hebben op de stabiliteit van de betrokken gebouwen;

Dat het gewicht van dergelijke installaties, volgens de vaklui die door eigenaars van liften geraadpleegd werden, geschat wordt op ongeveer 600 kilo per overloop; dat de funderingen van een gebouw met vijf

verdiepingen (ofte zes niveaus) zodoende, structuren inbegrepen, een uitrusting van bijna 4 ton zouden moeten dragen;

Dat de betrokken oude gebouwen niet ontworpen werden om dergelijke structurele wijzigingen te dragen – wijzigingen die indien uitgevoerd de stabiliteit van het gebouw in het gedrag zouden kunnen brengen;

Overwegende dat de Gemeente Vorst waakzaam moet zijn rond de nefaste gevolgen van de gestandaardiseerde toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2003, of dit nu betrekking heeft op de uitdagingen in verband met erfgoed, veiligheid en gebouwen dan wel de sociale uitdagingen;

Overwegende het belang van de opstelling van een inventaris van deze oude liften met erfgoedkundige waarde op schaal van het gewest, teneinde dit bijzondere erfgoed, dat getuige is van zowel de geschiedenis van de architectuur als van de geschiedenis van de technieken, beter te kwalificeren;

Dat het tonen van dit park aan oude liften de belangstelling van liftechnici voor de ontwikkeling en de toepassing van modernisatietechnieken die geschikt zijn voor het behoud van het erfgoed zou moeten opwekken;

Dat dit ertoe zou leiden dat meer liftechnici zich zouden vormen inzake deze erfgoedvriendelijke technieken en de mede-eigenaars in staat zou stellen gemakkelijker bekwaame en beschikbare vaklui die hun aanvragen kunnen beantwoorden te vinden;

Overwegende dat het niet mogelijk zal zijn alle betrokken liften te moderniseren met garanties voor hun veiligheid en het behoud van het erfgoed indien we vandaag dergelijke specifieke opleidingsrichtingen openen en de einddatum voor de aanpassing aan de normen op 31 december 2022 gehouden wordt;

De burgerinterpellatie tijdens zijn zitting van 26 maart 2019 beluisterd hebbend;

VRAAGT

- aan het College van Burgemeester en Schepenen:
 - • in Vorst een collaboratieve inventaris van de oude liften te organiseren en er ruchtbaarheid aan te geven, in voorkomend geval met een of meer buurgemeenten;
 - • een informatiesessie te organiseren voor de Vorstse eigenaars van liften, in navolging van die georganiseerd door de erfgoeddiensten van de gemeenten Elsene (2016) en Schaarbeek (2019);
 - • iedere andere nuttige maatregelen te nemen om het erfgoed te vrijwaren en de veiligheid van de personen en goederen te garanderen;
- aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:
 - • de nodige middelen op het vlak van personeel en logistiek ter beschikking te stellen teneinde een gewestelijke inventaris van oude liften op te stellen, in samenwerking met de gemeenten;
 - • specifieke opleidingsrichtingen voor liftechnici voor het vrijwaren van oude liften met erfgoedwaarde aan te moedigen;
- aan de Federale Regering:
 - • technische oplossingen in te stellen die de veiligheid doen toenemen en de erfgoedwaarde van de oude liften eerbiedigen;
 - • de EDTC's de middelen te geven risicoanalyses uit te voeren op basis van zowel de gestandaardiseerde methode als van de Kinney-methode;
 - • haar eis om een CE-markering op te leggen voor elektronische roldeuren te herzien en de liftechnici zodoende in staat te stellen hier opnieuw een beroep op te doen;
- aan de Gemeentesecretaris deze motie mee te delen aan de 19 Brusselse gemeenten, aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alsook aan de Federale Regering en, daags na 26 mei 2019, aan de formateurs van de federale en gewestelijke regering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Monsieur Loewenstein:

Nous avons eu une intéressante interpellation citoyenne lors du dernier conseil communal. Je renvoi au compte rendu du 26 mars pour prendre connaissance du détail du dossier.

Il y a un réel intérêt à prendre ce sujet en compte et soutenir les propriétaires et copropriétaires d'ascenseurs anciens qui sont tenus de moderniser leur cage d'ascenseurs d'ici 2022.

Il y a là un enjeu patrimonial, mais aussi social et également de bon sens.

La motion qui vous est soumise vise à demander au Collège des bourgmestre et échevins d'une part à organiser à Forest un inventaire collaboratif d'ascenseurs anciens, d'en faire la publicité, le cas échéant avec une ou plusieurs communes voisines, d'autre part, d'organiser une séance d'information pour les propriétaires d'ascenseurs forestois à l'instar de celles organisées par les services du patrimoine des communes d'Ixelles (2016) et de Schaerbeek (2019) et, enfin, de prendre toute autre disposition utile pour préserver le patrimoine et garantir la sécurité des personnes et des biens. Elle vise par ailleurs à demander au Gouvernement de mettre les moyens nécessaires en terme de personnel et de logistique afin d'établir un inventaire régional d'ascenseurs anciens en collaboration avec les communes, mais aussi d'encourager les filières de formation d'ascensoristes spécifiques à la préservation des ascenseurs anciens à valeur patrimoniale. La motion prévoit de demander au Gouvernement fédéral de mettre en place des solutions techniques augmentant la sécurité et respectant la valeur patrimoniale des anciens ascenseurs, de donner les moyens aux SECT de réaliser les analyses des risques tant selon la méthode standardisée que selon la méthode Kinney, et de revoir son exigence d'imposer un marquage CE sur les rideaux électroniques et permettre ainsi aux ascensoristes d'y recourir à nouveau. Enfin, il est demandé à la secrétaire communale de communiquer la présente motion aux 19 communes bruxelloises, au Gouvernement bruxellois ainsi qu'au Gouvernement fédéral et, au lendemain du 26 mai 2019, aux formateurs des gouvernements fédéral et régionaux.

Je remercie les groupes Ecolo, MR, PS et cdH de s'être associés à l'initiative et espère que l'adoption de cette motion fera des petits dans les autres communes.

De heer Loewenstein:

Tijdens de laatste gemeenteraad hebben we een interessante burgerinterpellatie gehad. Ik verwijs naar het verslag van 26 maart om kennis te nemen van de details van het dossier.

Het is echt van belang om dit onderwerp in aanmerking te nemen en de eigenaars en mede-eigenaars van oude liften te ondersteunen daar ze verplicht zijn tegen 2022 hun liftschacht te moderniseren. Daar zit een patrimoniale uitdaging, maar ook een sociale uitdaging waar tevens gezond verstand voor nodig is.

De motie die u wordt voorgelegd, is erop gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen enerzijds te vragen om in Vorst een gezamenlijke inventaris van oude liften te organiseren, er ruchtbaarheid aan te geven, in voorkomend geval met één of meerdere buurgemeenten, en anderzijds om een informatiesessie te organiseren voor de Vorstse eigenaars van liften in navolging van die georganiseerd door de erfgoeddiensten van de gemeenten Elsene (2016) en Schaarbeek (2019) en, tot slot, om elke andere nuttige maatregel te treffen om het patrimonium te vrijwaren en de veiligheid van personen en goederen te waarborgen. Ze is er overigens op gericht om aan de Regering te vragen om de nodige middelen inzake personeel en logistiek te voorzien om een

gewestelijke inventaris van oude liften op te maken in samenwerking met de gemeenten, maar ook om de opleidingsmogelijkheden van lifttechnici die speciaal gevormd worden voor het behoud van de oude liften met patrimoniale waarde aan te moedigen. De motie voorziet om aan de federale Regering te vragen om technische oplossingen in te stellen die de veiligheid vergroten en de patrimoniale waarde van de oude liften eerbiedigen, aan de EDTC's de middelen te geven om de risicoanalyses uit te voeren op basis van zowel de gestandaardiseerde methode als van de Kinney-methode, en haar eis om een CE-markering op te leggen voor elektronische roldeuren te herzien en de lifttechnici zodoende in staat te stellen hier opnieuw een beroep op te doen. Tot slot wordt aan de Gemeentesecretaris gevraagd om deze motie mee te delen aan de 19 Brusselse gemeenten, aan de Brusselse Regering alsook aan de federale Regering en, daags na 26 mei 2019, aan de formateurs van de federale en gewestelijke regeringen.

Ik dank de fracties Ecolo, MR, PS en cdH zich te hebben aangesloten bij het initiatief en hoop dat de goedkeuring van deze motie navolging zal krijgen in de andere gemeenten.

2 annexes / 2 bijlagen

25 **Question orale - Le projet de construction d'une piscine à Forest. (à la demande de Madame Koplowicz, Monsieur De Beer, Monsieur Boukili , conseillers communaux) (Complémentaire)**

Question orale du groupe PTB Forest

20 avril 2019

Le débat sur l'emplacement de la future piscine forestoise bat son plein, ce qui est une bonne chose. Le PTB aimerait saisir cette opportunité pour impliquer les Forestois.es dans ce débat, comme souhaité dans la déclaration de politique générale de la majorité. Nous voudrions poser les questions suivantes au collègue :

- Le collègue est-il d'accord de rendre publiques les conclusions des études de faisabilité ?
- Le collègue est-il d'accord d'impliquer les organismes éventuellement concernés (clubs de sports, comités de quartier) dans le processus de décision ?
- En cas de non consensus, le collègue est-il prêt à réaliser une consultation populaire sur ce sujet ?

Mondelinge vraag - Het project voor de bouw van een zwembad in Vorst (op vraag van Mevrouw Koplowicz, Mijnheer De Beer, Mijnheer Boukili, gemeenteraadsleden) (Aanvullend)

Mondelinge vraag van de PVDA-fractie Vorst

20 april 2019

De discussie over de ligging van het toekomstige zwembad van Vorst is in volle gang, wat een goede zaak is. De PVDA wenst van deze gelegenheid gebruik te maken om de Vorstenaren bij deze discussie te

betrekken, zoals gewenst in de Algemene Beleidsverklaring van de meerderheid. We wensen het College de volgende vragen te stellen:

- Is het College het ermee eens om de besluiten van de haalbaarheidsstudies openbaar te maken?
- Is het College het ermee eens om de eventuele belanghebbende instellingen (sportclubs, wijkcomités) bij het beslissingsproces te betrekken?
- En is het College bereid om, indien er geen consensus wordt gevonden, over dit onderwerp een volksraadpleging te organiseren?

Monsieur Quartassi apporte les éléments de réponse.

De heer Quartassi antwoordt.

2 annexes / 2 bijlagen

26 **Interpellation - Mesure antiracisme (à la demande de Madame Koplowicz, Monsieur De Beer, Monsieur Boukili , conseillers communaux) (Complémentaire)**

Interpellation du groupe PTB Forest pour le conseil communal

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,

Au conseil communal du moi de février, nous avons réagi de la bonne manière aux signes nazi dessinés sur les bulletins de vote. Nous avons réagi en votant à l'unanimité la motion contre le racisme proposée par le PTB.

Cependant, depuis ce vote, certains de nos concitoyens forestois ont subi des agressions islamophobes comme vous avez pu le lire dans la presse.

Malheureusement, ce genre de situation se banalise et multiplie, ce qui représente une menace pour le vivre ensemble. Les discours de haine et de division deviennent la norme. Et notre gouvernement en est en grande partie responsable en opposant les gens les uns contre les autres. Flamands contre wallon, belges contre étrangers, créer des citoyens de seconde zone et j'en passe. Un écran de fumée utilisé par nos dirigeants pour masquer leur incompétence politique, mais un écran de fumée avec des conséquences très graves pour notre société et sa diversité.

Voter une motion c'est très bien, mais c'est encore mieux de la concrétiser sur le terrain.

Tenant compte

1. du vote de la motion « Commune anti-racisme » qui proposait, entre autres, de mettre sur pied un groupe de travail, avec les chefs de groupe de tous les partis représentés au Conseil communal, pour élaborer un plan de lutte contre toutes les discriminations, qu'elles soient fondées sur base de couleur de peau, origine, religion, genre, orientations sexuelles ou handicap; et également d'étudier dans le cadre de ce plan la possibilité de créer

un guichet afin de faciliter le dépôt effectif de plainte par les Forestois.es victimes de discriminations, et afin de les orienter vers les services ou associations qui pourront les accompagner dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits;

2. De votre Déclaration de Politique Générale voulant faire une « fearless city »

3. Du fait qu'aucun budget n'a encore été présenté à ce conseil plus de 6 mois après les élections et que les déclarations ambitieuses de la majorité ne sont encore que des paroles en l'air alors que les gens ont besoin de concret,

Mes questions sont les suivantes :

- Quels sont les mesures concrètes que la commune va prendre pour que plus personne ne soit agressé pour son origine, sa religion ou sa couleur de peau ? Quand vont-elles être mises en place ? Sont-elles budgétées
- A quelle échéance le groupe de travail va-t-il être mis en place ?
- Du personnel supplémentaire va-t-il être engagé pour le guichet cité plus haut ?

Interpellatie - Antiracismemaatregel (op vraag van Mevrouw Koplowicz, Mijnheer De Beer, Mijnheer Boukili, gemeenteraadsleden) (Aanvullend)

Interpellatie van de PVDA-fractie van Vorst voor de gemeenteraad

Geachte heer burgemeester, dames en heren schepenen,

Tijdens de gemeenteraad van de maand februari hebben we op de goede manier gereageerd op de nazitekens die op de stembiljetten werden getekend. We hebben gereageerd door met eenparigheid van stemmen de motie tegen racisme die door de PVDA werd ingediend aan te nemen.

Zoals u echter in de pers heeft kunnen lezen, hebben sommige van onze Vorstse medeburgers echter islamofobe daden van agressie ondergaan.

Dit soort situatie wordt helaas steeds banaler en veelvuldiger, wat een bedreiging voor het samenleven vormt. Haat- en verdeeldheidsdiscoursen worden de norm. En onze regering is in grote mate verantwoordelijk door de enen tegen de anderen op te zetten. Vlamingen tegen Walen, Belgen tegen vreemdelingen, tweederangsburgers creëren, en ga zo maar door. Een rookgordijn dat onze bestuurders gebruiken om hun politieke incompetentie te verbergen, maar een rookgordijn met zeer ernstige gevolgen voor onze maatschappij en haar diversiteit.

Een motie aannemen is goed, maar nog beter is het om die op het terrein te concretiseren.

Rekening houdend:

1. met het aannemen van de 'gemeente tegen racisme'-motie, die onder andere voorstelde een werkgroep op te richten met de fractieleiders van alle partijen in de Gemeenteraad, om een plan ter bestrijding van alle vormen van discriminatie, of deze nu gebaseerd zijn op huidskleur, afkomst, religie, gender, seksuele geaardheid of handicap, uit te werken en tevens om in het kader van dit plan de mogelijkheid te onderzoeken om een loket op te richten om de daadwerkelijke indiening van klachten door de Vorstenaren die het slachtoffer van discriminatie zijn te vergemakkelijken en ze te oriënteren naar de diensten of verenigingen die ze kunnen begeleiden bij hun stappen om hun rechten te doen gelden;

2. met uw Algemene Beleidsverklaring, die een "fearless city" wil creëren;

3. met het feit dat er 6 maanden na de verkiezingen nog geen enkele begroting aan deze raad werd

voorgelegd en dat de ambitieuze verklaringen van de meerderheid op dit ogenblik nog slechts woorden in de lucht zijn, terwijl de mensen behoefte hebben aan concrete zaken;

zijn mijn vragen de volgende:

- Wat zijn de concrete maatregelen die de gemeente zal nemen opdat niemand nog zal worden aangevallen vanwege zijn afkomst, zijn godsdienst of zijn huidskleur? Wanneer zullen deze worden ingesteld? Werden ze begroot?
- Tegen welke termijn zal de werkgroep worden opgericht?
- Zal er bijkomend personeel worden aangeworven voor bovenvermeld loket?

Le Bourgmestre apporte les éléments de réponse.

De Burgemeester antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

27 **Question orale - Relative à la politique du bien-être animal (maltraitance et subside régional) (à la demande de Monsieur Pierre De-Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation orale relative à la politique du bien-être animal (maltraitance et subside régional)

La défense de la cause animale a fait l'objet de nombreuses avancées ces dernières années. Aux dernières élections communales plusieurs formations politiques ont formulé le voeu qu'une plus grande préoccupation soit accordée au bien-être animal. Cette nouvelle législature a entamé les choses positivement avec la création d'un service dédié.

Il s'agit d'un premier pas et il ne faut évidemment pas s'arrêter là, j'aimerais connaître vos projets en matière de lutte contre la maltraitance animale. Comme nous l'avons fait connaître durant la dernière campagne électorale nous défendons une politique contre les faits de maltraitance animale.

Qu'en est-il des dispositions prises par le Collège pour lutter contre ce type de faits ? Quelles sont les propositions des services de police ? Serait-il possible de mettre en place une procédure de signalement voire d'intervention ?

En 2017 et en 2018 un subside a été lancé par la secrétaire d'Etat compétente pour stimuler les initiatives locales en faveur du bien-être animal. Il contient plusieurs indications de ce que serait une commune exemplaire en la matière.

Elles requièrent notamment une information des habitants par l'organisation d'événements sur le thème du bien-être animal. Serait-il envisageable de créer une journée spéciale dédiée au bien-être animal durant laquelle la commune mettrait à l'honneur les organisations et bénévoles qui travaillent quotidiennement au

service de la cause animale. La date du 4 octobre est généralement admise comme la journée mondiale des animaux. Ce serait une bonne idée d'y associer également nos écoles afin que les bons gestes soient appris dès l'enfance.

Par ailleurs, le subside prévoit l'interdiction des feux d'artifice sur le territoire communal, un tel dispositif est déjà prévu à l'attention des particuliers pour les fêtes de fins d'année, prévoyez-vous de généraliser cette interdiction pour vous conformer aux conditions du subside ?

Enfin, le subside prévoit qu'un espace doit être dédié aux chiens dans les parcs communaux. Que prévoyez-vous pour améliorer les conditions de cohabitations parfois difficiles dans le parc Duden. Comment mieux départager les zones de liberté ? Serait-il envisageable de créer cette zone dans le Bempt et dans le Parc de Forest afin d'assurer une meilleure couverture du territoire communal ?

Mondelinge vraag - Betreffende het beleid inzake dierenwelzijn (op vraag van Mijnheer Pierre De-Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mondelinge vraag betreffende het beleid inzake dierenwelzijn (mishandeling en gewestelijke subsidie)

De verdediging van de dierenrechten heeft de jongste jaren talrijke stappen vooruit gezet. Tijdens de afgelopen gemeenteraadsverkiezingen hebben verschillende politieke formaties de wens geuit dat er meer aandacht uitgaat naar dierenwelzijn. Deze nieuwe legislatuur is goed van start gegaan, met de oprichting van een hieraan gewijde dienst.

Het gaat om een eerste stap en natuurlijk mag het daar niet bij blijven. Graag zou ik weten wat uw projecten zijn op het vlak van de bestrijding van dierenmishandeling. Zoals we gedurende de jongste verkiezingscampagne hebben laten weten, zijn wij voorstander van een beleid tegen dierenmishandeling.

Hoe staat het met de maatregelen die door het College tegen dit soort daden worden genomen? Wat zijn de voorstellen van de politiediensten? Zou het mogelijk zijn een meldings- of zelfs interventieprocedure in te stellen?

In 2017 en 2018 heeft de bevoegde staatssecretaris een subsidie gelanceerd om lokale initiatieven ten voordele van dierenwelzijn te stimuleren. Deze bevat verschillende aanwijzingen voor wat een voorbeeldgemeente op dit vlak kan doen.

Ze vergen onder meer het informeren van de inwoners door het organiseren van evenementen rond het thema dierenwelzijn. Kan het worden overwogen een speciale dag gewijd aan dierenwelzijn te organiseren, tijdens dewelke de gemeente de organisaties en vrijwilligers die zich dagelijks inzetten ten dienste van de dierenrechten in de bloemetjes kan zetten? 4 oktober wordt algemeen erkend als werelddierendag. Het zou een goed idee zijn ook onze scholen hierbij te betrekken, opdat de goede praktijken van jongs af aan worden aangeleerd.

Bovendien voorziet de subsidie het verbod op vuurwerk op het grondgebied van de gemeente. Een dergelijk systeem wordt al voorzien ter attentie van particulieren voor de eindejaarsfeesten. Bent u van plan dit verbod te veralgemenen, om u in overeenstemming te brengen met de voorwaarden van de subsidie?

Tot slot voorziet de subsidie dat er in de gemeentelijke parken een ruimte wordt voorbestemd voor honden.

Wat bent u van plan om de soms moeilijke voorwaarden van het samengaan in het Dudenpark te verbeteren? Hoe de vrijheidszones beter van elkaar scheiden? Valt het te overwegen deze zone op de Bempt en in het Park van Vorst te creëren, om voor een betere dekking van het gemeentelijke grondgebied te zorgen?

Madame Van Den Bosch apporte les éléments de réponse.

Mevrouw Van Den Bosch antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

28 **Question orale - Relative à l'enfouissement des bulles à verre et de vêtements. (à la demande de Monsieur Pierre De-Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation orale relative à l'enfouissement des bulles à verre et de vêtements.

La propreté publique fait partie des grands enjeux de cette nouvelle législature. Forest hérite malheureusement souvent de l'étiquette de « commune sale », des efforts ont été fait par le précédent échevin pour y remédier. On lui doit l'enfouissement de six bulles à verre. Elles permettent de réduire les dépôts clandestins et disposent d'une plus grande capacité de stockage. Actuellement, plusieurs bulles à verre et à vêtements demeurent en surface. Malgré leur coût important, leur enfouissement doit figurer au programme de la nouvelle majorité. En 2017 déjà un quart des bulles étaient enfouies.

Quel est le projet de la majorité en matière d'enfouissement des bulles ? Quel est le calendrier et l'emplacement des prochains enfouissements ?

Les bulles à vêtement en surface sont particulièrement victimes de dépôts clandestins et de dégradations, des contacts sont-ils en cours avec les ASBL de récupération de vêtements pour l'enfouissement des bulles présentes sur le territoire communal ?

Mondelinge vraag - Betreffende het ingraven van de glas - en kledingbollen (op vraag van Mijnheer Pierre De-Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mondelinge interpellatie betreffende het ingraven van de glas- en kledingbollen.

De openbare netheid is één van de grote uitdagingen van deze nieuwe legislatuur. Vorst is helaas vaak erfgenaam van het etiket van "vuile gemeente"; er werden door de vorige schepen inspanningen geleverd om hieraan te verhelpen. Aan hem danken we de ingraving van zes glasbollen. Ze maken het mogelijk het sluikestorten te beperken en beschikken over een grotere opslagruimte. Momenteel staan er nog meerdere glas- en kledingbollen boven de grond. Ondanks hun aanzienlijke kostprijs moet hun ingraving voorkomen in het programma van de nieuwe meerderheid. In 2017 was reeds een vierde van de bollen ingegraven.

Wat is het project van de meerderheid inzake ingraving van de bollen? Wat is de kalender en de plaats van de volgende ingravingen?

De bovengrondse kledingbollen zijn voor een deel het slachtoffer van sluikstorten en van beschadigingen; zijn er contacten aan de gang met de VZW's die de kleding komen ophalen voor de ingraving van de bollen aanwezig op het gemeentelijke grondgebied?

Monsieur Tahri apporte les éléments de réponse.

De heer Tahri antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

Nabil Boukili quitte la séance / verlaat de zitting.

29 **Interpellation - Les ralentisseurs de vitesse sur les voiries (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation au Collège communal concernant les ralentisseurs de vitesse sur les voiries communales

Monsieur le Bourgmestre,

Je souhaite faire le point avec vous sur votre programme de sécurisation des voiries, en particulier concernant la limitation de la vitesse des véhicules motorisés.

On sait que notre commune est petit à petit transformée en zone 30, mais que cette obligation ne peut fonctionner qu'en installant des dispositifs physiques ralentisseurs adéquats. Cela a été très bien fait dans certaines voiries d'ailleurs.

Pouvez-vous présenter au Conseil communal vos priorités dans cette politique ? Quelles sont par ailleurs les prochaines voiries qui feront l'objet d'une sécurisation ? Je pense par exemple à la Rue du Melon, où les véhicules passent trop souvent à une vitesse excessive : est-elle dans les prochaines voiries qui seront équipées de ralentisseurs de vitesse ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

Interpellatie - De verkeersdrempels op de wegen (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Interpellatie van het gemeentelijke College betreffende de verkeersdrempels op de gemeentewegen

Geachte heer burgemeester,

Ik zou willen weten hoe het staat met uw programma van beveiliging van de wegen, in het bijzonder wat betreft de snelheidsbeperking van gemotoriseerde voertuigen.

We weten dat onze gemeente beetje bij beetje wordt omgevormd tot een zone 30, maar dat deze verplichting alleen kan werken mits de installatie van geschikte fysieke vertragende voorzieningen. Dit werd overigens zeer goed uitgevoerd op bepaalde wegen.

Kan u aan de Gemeenteraad uw prioriteiten in dit beleid voorleggen? Welke zijn trouwens de volgende wegen die het voorwerp zullen uitmaken van een beveiliging? Ik denk bijvoorbeeld aan de Meloenstraat waar de voertuigen al te vaak met overdreven snelheid doorrijden: maakt zij deel uit van de volgende wegen die uitgerust zullen worden met verkeersdrempels?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Madame Père apporte les éléments de réponse.

Mevrouw Père antwoordt.

2 annexes / 2 bijlagen

30 **Question orale - L'accès aux véhicules dans le parc du Bempt (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Question orale au Collège communal concernant l'accès aux véhicules dans le parc du Bempt le week-end, en particulier lors de l'ouverture du Petit train à vapeur

Monsieur le Bourgmestre,

C'est un problème qui semble persister depuis pas mal de temps : il est toujours possible pour les véhicules de rentrer dans notre Parc du Bempt à hauteur du Cairn pour stationner dans l'allée qui mène au Petit train à vapeur. Cela gêne évidemment les familles qui jouent dans ce parc et ne souhaitent pas avoir des gaz d'échappements à proximité, mais également les responsables du Petit train à vapeur, qui doivent trop souvent « faire le gendarme » pour faire respecter l'interdiction de stationner.

Le week-end dernier, il y avait simplement une chaîne à l'entrée, mais tellement facilement enlevable que les citoyens ne se gênaient malheureusement pas. On m'a parlé de blocs de béton dans le passé, mais qui ont dû être enlevé depuis que l'école est temporairement installée à cet endroit.

Est-il possible de prévoir un dispositif plus définitif, plus solide, qui laisserait la possibilité de passer en cas de livraisons mais qui ne serait pas déplaçable par les quidams ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken

Mondelinge vraag - De toegang voor de voertuigen in het park van de Bempt (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mondelinge vraag aan het gemeentelijke College betreffende de toegang voor de voertuigen in het park van de Bempt tijdens het weekend, in het bijzonder bij de opening van het Kleine Stoomtreintje

Geachte heer burgemeester,

Dit is een probleem dat sinds geruime tijd blijkt te bestaan: het is voor de voertuigen nog steeds mogelijk om ons Park van de Bempt binnen te rijden ter hoogte van de Cairn om te parkeren in de laan die naar het Kleine Stoomtreintje leidt. Dat hindert uiteraard de families die in dit park spelen en geen uitlaatgassen in hun nabijheid wensen, maar tevens de verantwoordelijken van het Kleine Stoomtreintje die al te vaak “politieagent moeten spelen” om het parkeerverbod te doen naleven.

Vorig weekend was er gewoon een ketting aangebracht bij de ingang, maar die zo makkelijk verwijderd kon worden dat de burgers zich helaas niet gegeneerd hebben. Men heeft me over betonblokken in het verleden gesproken, maar die verwijderd zijn moeten worden sinds de school tijdelijk gevestigd is op deze plaats.

Is het mogelijk een definitiever, steviger systeem te voorzien dat de mogelijkheid biedt binnen te rijden voor leveringen maar dat niet verplaatst kan worden door de gewone man?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken

Monsieur Mugabo apporte les éléments de réponse.

De heer Mugabo antwoordt.

2 annexes / 2 bijlagen

31 **Interpellation - La nocivité des revêtements synthétiques des terrains de football et leur remplacement (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

Interpellation au Conseil Communal du 29/04/2019

Objet : La nocivité des revêtements synthétiques des terrains de football et leur remplacement

On a pu lire dans la presse que 42 des 46 terrains de sport présents dans les 19 communes sont constitués de billes de plastique faites en pneus recyclés et que ce matériau serait cancérigène.

Sous la précédente mandature déjà, la question était posée et le collègue était préoccupé par cette situation, attendant les résultats d'une étude fédérale.

Il y a quelques semaines, la Ministre Fadila Laanan a annoncé ouvrir des subsides aux communes pour pourvoir au remplacement du revêtement des terrains de sports ainsi mis en cause.

La santé de nos jeunes et moins jeunes forestois étant importante et les risques d'absorption ou d'inhalation de particules nocives étant possibles, il est intéressant de savoir comment la commune réagit aujourd'hui et s'intègre dans l'initiative régionale.

Mes questions seront les suivantes :

- Un état des lieux des terrains forestois a-t-il été formellement établi :
 - Combien de terrains posent problème à Forest ?
 - Combien de personnes, enfants, adultes, fréquentent ces terrains potentiellement à risque ?
 - Les terrains potentiellement à risque peuvent-ils rester accessibles au public à court ou moyen terme ?
- Un dossier de demande de subsides pour le remplacement des revêtements mis en cause a-t-il été introduit ?

Dominique Goldberg
Conseillère communale DÉFI

Interpellatie - De schadelijkheid van de synthetische bekledingen van voetbalterreinen en de vervanging ervan (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Betreft: De schadelijkheid van de synthetische bekledingen van voetbalterreinen en de vervanging ervan

We hebben in de pers kunnen lezen dat 42 van de 46 sportterreinen aanwezig in de 19 gemeenten bestaan uit plastic bolletjes gemaakt van gerecycleerde banden en dat dit materiaal kankerverwekkend zou zijn.

De vraag werd reeds gesteld onder de vorige ambtsperiode; het college was bezorgd over deze situatie en in afwachting van de resultaten van een federale studie.

Enkele weken geleden heeft Minister Fadila Laanan aangekondigd subsidies toe te kennen aan de gemeenten om te voorzien in de vervanging van de bekleding van de betrokken sportterreinen.

Aangezien de gezondheid van onze jonge en minder jonge Vorstenaren belangrijk is en het risico op opname of inademing van schadelijke deeltjes bestaat, is het interessant te weten hoe de gemeente vandaag reageert en deelneemt aan het gewestelijke initiatief.

Mijn vragen zullen de volgende zijn:

- Werd er op formele wijze een plaatsbeschrijving van de Vorstse terreinen opgemaakt:
 - Hoeveel terreinen zijn problematisch in Vorst?
 - Hoeveel personen, kinderen, volwassenen begeven zich op deze terreinen die potentieel een risico vormen?
 - Mogen de terreinen die potentieel een risico vormen op korte of middellange termijn toegankelijk blijven voor het publiek?
- Werd er een subsidieaanvraagdossier voor de vervanging van de betrokken bekledingen ingediend?

Dominique Goldberg
Gemeenteraadslid DéFI

Monsieur Quartassi apporte les éléments de réponse.

De heer Quartassi antwoordt.

2 annexes / 2 bijlagen

32 **Interpellation - La gestion de la propreté dans le parc de Forest (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation de Marc Loewenstein, conseille communal DÉFI, à l'attention du Collège des bourgmestre et échevins

Concerne : La gestion de la propreté dans le parc de Forest

Ce long week-end de Pâques, le beau temps était au rendez-vous et il y a eu une belle affluence au parc de Forest. Cette affluence peut générer certaines nuisances lorsque l'entretien de l'espace vert n'est pas assuré au moins une fois pendant le weekend. Ce fut le cas cette fois-ci avec des poubelles publiques débordantes et des déchets à leurs abords. Ceci, alors que le parc Duden géré par Bruxelles Environnement était resté propre...

Sous la précédente mandature, plusieurs actions ont été menées et lancées pour éviter ce type de situation :

- Vidange des corbeilles publiques par le service plantation le samedi fin de journée ou le dimanche matin,
- Vidange des corbeilles publiques par Bruxelles-Propreté venant en appui de la commune,
- Commande de corbeilles publiques temporaires à installer lors des périodes de beau temps et donc de forte affluence,
- Panneaux à installer dans le parc pour sensibiliser à la propreté et donc interdisant les dépôts clandestins.

Ces deux dernières mesures ont été lancées à la fin de mon mandat et étaient le résultat du budget participatif, « hackathon propreté », organisé il y a un an. La campagne de sensibilisation et l'installation de corbeilles temporaires étaient les deux propositions qui avaient recueilli le plus de votes des habitants.

Compte tenu de ce qui précède, j'aimerais savoir :

- Qu'est-ce qui explique l'absence de vidange des corbeilles publiques lors du long weekend de Pâques ?
- Quels sont les dispositifs qui seront mis en œuvre pour les weekend à venir ?
- Comment s'organise l'entretien du parc de Forest entre la commune et Bruxelles Propreté ?
- Qu'en est-il de l'installation des poubelles temporaires et des panneaux de sensibilisation prévus suite au hackathon propreté d'avril 2018 ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie - Het beheer van de netheid in het park van Vorst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Interpellatie van Marc Loewenstein, DÉFI-gemeenteraadslid, ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen

Betreft: Het beheer van de netheid in het park van Vorst

Tijdens dit lange paasweekend was het mooie weer op de afspraak en vele mensen zijn erop uitgetrokken in het park van Vorst. Deze toevloed kan een zekere overlast veroorzaken wanneer het onderhoud van de groene ruimte niet minstens een keer tijdens het weekend wordt verzekerd. Dat was hier het geval met overvolle openbare vuilnisbakken en afval in de omgeving ervan. Dit, terwijl het Dudenpark, beheerd door Leefmilieu Brussel, proper is gebleven...

Onder de vorige ambtsperiode werden er meerdere acties gevoerd en opgestart om dit soort toestanden te vermijden:

- Ledigen van de openbare vuilnisbakken door de dienst plantsoenen op zaterdag aan het einde van de middag of op zondagochtend,
- Ledigen van de openbare vuilnisbakken door Net Brussel die de gemeente kwam ondersteunen,
- Bestelling van tijdelijke openbare vuilnisbakken te plaatsen tijdens perioden van mooi weer en dus van grote toevloed,
- Borden te installeren in het park om te sensibiliseren voor netheid en waarbij dus sluikestorten verboden werd.

Deze laatste twee maatregelen werden opgestart aan het einde van mijn mandaat en waren het resultaat van een participatief budget, "hackathon netheid", dat een jaar geleden werd georganiseerd. De sensibiliseringscampagne en de plaatsing van tijdelijke vuilnisbakken waren de twee voorstellen die de meeste stemmen van de inwoners hadden gehaald.

Rekening houdend met wat voorafgaat, zou ik graag weten:

- Waarom werden de openbare vuilnisbakken niet geledigd tijdens het lange paasweekend?
- Welke instrumenten zullen er worden ingezet voor de komende weekends?
- Hoe wordt het onderhoud van het park van Vorst georganiseerd tussen de gemeente en Net Brussel?
- Hoe zit het met de plaatsing van de tijdelijke vuilnisbakken en de sensibiliseringsborden voorzien volgend op de hackathon netheid van april 2018?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Monsieur Tahri apporte les éléments de réponse.

De heer Tahri antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

33 **Interpellation - Les critères des contrats de remplacement d'accueillants pendant la période de vacances (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

Interpellation au Conseil Communal du 29/04/2019

Objet : Les critères des contrats de remplacement d'accueillants pendant la période de vacances

Le 4 avril dernier, le Collège a approuvé une décision d'engagements d'accueillants durant la période de vacances puisque les accueillants sont tenus de prendre leurs congés durant cette même période.

L'engagement se fait sur la base de 7 critères, établis dans un ordre décroissant.

Les critères 1 à 5 concernent des personnes détentrices d'un brevet ou des enseignants non brevetés ou des personnes dont l'expérience a fait les preuves ou encore des personnes en passe d'obtenir un brevet.

Les critères 6 et 7 visent des personnes qui n'ont ni brevet, ni reconnaissance d'aptitude par le métier ou la pratique.

Ces 2 derniers critères suscitent donc les questions suivantes s'agissant de l'encadrement d'enfants confié à des personnes sans titre ad hoc ou reconnu comme tel.

- A propos du 6^{ème} critère qui mentionne que peuvent être engagées « les personnes qui pourraient animer le parascolaire pour les stages pour évaluer leurs capacités tant pédagogiques que pratiques » :

- sur la base de quels critères pouvez-vous déterminer quelles sont ces « personnes qui pourraient animer le parascolaire pour les stages pour évaluer leurs capacités tant pédagogiques que pratiques » ?

- par qui est faite l'évaluation visée ?

- A propos du 7^{ème} critère qui rend engageables « les enfants du personnel communal » :
- est-ce une faculté légale laissée à la commune de prévoir ce genre d'engagement sans autre qualification spécifique, s'agissant d'encadrement d'enfants ?
- y a-t-il un âge minimum fixé pour ces engagements ?
- qui évalue la capacité du candidat à ce poste d'encadrant ?
- De façon générale, qui détermine les critères d'engagement ?

Dominique Goldberg
Conseillère communale DÉFI

Interpellatie - De criteria van de vervangingscontracten van opvangwerkers tijdens de vakantieperiode (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Interpellatie van de Gemeenteraad van 29-04-19

Betreft: De criteria van de vervangingscontracten van opvangwerkers gedurende de vakantieperiode

Op 4 april jl. heeft het College beslist om opvangwerkers gedurende de vakantieperiode aan te werven, aangezien de opvangwerkers verplicht zijn hun verlofdagen tijdens diezelfde periode op te nemen.

De aanwerving gebeurt op basis van 7 criteria, die gerangschikt zijn in dalende volgorde.

Criteria 1 t.e.m. 5 hebben betrekking op personen die houder zijn van een brevet of onderwijzers zonder brevet of personen wier ervaring bewezen is of personen die een brevet aan het behalen zijn.

Criteria 6 en 7 hebben betrekking op personen die noch over een brevet beschikken, noch over een

erkenning van vak- of praktijkbekwaamheid.

De 2 laatste criteria roepen dus de volgende vragen op wanneer het gaat om de begeleiding van kinderen die aan personen zonder ad hoc certificaat of erkenning als dusdanig worden toevertrouwd.

- In verband met het 6^e criterium, dat vermeldt dat er personen kunnen worden aangeworven “die de naschoolse opvang kunnen begeleiden voor stages, teneinde hun zowel pedagogische als praktische capaciteiten te evalueren”:

- op basis van welke criteria kunt u bepalen wie deze “personen die de naschoolse opvang kunnen begeleiden voor stages, teneinde hun zowel pedagogische als praktische capaciteiten te evalueren” zijn?
- door wie wordt de beoogde evaluatie verricht?

- Over het 7^e criterium, dat maakt dat “de kinderen van het gemeentepersoneel” aangeworven kunnen worden:
 - heeft de Gemeente het wettelijke recht dit soort aanwerving, zonder enige andere specifieke kwalificatie, te voorzien wanneer het om de begeleiding van kinderen gaat?
 - bestaat er een vastgelegde minimumleeftijd voor deze aanwervingen?
 - wie beoordeelt de bekwaamheid van de kandidaat voor deze begeleiderspost?
- In algemene zin: wie bepaalt de aanwervingscriteria?

Dominique Goldberg
Gemeenteraadslid DÉFI

Madame De Ridder apporte les éléments de réponse.

Mevrouw De Ridder antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

34 **Interpellation - Les informations communiquées par la commune lors de la réalisation de ses chantiers (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Interpellation de Marc Loewenstein, chef de groupe DÉFI, concernant les informations communiquées par la commune lors de la réalisation de ses chantiers

Deux chantiers de rénovations de façade à façade dont le maître d’œuvre est la commune ont été entamés il y a maintenant plus d’un mois. Il s’agit des deux premiers gros chantiers à gérer par la nouvelle équipe, chantiers qui constituent la suite logique des projets lancés sous la précédente mandature. Ces chantiers concernent les rues de Lisala et Berkendael.

Il y a un mois, lors du conseil communal du 26 mars, j'ai soulevé une première fois ce point en rappelant la pratique suivie lors de la précédente, à savoir l'organisation d'une réunion publique d'information à l'attention des riverains de la rue concernée, en présence d'un ou plusieurs représentants du collège et de l'administration, ainsi que celle de l'entrepreneur.

Ces séances ne visaient pas à remettre en question les projets mais à permettre à l'entrepreneur d'expliquer le déroulement du chantier et aux habitants de poser des questions pratiques liées à la vie sur place durant le chantier.

Selon mes informations, la communication est restée au stade où elle était il y a maintenant plus d'un mois, à savoir, un toute-boîte distribué pour chaque chantier, toute-boîte publié sur le site internet de la commune.

Si le toute-boîte pour la rue Berkendael en appelait d'autres en fonction de l'évolution du chantier, celui de Lisala est resté très laconique et ne mentionne d'ailleurs ni la durée, ni la date de fin du chantier.

Compte tenu de ce qui précède, le Collège pourrait-il m'indiquer :

- Quelles sont les informations qui ont été communiquées aux habitants pour chacun de ces deux projets ?
- Pour quelles raisons aucune réunion d'information publique n'a été organisée à l'attention des habitants de ces deux voiries ?
- Comment prévoyez-vous de réparer ce déficit de communication pour les présents chantiers mais également pour ceux à venir ?

Interpellatie - De inlichtingen meegedeeld door de Gemeente bij de uitvoering van haar werkzaamheden (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Interpellatie van Marc Loewenstein, fractieleider DéFI, betreffende de inlichtingen meegedeeld door de Gemeente bij de uitvoering van haar werkzaamheden

Meer dan een maand geleden werden er twee bouwplaatsen voor de renovatie van gevel tot gevel gelanceerd, waarvan de gemeente de bouwheer is. Het gaat om de eerste twee grote bouwplaatsen die door het nieuwe team moeten worden beheerd, bouwplaatsen die het logische gevolg zijn van projecten die onder de vorige mandaatperiode werden gelanceerd. Deze werkzaamheden hebben betrekking op de Lisala- en de Berkendaelstraat.

Een maand geleden, tijdens de gemeenteraad van 26 maart, heb ik dit punt voor de eerste keer aan de orde gesteld door te herinneren aan de praktijk die tijdens de vorige mandaatperiode werd gevolgd, namelijk de organisatie van een openbare informatievergadering voor de buurtbewoners van de betrokken straat, in aanwezigheid van een of meer vertegenwoordigers van het College en van het bestuur, alsook in aanwezigheid van de aannemer.

Deze sessies waren niet bedoeld om de projecten opnieuw in vraag te stellen, maar om de aannemer in staat te stellen het verloop van de werkzaamheden uit te leggen en de bewoners in staat te stellen praktische vragen te stellen in verband met het plaatselijke leven tijdens de werkzaamheden.

Volgens de inlichtingen waar ik over beschik, is de communicatie in het stadium gebleven waarin ze zich meer dan een maand geleden bevond, namelijk een ongeadresseerde brief voor iedere bouwplaats, een brief die op de website van de gemeente werd gepubliceerd.

Terwijl de ongeadresseerde brief voor de Berkendaelstraat een en ander vermeldde al naargelang de ontwikkeling van de werkzaamheden, bleef die voor de Lisalastraat zeer laconiek en vermeldde hij noch de duur noch de einddatum van de werkzaamheden.

Kan het College me, gelet op het voorgaande, zeggen:

- welke inlichtingen aan de inwoners voor elk van deze beide projecten werden meegedeeld?
- om welke redenen er geen openbare informatievergadering voor de bewoners van deze twee wegen werd georganiseerd?
- hoe u van plan bent dit communicatietekort voor deze werkzaamheden maar tevens voor de toekomstige recht te zetten?

Monsieur Loewenstein apporte un complément à son interpellation initiale:

Cette date de fin du chantier pourrait être déduite par les habitants de ce qu'ils voient sur les panneaux d'interdiction de stationnement, à savoir le 5 mai, mais on sait déjà que ce ne sera pas cela puisque l'entreprise ne se ferait livrer ses klinkers que le 7 mai...

Enfin, il est dommage d'en arriver à cette situation où des habitants sont fâchés sur la commune du fait de la gestion du chantier alors que le projet en lui-même a fait l'objet d'une dynamique participative et a été élaboré en concertation avec les habitants à la suite de plusieurs réunions de travail.

Vous plaidez pour une commune plus participative, plus proche de ses habitants, il serait temps que ces slogans soient transformés en actes concrets, ou alors, que vous vous inspiriez de ce qui se faisait encore il y a quelques mois...

Vous avez la chance d'avoir à disposition des agents compétents, tant au service des travaux qu'au service communication, faites en sorte que leurs compétences puissent être pleinement mises au service des Forestoises et des Forestois.

Madame Père apporte les éléments de réponse.

De heer Loewenstein brengt een aanvulling op zijn oorspronkelijke interpellatie:

Deze einddatum van de werkzaamheden zou door de bewoners afgeleid kunnen worden uit wat ze zien op de parkeerverbodsborden, namelijk 5 mei, maar we weten al dat dit niet klopt aangezien de klinkers pas op 7 mei geleverd worden aan de onderneming...

Kortom, het is jammer zover te moeten komen dat de bewoners boos zijn op de gemeente omwille van het beheer van de werf terwijl het project zelf het voorwerp heeft uitgemaakt van een participatieve dynamiek en uitgewerkt werd in overleg met de bewoners volgend op meerdere werkvergaderingen.

U pleit voor een meer participatieve gemeente die dichter bij haar bewoners staat; het is hoog tijd dat deze slogans omgevormd worden in concrete daden, of dat u anders inspiratie zoekt bij wat enkele maanden geleden nog gedaan werd...

U heeft het geluk om bekwame personeelsleden ter beschikking te hebben, zowel op de dienst werken als op de dienst communicatie. Zorg ervoor dat hun bekwaamheden ten volle ten dienste kunnen worden gesteld van de Vorstenaren.

Mevrouw Père antwoordt.

1 annexe / 1 bijlage

35 **Interpellation - Repas scolaires (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale)**
(Complémentaire)

Bonsoir Betty,

En vue du prochain Conseil Communal, je souhaiterais interpellier l'Echevine Maud de Ridder (et le Collège) sur le point suivant: **repas scolaires**.

Depuis le basculement, il y a trois ans, des repas scolaires fournis par la société Sodexo vers la société TCO, un grand nombre de petits forestois ont quitté la formule repas chaud en faveur du repas « tartines » ou pique-nique apporté du domicile. Il semble en effet que les repas fournis par TCO ne soient, malgré leur prix, pas très appréciés non seulement des élèves mais également du corps enseignant et du personnel encadrant. Certains enfants laissent des assiettes à moitié vides, des aliments sont parfois mal cuits, les portions mal équilibrées.... Il semble que même les plus gourmets d'entre-deux se plaignent.... Or, une bonne alimentation est essentiel pour la croissance de nos enfants. Le risque de voir des enfants dégoutés de certains produits se pose aussi, alors qu'il est déjà très compliqué pour certains parents de faire respecter à leur bambin la fameuse pyramide alimentaire.

Cette possibilité offerte aux enfants de pouvoir bénéficier d'un repas complet et équilibré à midi me semble toutefois très importante. Certains parents ne peuvent effet préparer ce type de repas en soirée et ce entre autres, pour des raisons d'organisation et d'horaires de travail. D'autant que la charge de préparation des repas incombe encore souvent aux femmes qui doivent déjà en général combiner vie professionnelle et vie privée. Cette charge est encore plus lourde lorsqu'il s'agit de mamans (ou papas) célibataires. Certains parents, fort pris par leur vie professionnelle, souhaitent pouvoir d'avantage profiter de temps libre le soir avec leurs enfants.

Ma question est donc la suivante : nous sommes fin avril 2019, qu'en est-il de la rentrée scolaire 2020 ? La commune compte-elle publier un nouvel appel d'offre ? Quelles sont les solutions envisagées ? Disposez-vous de chiffres comparatifs de la fréquentation des repas chauds d'années en années?

J'aimerais obtenir davantage d'informations concernant la position du Collège sur ce point.

Grand merci,

Bien à vous,

Interpellatie - Schoolmaaltijden (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Met het oog op de volgende Gemeenteraad wens ik schepen Maud de Ridder (en het College) te interpelleren over het volgend punt: **schoolmaaltijden**.

Sinds de overschakeling, drie jaar geleden, van schoolmaaltijden geleverd door de firma Sodexo naar schoolmaaltijden geleverd door de firma TCO heeft een groot aantal Vorstenaartjes de 'warme maaltijd'-formule verlaten, ten voordele van de 'boterhammaaltijd' of een picknick die van thuis wordt meegebracht. Het lijkt er immers op dat de maaltijden die door TCO worden geleverd, ondanks hun prijs, niet erg gewaardeerd worden, en dit niet enkel door de leerlingen maar ook door het lerarenkorps en het begeleidende personeel. Sommige kinderen laten hun borden half leeg achter, soms zijn de voedingsmiddelen slecht gekookt, zijn de porties onevenwichtig ... Het lijkt erop dat zelfs de gulzigsten klagen ... Terwijl een goede voeding essentieel is voor de groei van onze kinderen. Ook bestaat er het risico dat de kinderen een afkeer krijgen van bepaalde producten, terwijl sommige ouders het al heel moeilijk hebben om hun kind de befaamde voedingspiramide te doen naleven.

De mogelijkheid die kinderen wordt geboden om een volledig en evenwichtig middagmaal te gebruiken, lijkt me echter zeer belangrijk. Sommige ouders kunnen dit soort maaltijd 's avonds immers niet bereiden en dit onder andere om organisatorische redenen en wegens hun werkuren. Temeer daar de taak om de maaltijden te bereiden nog al te vaak de vrouwen, die over het algemeen al een beroepsleven met een privéleven moeten combineren, te beurt valt. Deze taak is des te zwaarder wanneer het om alleenstaande mama's (of papa's) gaat. Sommige ouders, die door hun beroepsleven erg in beslag worden genomen, wens 's avonds meer vrije tijd met hun kinderen te kunnen doorbrengen.

Mijn vraag is dan ook de volgende: we zijn nu eind april, hoe staat het ervoor met het nieuwe schooljaar in 2020? Is de gemeente van plan een nieuwe offerteaanvraag te lanceren? Welke oplossingen worden er overwogen? Beschikt u over vergelijkende cijfers inzake het gebruik van de warme maaltijden in de loop der jaren?

Graag kreeg ik meer inlichtingen over het standpunt van het College over deze kwestie.

Madame De Ridder :

Madame Maduda,

Je vous remercie d'attirer l'attention des élus et élues sur cette question qui est au cœur des préoccupations citoyennes et de notre collègue.

D'abord, je vous livre quelques données chiffrées qui permettront à tout le monde d'objectiver des impressions ou des ressentis sur la question des repas chauds, une thématique qui ne laisse aucun parent indifférent. Dans certains cercles, des doutes et des réserves sont émis à propos du succès que

remporte le fournisseur de repas scolaires actuel.

Sur base des chiffres fournis, il apparaît cependant clairement que le nombre des repas servis depuis trois ans dans nos écoles est stable. Il faut bien entendu le mettre en corrélation avec la fluctuation de la population scolaire sur la même période.

Chiffres :

En 2016-17 : 82510 repas chauds pour 2566 élèves

En 2017-18 : 82782 repas chauds pour 2514 élèves

En 2018-19 : 83007 repas chauds pour 2417 élèves

Remarques :

1. La population scolaire a diminué entre 2016 et 2019 : de 2596, le nombre d'élèves est passé à 2417, il y a donc 179 élèves en moins.
2. Dans le cadre d'un appel à projet pilote émis par le gouvernement de la FWB, proposant des repas chauds complets gratuitement dans les écoles de l'enseignement maternel bénéficiant d'un l'encadrement différencié, les élèves de la section maternelle de l'école *La Preuve par 9* bénéficient de la gratuité des repas chauds, ce qui explique la hausse sensible du nombre de repas chauds pour cette année scolaire.

Par ailleurs, le présent marché se terminera en 2020 et il sera dès lors nécessaire de refaire un appel d'offres.

En accord avec le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles et dans la continuité de la législature précédente, le nouveau collège promeut l'introduction de clauses environnementales et de développement durable dans les cahiers des charges. En effet, il revient aux autorités publiques de montrer l'exemple et de favoriser cette consommation responsable.

Il s'agira donc de veiller à combiner les critères suivants :

* des produits frais, locaux et de saison, cultivés dans le respect de l'environnement et dans de bonnes conditions de travail pour les producteurs, et des produits biologiques ou de qualité différenciée,

- une alimentation saine, équilibrée et variée,
- des produits de qualité et ayant du goût,
- une diminution des protéines animales,
- une alternance entre protéines animales et végétales,
- des produits issus du commerce équitable pour les produits exotiques,
- des produits issus de la pêche durable
- tout en réduisant les déchets et le gaspillage alimentaire.

Comme l'est stipulé dans la DPG, il revient au conseil communal de « favoriser une alimentation saine et à bas prix, étendre à toutes les écoles l'accès au marché public pour les cantines avec cahier des charges et clauses durables ».

Mevrouw De Ridder:

Geachte mevrouw Maduda,

Ik dank u voor het feit dat u de aandacht van de verkozenen vestigt op dit vraagstuk, dat een van de belangrijkste bekommernissen van de burgers en van ons college is.

In de eerste plaats zal ik u enkele cijfergegevens meegeven, zodat iedereen zijn of haar indrukken en aanvoelen over het vraagstuk van de schoolmaaltijden – een thema dat geen enkele ouder

onverschillig laat – kan objectiveren. In bepaalde kringen worden er twijfels en reserves geuit aangaande het succes van de huidige leverancier van schoolmaaltijden.

Op basis van de bezorgde cijfergegevens blijkt echter duidelijk dat het aantal maaltijden die sinds drie maanden in onze scholen worden opgediend stabiel is. Uiteraard moet er hier rekening worden gehouden met de schommelingen in de schoolbevolking tijdens diezelfde periode.

Cijfers:

In 2016-17 : 82510 warme maaltijden voor 2566 leerlingen

In 2017-18 : 82782 warme maaltijden voor 2514 leerlingen

In 2018-19 : 83007 warme maaltijden voor 2417 leerlingen

Opmerkingen:

1. Tussen 2016 en 2019 is de schoolbevolking gedaald: van 2596 verminderde het aantal leerlingen tot 2417, dus een daling met 179 leerlingen.
2. In het kader van een oproep voor pilootprojecten van de Franse Gemeenschap, waarin volledig kosteloze warme maaltijden in de kleuterscholen met een gedifferentieerde begeleiding worden aangeboden, genieten de leerlingen van de kleuterafdeling van de school *La Preuve par 9* van kosteloze warme maaltijden, wat de aanzienlijke stijging van het aantal warme maaltijden dit schooljaar verklaart.

Bovendien zal de opdracht in 2020 aflopen en zal er bijgevolg een nieuwe offerteaanvraag moeten worden gelanceerd.

Met toestemming van de Franse Gemeenschapsregering en in het verlengde van de vorige legislatuur promoot het nieuwe college de opname van milieuclausules en clausules in verband met duurzame ontwikkeling in de lastenboeken. Het is immers aan de overheden om het voorbeeld te geven en deze verantwoorde consumptie te steunen.

De volgende criteria moeten dus worden gecombineerd:

- * verse, lokale en seizoensgebonden producten, die gekweekt worden met respect voor het leefmilieu en onder goede arbeidsomstandigheden voor de producenten, en biologische producten of kwaliteitsproducten;
- * gezonde, evenwichtige en gevarieerde voeding;
- * kwaliteitsvolle en smaakvolle producten;
- * een vermindering van de consumptie van dierlijke eiwitten;
- * een afwisseling tussen dierlijke en plantaardige eiwitten;
- * producten die voortkomen uit eerlijke handelen voor wat de exotische producten betreft;
- * producten afkomstig van duurzame visvangst;
- * en tegelijkertijd de inperking van de afvalproductie en de voedselverspilling.

Zoals vermeld in de ABV is het aan de Gemeenteraad om “[g]ezonde en goedkope voeding [te] bevorderen, de toegang tot de overheidsopdracht voor de kantines [uit te breiden] tot alle scholen met bestek en duurzaamheidsclausules”.

1 annexe / 1 bijlage

Nabil Boukili entre en séance / treedt in zitting.

Affaires générales - Algemene zaken

36 Affaires générales - Elections du 26 mai 2019 - Règlement relatif aux conditions d'affichage sur les panneaux électoraux - Revu. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 26 mars 2019;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 ;

Vu l'arrêté du 22 février 2019 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement général de police de Forest, notamment l'article 10, § 2 ;

Considérant qu'il y a lieu, dans un souci d'ordre public, de réglementer les conditions d'affichage sur les panneaux installés à cet effet sur le territoire de la commune, en ayant égard aux pratiques en usage dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les élections européennes, législatives et régionales auront lieu le 26 mai 2019 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures en vue d'éviter les incidents en matière d'affichage électoral et de prévenir les atteintes à la tranquillité et à la propreté publiques ;

Considérant qu'une répartition équitable des espaces d'affichage peut être faite en tenant compte du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein d'au moins deux assemblées concernées par le scrutin du 26 mai 2019 ;

DECIDE,

Article 1 – Objet

Le présent règlement a pour objet d'organiser l'affichage électoral sur le territoire communal lors des élections européennes, législatives et régionales, sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires supérieures, notamment le Règlement général de police, l'arrêté du 22 février 2019 pris par le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ou l'article 27.5 du Code de la Route (limitation du stationnement de remorques et véhicules publicitaires).

Article 2 – Définitions

Par « publicité électoral » , il faut entendre toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats ou de listes de candidats ou de partis aux élections.

Par « affichage électoral » , il faut entendre l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autres indications, sous quelque forme que ce soit, matérialisant la publicité électoral.

Article 3 – Dispositions concernant l'affichage électoral

§ 1er - Principes

L'affichage électoral est interdit sur la voie publique à l'exception des panneaux prévus exclusivement à cet effet.

Par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, ceux-ci sont installés de manière à couvrir les

différents quartiers de la commune, au plus tard 30 jours avant le scrutin.

L'affichage sur les panneaux électoraux est effectué par le personnel communal désigné à cette fin. Il ne peut en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

Il est interdit d'apposer des affiches électorales ou autres supports de propagande électorale sur les propriétés et les biens privés sans l'autorisation du propriétaire.

Ne sera pas apposée toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

§ 2 - Zones réservées

A chaque emplacement de panneaux d'affichage électoral :

- 6 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques ou partis francophones représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;

- 6 panneaux sont réservés, en parts égales, aux partis ou groupes politiques néerlandophones représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin ;

- 1 panneau est réservé aux partis ou groupes politiques qui ne sont pas représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin.

§ 3 - Opérations de collage

Chaque parti ou groupe politique souhaitant voir ses affiches apposées sur les panneaux d'affichage électoral désigne un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches au Secrétariat communal, dans les délais fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le représentant désigné doit communiquer la disposition précise des affiches souhaitée ; celle-ci doit correspondre réalistement à l'espace attribué.

Le représentant désigné peut demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

En cas de détérioration d'affiches, il appartient au représentant de chaque liste d'en avertir le Secrétariat communal et de fournir un nombre suffisant d'affiches pour pourvoir à leur remplacement ; il est procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais.

§ 4 - Réclamations

Les réclamations portant sur l'application du présent règlement doivent être introduites devant le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Aucune réclamation ne sera admise si les affiches n'ont pas été remises au Secrétariat communal dans les délais impartis.

Article 4 – Diffusion

Outre les mesures d'affichage prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire du présent règlement sera envoyé à chaque liste présentant des candidats aux élections, à l'adresse du siège de la liste ou de la personne qui a déposé la liste.

Article 5 – Sanctions

§ 1er - Les affiches apposées en violation du présent règlement et ce, notamment, en cas de détérioration par « surcollage » ou ajout d'inscriptions, seront enlevées par le personnel communal aux frais des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables.

§ 2 - Les panneaux d'affichage électoral étant assimilés à du mobilier urbain, toute détérioration de ceux-

ci pourra entraîner l'application des sanctions inscrites dans le Règlement général de police, sans préjudice de l'application des dispositions du Code pénal et de toute autre législation.

§ 3 - Sans préjudice des dispositions du Règlement général de police, des instructions des autorités et des dispositions du présent article, toute infraction au présent règlement pourra être sanctionnée par une amende administrative de maximum 350,00 €, à charge des contrevenants ou, à défaut, des éditeurs responsables.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Verkiezingen van 26 mei 2019 - Reglement betreffende de voorwaarden van aanplakking op verkiezingsborden - Herziening. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Zijn beslissing van 26 maart 2019 herzien;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135, § 2;

Gelet op het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Algemeen Politierglement van Vorst, met name artikel 10;

Overwegende dat het, met het oog op de openbare orde, noodzakelijk is om de voorwaarden van aanplakking op de borden die daartoe geïnstalleerd werden op het grondgebied van de gemeente te reglementeren, gezien de gangbare praktijken in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen plaats zullen vinden op 26 mei 2019;

Overwegende dat het noodzakelijk is om maatregelen te treffen teneinde incidenten inzake verkiezingsaanplakking te vermijden en inbreuken op de openbare rust en netheid te voorkomen;

Overwegende dat de ruimten voor aanplakking billijk verdeeld kunnen worden door rekening te houden met het feit of de politieke groep of partij op dit ogenblik al dan niet vertegenwoordigd is in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen van 26 mei 2019 betrekking op hebben;

BESLUIT,

Artikel 1 - Voorwerp

Het huidige reglement heeft als doel de verkiezingsaanplakking op het gemeentelijke grondgebied te organiseren tijdens de Europese, wetgevende en regionale verkiezingen, onverminderd de hogere wettelijke of reglementaire bepalingen, inzonderheid het Algemeen Politierglement, het besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of artikel 27.5 van het Verkeersreglement (beperking van het parkeren van aanhangwagens en reclamevoertuigen).

Artikel 2 – Definities

Onder “verkiezingsreclame” verstaat men elke expressievorm met als voorwerp propaganda in naam van kandidaten of kandidatenlijsten of partijen voor de verkiezingen.

Onder “verkiezingsaanplakking” verstaat men het aanbrengen, op vaste of mobiele dragers, van documenten of andere vermeldingen, in eender welke vorm, die verkiezingsreclame materialiseren.

Artikel 3 – Bepalingen betreffende de verkiezingsaanplakking

§1 – Principes

Verkiezingsaanplakking op de openbare weg is verboden, behalve op de borden die uitsluitend daartoe zijn voorzien.

Per beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen worden deze borden zo geplaatst dat de verschillende wijken van de gemeente gedekt worden, en dit ten laatste 30 dagen voor de verkiezingen.

De affiches op de verkiezingsborden worden aangeplakt door het gemeentepersoneel dat daartoe wordt aangesteld. In geen geval mag dit gebeuren door een persoon die niet tot het gemeentepersoneel behoort, ongeacht of deze door de kandidaten of vertegenwoordigers van enige lijst gemachtigd werd of niet.

Het is verboden verkiezingsaffiches of ander verkiezingsmateriaal aan te brengen op privé-eigendommen en -goederen zonder de toelating van de eigenaar.

Zal niet worden aangeplakt elke affiche waarvan de inhoud in overtreding is met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

§ 2 – Voorbehouden zones

Op elke plaats voor borden voor verkiezingsaffiches:

- worden er 6 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de Franstalige politieke partijen of fracties die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben;

- worden er 6 borden, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de Nederlandstalige politieke fracties of partijen die vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben;

- wordt er 1 bord, gelijk verdeeld, voorbehouden voor de politieke fracties of partijen die niet vertegenwoordigd zijn in minstens twee van de vergaderingen waar de verkiezingen betrekking op hebben.

§ 3 – Aanplakking

Iedere partij of fractie die haar affiches wil laten aanplakken op de verkiezingsaanplakingsborden duiden een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger aan om deze affiches neer te leggen op het Gemeentesecretariaat binnen de termijnen die door het College van Burgemeester en Schepenen werden vastgelegd.

De aangeduide vertegenwoordiger moet de precieze schikking van de gewenste affiches meedelen; deze moet op realistische wijze in overeenstemming zijn met de toegekende ruimte.

De aangeduide vertegenwoordiger mag een nieuwe aanplakking vragen, voor zover deze aanvraag naar behoren wordt verantwoord.

In het geval van beschadiging van affiches is het aan de vertegenwoordiger van iedere lijst om er het Gemeentesecretariaat van op de hoogte te brengen en een voldoende aantal affiches te bezorgen om te voorzien in hun vervanging; er wordt zo snel mogelijk overgegaan tot een nieuwe aanplakking.

§ 4 – Klachten

Klachten betreffende de toepassing van huidig reglement moeten worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Er zal geen enkele klacht worden aanvaard indien de affiches niet binnen de gestelde termijnen werden overhandigd aan het Gemeentesecretariaat.

Artikel 4 – Verspreiding

Naast de maatregelen inzake aanplakking zoals bedoeld in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet wordt een exemplaar van dit reglement verzonden naar elke lijst die kandidaten voordraagt voor de verkiezingen, op het adres van de zetel van de lijst of van de persoon die de lijst heeft ingediend.

Artikel 5 – Sancties

§ 1 - De affiches die met inbreuk op dit reglement worden aangebracht en dit, inzonderheid, in geval van beschadiging door “overplakken” of toevoegen van opschriften, zullen worden weggehaald door het gemeentepersoneel op kosten van de overtreders en, bij gebrek daaraan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers.

§ 2 - Aangezien de verkiezingsborden worden gelijkgesteld met stadsmeubilair, kan elke beschadiging ervan leiden tot de toepassing van de sancties ingeschreven in het Algemeen Politiereglement van Vorst, ongeacht de toepassing van de bepalingen van het Strafwetboek en van elke andere wetgeving.

§ 3 - Ongeacht de bepalingen van het Algemeen Politiereglement, de instructies van de overheden en de bepalingen van dit artikel kan elke inbreuk op het huidige reglement bestraft worden met een administratieve boete van maximum € 350,00, ten laste van de overtreders of, bij gebrek daaraan, van de verantwoordelijke uitgevers.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Secrétariat - Secretariaat

37 **Affaires générales - Mandats (Maison des Jeunes de Forest) - Désignations - Revu. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu les statuts de l'asbl Maison des Jeunes de Forest ;

Considérant que la commune dispose de 10 représentants à l'AG ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'AG de l'asbl Maison des Jeunes de Forest : Mme Nadia EL YOUSFI, domiciliée avenue du Globe, 55bte17 à 1190 Forest ; Mme Sabrina IANNAZZONE, domiciliée

avenue Jupiter, 57bte5 à 1190 Forest ; Mme Karima AHRAS, domiciliée rue des Alliés, 133 à 1190 Forest ; Mme Bouchera BOUDIBA, domiciliée avenue Stuart Merrill, 9 à 1190 Forest ; M. Karim BENSALÉM, domicilié rue Auguste Heene, 27 bte2 à 1190 Forest ; M. David LECLERCQ, domicilié rue Jules Franqui, 26 bte2 à 1190 Forest ; M. Youssef LAKHLOUFI, domicilié avenue Minerve, 21 bte75 à 1190 Forest ; Mme Michèle AMICO, domiciliée rue du Texas, 8 à 1190 Forest ; M. Charles HINKEL, domicilié avenue Alexandre Bertrand, 35 bte4 à 1190 Forest ; M. Nabil BOUKILI, domicilié avenue Albert, 277 bte1 à 1190 Forest;

D'inviter la Maison des Jeunes de Forest à accepter un observateur parmi les groupes non représentés à l'Assemblée Générale à savoir Madame Kenza EL BACHIRI, domiciliée rue Jef Devos, 30 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Jeugdhuis van Vorst) - Aanstellingen - Herziening. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de statuten van de vzw Jeugdhuis van Vorst;

Overwegende dat de gemeente beschikt over 10 vertegenwoordigers bij de AV;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordigers bij de AV van de vzw Jeugdhuis van Vorst: Mevr. Nadia EL YOUSFI, gedomicilieerd Globelaan, 55 bus 17 te 1190 Vorst; Mevr. Sabrina IANNAZZONE, gedomicilieerd Jupiterlaan, 57 bus 5 te 1190 Vorst; Mevr. Karima AHRAS gedomicilieerd Bondgenotenstraat, 133 te 1190 Vorst; Mevr. Bouchera BOUDIBA, gedomicilieerd Stuart Merrillaan, 9 te 1190 Vorst; Dhr. Karim BENSALÉM, gedomicilieerd Auguste Heenestraat, 27 bus 2 te 1190 Vorst; Dhr. David LECLERCQ, gedomicilieerd Jules Franquistraat, 26 bus 2 te 1190 Vorst; Dhr. Youssef LAKHLOUFI, gedomicilieerd Minervalaan, 21 bus 75 te 1190 Vorst; Mevr. Michèle AMICO, gedomicilieerd Texasstraat, 8 te 1190 Vorst; Dhr. Charles HINKEL, gedomicilieerd Alexandre Bertrandlaan, 35 bus 4 te 1190 Vorst; Dhr. Nabil BOUKILI, gedomicilieerd Albertlaan, 277 bus 1 te 1190 Vorst;

Het Jeugdhuis van Vorst te verzoeken een waarnemer uit de fracties die niet in de Algemene Vergadering vertegenwoordigd zijn te aanvaarden, namelijk mevrouw Kenza EL BACHIRI, gedomicilieerd Jef Devosstraat 30 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Levée de la séance à 23:45

Opheffing van de zitting om 23:45

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

La Présidente,
De Voorzitster,
Séverine De Laveleye